



Les grandes mutations qui transforment l'éducation

ÉDITION 2008



Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement

Centre pour la recherche et l'innovation
dans l'enseignement

Les grandes mutations qui transforment l'éducation

Édition 2008



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres

Publié en anglais sous le titre :
Trends Shaping Education
2008 Edition

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/editions/corrigenda.

© Gettyimages/Stockbyte

© OCDE 2008

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OECD pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenue auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.

Avant-propos

Cet ouvrage a pour objet de promouvoir la réflexion stratégique à long terme dans le domaine de l'éducation. Il offre un aperçu des tendances observées dans le contexte de l'enseignement et pose un certain nombre de questions pertinentes concernant l'impact de ces tendances sur l'éducation. Les analyses et réflexions proposées dans ce volume s'appuient, pour la plupart, sur des travaux menés par l'OCDE. Les tendances étudiées reposent, dans la mesure du possible, sur un ensemble fiable de données probantes collectées à l'échelon international.

Cet ouvrage vient combler une lacune majeure : en effet, les responsables politiques et les professionnels du domaine de l'éducation ne disposent bien souvent que d'informations anecdotiques ou locales concernant les grandes mutations recensées dans leur secteur ; ils ont rarement accès à des données fiables, notamment en ce qui concerne les tendances.

Au sein du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) de l'OCDE, cette publication a été préparée par David Istance et Henno Theisens, et largement enrichie des contributions de Petra Packalen, Francisco Benavides, Kristina Kaihari-Salminen et Paula Mattila. Delphine Grandrieux a assuré la préparation et la mise en forme du texte avant publication.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	9
1. Le vieillissement des sociétés de l'OCDE	13
Baisse du taux de natalité.....	14
Allongement de la durée de vie	16
Évolution des structures par âge	18
Pour en savoir plus.....	20
2. Les grands défis mondiaux	21
Croissance démographique et risque de surpopulation	22
Clivages internationaux accrus entre pays riches et pays pauvres.....	24
Flux migratoires et diversité accrus	26
Risques environnementaux à l'échelon mondial.....	28
Pour en savoir plus.....	30
3. Le nouveau visage de l'économie mondiale.....	33
L'économie mondiale	34
Des économies de services à forte intensité de connaissances.....	36
Pour en savoir plus.....	38
4. Évolution du monde du travail et de l'emploi	39
Une vie moins dominée par le travail ?	40
Plus de précarité sur le marché du travail ?	42
Les femmes sur le marché du travail	44
Pour en savoir plus.....	46
5. La société de l'apprentissage	47
Hausse des niveaux d'éducation	48
Hausse des investissements en faveur de l'éducation	50
L'enseignement dans le monde – inégalités et flux d'étudiants	52
Pour en savoir plus.....	54
6. TIC : la nouvelle génération.....	55
La révolution numérique	56
Essor fulgurant d'Internet.....	58
Vers le Web 2.0 ?	60
Pour en savoir plus.....	62
7. Les citoyens et l'État	63
Nouvelles formes de participation politique	64
Rôle de l'État-Providence – vers un « rétrécissement » du pouvoir central ?	66
Pour en savoir plus.....	68

8. Liens sociaux et valeurs sociales	69
Diversité accrue des modèles familiaux.....	70
Moins d'interaction sociale ?.....	72
Évolution des valeurs	74
Pour en savoir plus.....	76
9. Une prospérité durable ?	79
Croissance de la prospérité, hausse de la consommation énergétique	80
Creusement des inégalités	82
Modes de vie et risques sanitaires	84
Pour en savoir plus.....	86

LISTE DES GRAPHIQUES

1.1. Nette baisse du taux de natalité depuis les années 60.....	14
1.2. Une parentalité plus tardive.....	15
1.3. Allongement de l'espérance de vie.....	16
1.4. Allongement de la durée de vie après le départ en retraite.....	17
1.5. Structure démographique par âge : de la base élargie au sommet élargi.....	18
1.6. Le « taux de dépendance » des personnes âgées devrait doubler d'ici à 2050	19
2.1. Stagnation démographique dans les pays de l'OCDE, et croissance démographique dans les autres pays.....	22
2.2. Croissance démographique en milieu urbain.....	23
2.3. L'écart se creuse entre régions riches et régions pauvres	24
2.4. Des niveaux de développement humain très disparates	25
2.5. Dans les pays de l'OCDE, l'immigration est désormais supérieure à l'émigration.....	26
2.6. Dans les pays de l'OCDE, les immigrés récents sont principalement issus de pays à revenus moyens à faibles.....	27
2.7. Réchauffement climatique lié aux activités humaines.....	28
2.8. Réduction de la pollution atmosphérique dans la plupart des pays de l'OCDE.....	29
3.1. Mondialisation de l'économie : un phénomène en hausse constante.....	34
3.2. La Chine et l'Inde rattrapent leur retard.....	35
3.3. Croissance du secteur des services	36
3.4. Hausse de l'intensité de R-D dans la plupart des pays de l'OCDE	37
4.1. Diminution du temps de travail.....	40
4.2. Raccourcissement de la durée de carrière (du moins chez les hommes) lié à la baisse du taux d'emploi chez les plus de 50 ans.....	41
4.3. Hausse des emplois temporaires.....	42
4.4. Hausse modérée des emplois à temps partiel depuis 1994	43
4.5. De plus en plus de femmes travaillent	44
4.6. Bien qu'encore élevés, les écarts de salaires entre hommes et femmes se réduisent : 1980-2004	45
5.1. Hausse de la participation à l'enseignement supérieur.....	48

5.2. Les femmes dépassent les hommes en termes de participation à l'enseignement secondaire et supérieur.....	49
5.3. Hausse des dépenses en éducation.....	50
5.4. Évolution des investissements dans l'enseignement supérieur.....	51
5.5. Hausse de la participation à l'enseignement primaire, notamment dans les pays les moins développés.....	52
5.6. Hausse du nombre d'étudiants internationaux inscrits dans l'enseignement supérieur.....	53
6.1. Augmentation rapide de la vitesse de calcul et de la puissance des ordinateurs.....	56
6.2. Vers un accès universel à l'ordinateur familial ?.....	57
6.3. Hausse rapide du nombre de sites Internet.....	58
6.4. Accès élargi aux connexions Internet haut débit.....	59
6.5. Croissance exponentielle de Wikipédia.....	60
6.6. Prolifération des blogs.....	61
7.1. Tendance à la baisse de la participation électorale, mais montée en puissance des formes de participation alternatives.....	64
7.2. Davantage de parité au sein des Parlements.....	65
7.3. Légère baisse des emplois du secteur public.....	66
7.4. Hausse progressive des dépenses sociales publiques et privées entre 1980 et 2003.....	67
8.1. Le mariage, une institution en perte de vitesse.....	70
8.2. Davantage de familles monoparentales.....	71
8.3. Maintien général de la participation aux associations bénévoles.....	72
8.4. Confiance interpersonnelle : des écarts considérables, mais aucune tendance marquée.....	73
8.5. Évolution des valeurs dans le monde : montée en puissance des valeurs laïques et de l'expression de soi.....	74
8.6. Faut-il respecter davantage l'autorité ? 1981-2000.....	75
9.1. Une prospérité croissante.....	80
9.2. Hausse de la consommation énergétique (électricité), la majeure partie des besoins étant encore couverts par des centrales au charbon.....	81
9.3. Tendance à la hausse des inégalités de revenus.....	82
9.4. Les très riches continuent de s'enrichir.....	83
9.5. Convergence de la consommation d'alcool à l'échelon international.....	84
9.6. Montée en puissance de l'obésité.....	85

Introduction

En quoi le vieillissement de nos sociétés a-t-il un impact sur l'éducation ? Et l'Internet qui joue un rôle sans précédent dans notre vie ? La montée en puissance de l'obésité a-t-elle des conséquences sur la vie scolaire ?

Cet ouvrage a pour objet de promouvoir la réflexion sur les principales tendances ayant un impact potentiel sur l'avenir de l'éducation et représentant un défi pour les établissements scolaires. Les auteurs n'entendent pas formuler de réponses définitives : cette ressource n'est en effet ni un rapport analytique, ni un recueil de statistiques, et encore moins un exposé de la position de l'OCDE sur ces différentes questions. Ce volume constitue en revanche :

- Une incitation à réfléchir aux tendances susceptibles d'avoir un impact sur l'éducation – bien qu'il s'agisse de tendances avérées, les questions soulevées pour le secteur éducatif ont une valeur d'illustration et de suggestion.
- Une invitation, pour les utilisateurs, à poursuivre cette réflexion et à enrichir le contenu de tendances observées dans leur propre pays ou dans leur propre région.

L'analyse des tendances est toujours délicate. En effet, les évolutions historiques et, partant, l'importance relative de chacune d'entre elles, donnent souvent lieu à des divergences d'opinion. Et même lorsqu'il existe un consensus sur les événements passés, l'avenir se déroule rarement dans la droite lignée des schémas antérieurs. De plus, si elles sont à peine visibles ou remarquées pour le moment, les tendances émergentes peuvent toutefois revêtir une importance cruciale à l'avenir. Pour aider le lecteur à utiliser au mieux cette ressource, nous étudions en premier lieu la façon dont les tendances observées peuvent être analysées et interprétées.

À QUI S'ADRESSE CET OUVRAGE ?

Selon nous, cet ouvrage sera utile à toutes les parties prenantes du domaine de l'éducation. Nous nous sommes donc efforcés d'éviter le jargon et les termes techniques, et avons opté pour un format facilitant l'accès à des données complexes.

- Les *décideurs*, les *responsables*, les *conseillers* et les *analystes politiques* y trouveront un ensemble de tendances avérées dont ils pourront tirer parti au moment d'analyser les perspectives à long terme de l'éducation et d'évaluer l'impact potentiel des tendances sur les politiques éducatives.
- Les *chefs d'établissements*, les *dirigeants locaux* et autres *parties prenantes*, de plus en plus appelés à élaborer des stratégies à long terme ou sollicités sur ces questions, pourront utiliser cette ressource pour étayer leurs décisions.
- Les *formateurs d'enseignants* pourront utiliser ce volume comme support des programmes destinés aux enseignants (actuels et futurs) et aux chefs d'établissements, afin de les aider à mieux comprendre leur métier, ainsi que l'évolution future de celui-ci.
- Les *enseignants* peuvent se servir de cet ouvrage comme d'une aide au développement professionnel, mais aussi comme base de réflexion sur le métier et les programmes scolaires.

Naturellement, cette publication peut également présenter un intérêt pour d'autres lecteurs. Le choix et l'analyse des tendances présentées sont toutefois axés spécifiquement sur les acteurs du secteur de l'éducation, notamment ceux exerçant un métier en rapport avec l'apprentissage en milieu scolaire.

POURQUOI AVOIR CHOISI D'ÉtudIER CES TENDANCES, PLUTÔT QUE D'AUTRES ?

Ce volume s'articule autour de 26 thèmes centraux, illustrés chacun de 2 graphiques. Bien que toutes les tendances étudiées soient liées à l'éducation, le présent ouvrage est nécessairement très sélectif, et n'entend pas couvrir l'ensemble des tendances en rapport avec l'éducation. Outre ce lien avec le secteur éducatif, le principal critère de sélection que nous avons appliqué a été l'existence de données probantes récurrentes à l'échelon international. Ces deux critères orientent inévitablement l'analyse vers les sphères économique, sociale, environnementale, démographique et éducative, domaines dans lesquels des mesures sont effectuées depuis suffisamment longtemps pour pouvoir dessiner l'évolution des tendances au fil du temps. Certains des facteurs ayant une influence profonde sur l'éducation sont de nature hautement subjective et culturelle, ce qui les rend difficiles à identifier à un instant précis, *a fortiori* de les suivre au fil du temps ; ces facteurs n'ont donc pas été intégrés à cette étude.

L'analyse porte essentiellement sur les pays de l'OCDE, bien que nous ayons exploité des données mondiales dès lors que celles-ci étaient disponibles. La diversité des sources utilisées signifie qu'il n'existe pas d'échelle chronologique unique : dans certains cas, les tendances ne sont représentées que sur une dizaine d'années ; dans d'autres, en revanche, nous observons des tendances à très long terme.

Nous insistons, par conséquent, sur le fait que cette ressource vise à stimuler la réflexion, et non à donner une liste exhaustive des grandes tendances susceptibles d'influencer l'avenir de l'éducation.

POURQUOI AVOIR OPTÉ POUR CE TYPE DE FORMAT ET DE STRUCTURE ?

Les tendances présentées ont été regroupées en neuf thèmes de vaste portée : chacun de ces thèmes comporte une brève introduction, ainsi qu'une liste de publications permettant d'en savoir plus. Chaque thème est constitué de deux, trois ou quatre sujets (ensembles de tendances), chaque sujet étant traité sur deux pages. Chacun de ces sujets commence par une brève introduction, suivie de deux graphiques et d'un texte explicatif. Afin de stimuler la réflexion et d'amener le lecteur à se poser d'autres questions, chaque sujet s'achève sur une série de questions illustratives concernant l'impact des tendances présentées sur l'éducation. Les thèmes abordés pouvaient être présentés de différentes façons ; la structure que nous avons choisie facilite, selon nous, la compréhension du lecteur :

- Nous présentons tout d'abord les grandes tendances démographiques. Axé en premier lieu sur les pays de l'OCDE, le champ de l'analyse s'élargit par la suite pour tenir compte des évolutions mondiales, liées non seulement au niveau de peuplement et aux flux migratoires, mais aux conditions de vie et à l'environnement.
- L'analyse porte ensuite sur les tendances économiques liées à la fois à la nature des économies et à l'évolution des formes de travail et d'emploi.
- Nous étudions, en troisième lieu, les thèmes liés à l'ère du numérique et à la société de l'apprentissage que nous connaissons à l'heure actuelle, et auxquelles l'éducation apporte une contribution majeure.
- Viennent enfin les facteurs politiques et sociaux liés au rôle de l'État, à l'environnement social et à la famille, et aux tendances qui sous-tendent la durabilité.

COMMENT UTILISER CETTE RESSOURCE ?

L'avenir est, par nature, impossible à prédire. Pourtant, chacun (notamment les décideurs politiques et les responsables du secteur de l'éducation) est appelé à faire des projets et à anticiper les évolutions futures. L'analyse des tendances façonne notre opinion concernant les possibles, en nous aidant à mieux comprendre ce qui évolue au sein de l'environnement éducatif.

Pour analyser ces tendances, il nous faut étudier le passé, bien que rien ne garantisse que l'avenir se caractérisera par une reproduction des évolutions antérieures, et à plus forte raison que cette continuité s'opérera dans la douceur. Il arrive donc que nous formulions des jugements totalement erronés :

« Les cours ont atteint ce qui semble être un niveau permanent et élevé. » (Irving Fisher, professeur d'économie, Université de Yale, en 1929, à la veille du krach boursier de Wall Street)

De même, rien ne garantit que les tendances qui occupaient hier, ou semblent occuper aujourd'hui, une place centrale, conserveront cette influence déterminante à l'avenir ; quoique à peine visibles à l'heure actuelle, certaines tendances émergentes peuvent parfaitement revêtir une importance clé à l'avenir. Ainsi, à l'heure où les premiers avions devenaient opérationnels, le chef militaire qui allait devenir commandant en chef durant la Première Guerre mondiale a déclaré :

« L'avion est un jouet fascinant, mais ne présente aucun intérêt sur le plan militaire. » (maréchal Ferdinand Foch, École supérieure de guerre)

Cet ouvrage ne constitue donc qu'un point de départ, et n'entend pas identifier avec certitude les tendances qui façonneront le secteur éducatif de demain. Les questions ci-dessous peuvent s'avérer utiles dans le cadre de l'analyse des tendances.

QUELLES TENDANCES DOIT-ON PRENDRE EN COMPTE ?

Qui est concerné par telle tendance ?

On observe parfois des disparités en termes d'ampleur et d'orientation entre les tendances recensées dans différents pays, dans différentes régions, dans différents quartiers, voire dans différents établissements. Le vieillissement des populations peut par exemple poser davantage problème dans les zones rurales que dans les zones urbaines, ou n'être concentré que dans certaines régions d'un pays ou dans certains quartiers d'une ville. Par ailleurs, les tendances internationales n'ont pas toujours le même impact en fonction de l'endroit où l'on se trouve : ainsi, la montée du niveau de la mer risque d'avoir des conséquences catastrophiques pour le Bangladesh, mais non pour le Népal.

L'analyse doit-elle inclure d'autres tendances ?

Les tendances présentées ici ne sont certainement pas les seules à affecter l'éducation ; en outre, elles n'ont pas toutes le même impact selon le lieu ou le contexte envisagé. D'autres tendances, locales notamment, nécessitent peut-être elles aussi une analyse approfondie. À chaque lieu ses enjeux particuliers : ainsi, tandis que certaines régions sont confrontées à un déclin et à une dépopulation, d'autres, bien que situées dans le même pays, sont en pleine expansion et attirent sans cesse de nouveaux habitants. À chaque lecteur de déterminer quelles sont les tendances les plus importantes dans son cas particulier.

QUELLE EST L'IMPORTANCE RESPECTIVE DE CES TENDANCES ?

Cette tendance est-elle prévisible ?

Il est possible de prévoir si certaines tendances se maintiendront sur le long terme, alors que cet exercice est impossible pour d'autres tendances. Ainsi, certaines évolutions, notamment celles liées à la croissance démographique ou à l'environnement, se prêtent plus facilement à des prévisions à long terme. D'autres, en revanche, sont moins faciles à prévoir : c'est le cas notamment des évolutions observées dans le domaine de la culture des jeunes ou encore des conflits internationaux. Ces domaines se prêtent davantage à l'élaboration de scénarios basés sur l'évolution hypothétique d'une tendance donnée dans un sens particulier, plutôt qu'à une extrapolation.

S'agit-il d'une tendance rapide ou lente ?

Certaines tendances évoluent lentement (les températures mondiales ont augmenté de près de 0.74 C° au cours du siècle dernier), tandis que d'autres sont plus dynamiques (les échanges internationaux de services ont quadruplé en moins de 20 ans). Les tendances lentes sont plus faciles à appréhender, car on dispose de plus de temps pour les comprendre et déterminer les meilleurs moyens d'y faire face.

Quel est l'impact de cette tendance ?

Le réchauffement climatique est certes un phénomène lent, mais son impact potentiel est énorme, et constitue une menace pour la vie sur notre planète. D'autres tendances, telles que les changements de modes, peuvent être plus rapides, mais avoir un impact moindre sur l'éducation. En règle générale, plus l'impact d'une tendance est profond, et plus il est essentiel d'anticiper cette tendance.

COMMENT FAIRE FACE À CES TENDANCES ?

Peut-on prédire ces tendances ?

Lorsque les tendances sont prévisibles, la planification à long terme s'en trouve largement facilitée. Ainsi, au vu du caractère relativement prévisible de l'évolution démographique, et compte tenu du fait que tous les enfants suivent un enseignement primaire, il est possible de calculer la capacité que devra offrir le système d'enseignement primaire à l'horizon 2020.

Peut-on infléchir ces tendances ?

Si les tendances ne sont pas prévisibles, il est peut-être possible, toutefois, de les infléchir. Ainsi, les universités ont beaucoup de mal à prévoir le nombre d'étudiants qui choisiront de s'inscrire dans un programme donné. Elles peuvent cependant tenter d'influencer le nombre de demandes, grâce à des campagnes de communication et de sensibilisation.

Peut-on réagir à ces tendances ?

S'il est impossible de prévoir et d'influencer les tendances, la meilleure option qui s'offre alors est de ménager une certaine flexibilité, afin de pouvoir réagir une fois que les événements se sont produits. Ainsi, un jeune entrepreneur qui ignore dans quelles conditions s'effectuera le démarrage de son activité devrait louer les locaux qu'il occupe, plutôt que d'en faire l'acquisition.

Chapitre 1

Le vieillissement des sociétés de l'OCDE

- BAISSÉ DU TAUX DE NATALITÉ
- ALLONGEMENT DE LA DURÉE DE VIE
- ÉVOLUTION DES STRUCTURES PAR ÂGE

La notion de « vieillissement des sociétés » couvre un ensemble considérable d'évolutions démographiques comprenant notamment, mais de façon non exhaustive, l'allongement de la durée de vie. Ce phénomène est également lié au nombre d'enfants par foyer et au taux de natalité, et de façon plus générale à l'évolution de la famille. Ces tendances de fond ont un impact direct et profond sur les établissements scolaires ; notre analyse portera donc principalement sur trois aspects interdépendants :

- la baisse constante du taux de natalité dans les pays de l'OCDE ;
- l'allongement de la durée de vie ;
- le nouveau visage de la pyramide des âges, lié à l'évolution des effectifs par tranche d'âge.

S'il est possible de représenter précisément ces tendances jusqu'à nos jours, leur évolution future est en revanche bien plus difficile à prévoir. À titre d'exemple, la mortalité des populations jeunes pourrait être bien supérieure aux prévisions formulées à un moment donné (notamment en raison des conflits ou des épidémies telles que le VIH/sida). L'évolution des mentalités et des comportements est parfois imprévisible, et avec, les tendances historiques à long terme : ainsi, à l'échelon mondial, le nombre de couples en âge de procréer qui utilisent à l'heure actuelle des moyens de contraception aurait été difficile à prévoir il y a encore 50 ans, à l'heure où seuls 10 % des couples en faisaient usage.

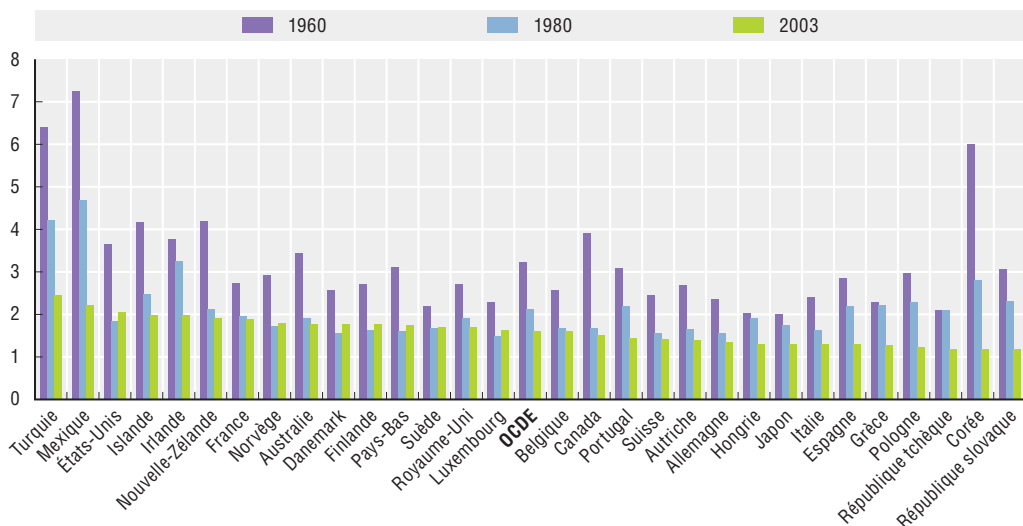
Nous avons toutefois décidé d'inclure les prévisions démographiques disponibles les plus fiables, en vue de donner un aperçu des évolutions à long terme.

BAISSE DU TAUX DE NATALITÉ

Des évolutions rapides ont été observées dans le nombre de naissances, qui a enregistré une baisse drastique. Les familles sont désormais plus réduites ; les femmes sont généralement plus âgées qu'auparavant lorsqu'elles ont leur premier enfant, mais sont également plus nombreuses à ne pas avoir d'enfants. Par ailleurs, ces évolutions ne sont pas sans lien avec l'éducation, la baisse du taux de natalité s'accompagnant généralement d'une hausse globale des niveaux d'éducation. Le nombre de naissances dans les pays de l'OCDE est désormais si bas que l'on anticipe, à long terme, une décroissance de la population et ce, bien que nous vivions désormais plus vieux, comme nous l'expliquons plus bas. En moyenne, la stabilité démographique à long terme nécessite un taux de fécondité de 2.1 enfants par femme : un taux nettement inférieur signifie que la population diminue. Au début du XXI^e siècle, seuls deux pays de l'OCDE, à savoir le Mexique et la Turquie, enregistraient encore un taux de fécondité supérieur à 2.1 enfants par femme. Cette situation est très différente de celle de nombreux pays en développement, où les taux de fécondité restent élevés.

Graphique 1.1. Nette baisse du taux de natalité depuis les années 60

Taux de fécondité : nombre d'enfants par femme âgée de 15 à 49 ans en 1960, 1980 et 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/40478520187>

Source : OCDE (2005), *Panorama de la santé*.

Le graphique ci-dessus fait apparaître deux principales tendances liées au taux de natalité. Nous observons tout d'abord une évolution progressive depuis 1960. L'autre remarque que nous pouvons formuler concerne la place relative des différents pays de l'OCDE, allant, de gauche à droite, du plus fort au plus faible taux de natalité actuel. Ce graphique met en évidence l'ampleur de la baisse des taux de natalité. La moyenne de l'OCDE, supérieure à 3 enfants par femme âgée de 15 à 49 ans en 1960, a été divisée de moitié en seulement 45 ans. Pour certains pays, la baisse du taux de natalité a été réellement fulgurante : c'est le cas notamment de la Corée, qui enregistrait autrefois l'un des taux de fécondité les plus élevés des 30 pays membres, et figure désormais parmi les pays dont le taux de fécondité est le plus bas.

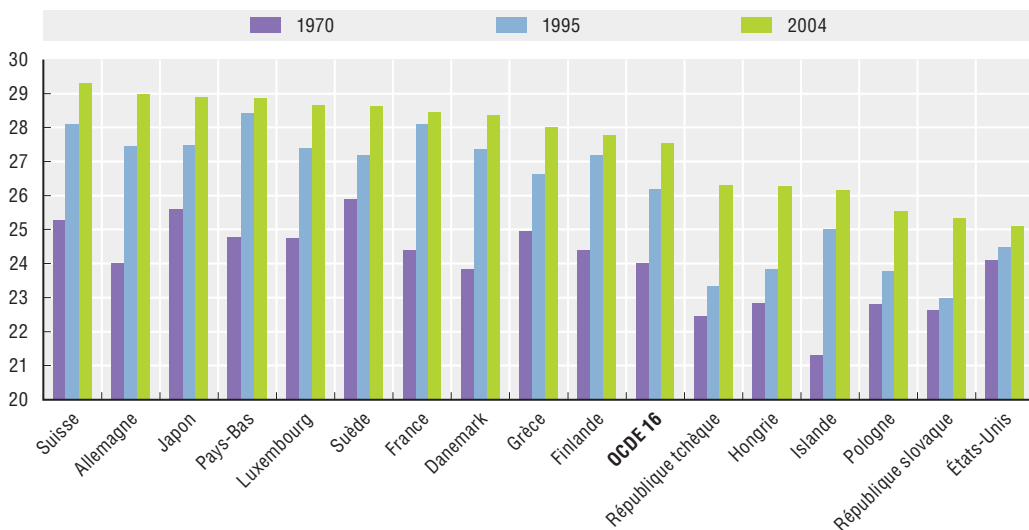
L'une des autres tendances qui se dessinent concerne l'homogénéisation progressive des taux de natalité entre la plupart des pays, dont près des deux tiers se situent dans la fourchette étroite allant de 1.3 à 1.8 enfant par femme âgée de 15 à 49 ans. Il suffit de comparer cette situation à celle qui prévalait au début des années 60, à l'époque où certains pays (Japon, Hongrie, République tchèque) enregistraient déjà un faible taux de fécondité, proche de 2 enfants par femme de cette tranche d'âge, tandis que celui d'autres pays (Corée, Mexique, Turquie, Islande, Nouvelle-Zélande) était


plus de deux fois plus élevé. D'aucuns s'étonneraient peut-être de voir certains pays scandinaves à gauche sur le graphique (taux de fécondité supérieur) et, à l'inverse, certains pays d'Europe du Sud à droite sur le graphique (taux de fécondité inférieur).

Le graphique ci-dessous, qui représente l'âge moyen auquel les femmes ont leur premier enfant, confirme les tendances observées plus haut. Il met en évidence l'ampleur de l'évolution récente des comportements sociaux. En 1970, l'âge moyen de la parentalité n'était de 25 ans ou plus que dans 3 des 16 pays représentés ; en 2004, en revanche, il n'était inférieur à 25 ans dans aucun de ces pays. À l'heure actuelle, dans les 16 pays pris en compte, les femmes ont, en moyenne, près de 28 ans au moment d'avoir leur premier enfant, alors qu'elles n'en avaient que 24 en 1970.

Graphique 1.2. Une parentalité plus tardive

Âge moyen auquel les femmes ont leur premier enfant dans divers pays de l'OCDE



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/404808485628>

Source : OCDE (2007), *Panorama de la société*.

Quelles implications pour l'éducation ?

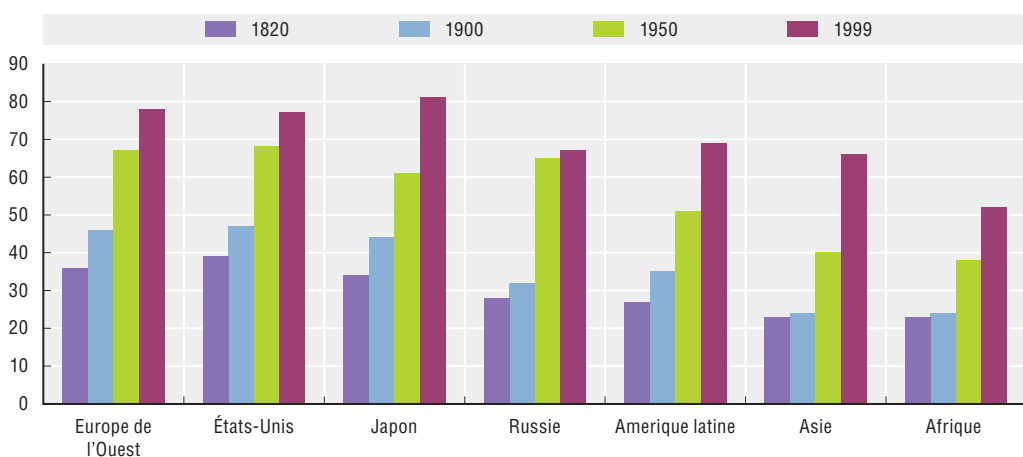
- Les effectifs scolaires diminuent avec la baisse de la natalité. Les pays confrontés, à l'heure actuelle, à une pénurie de professeurs, se réjouissent peut-être de cette évolution. Mais certains pays ou certaines régions doivent également prendre des décisions lourdes de conséquences : comment « vider » et fermer certains établissements, sans porter atteinte à l'offre de services éducatifs dans certains quartiers ?
- La baisse du nombre d'inscriptions présente toutefois certains avantages. Les pouvoirs publics ont ainsi la possibilité d'accroître le montant des dépenses par étudiant et d'entreprendre des mesures destinées à promouvoir l'innovation ce qui, sans cette baisse des effectifs, serait totalement impossible. Les pouvoirs publics tirent-ils parti de cette opportunité ? Pourquoi ne pas réaménager les établissements et construire de nouveaux bâtiments ?
- En quoi le fait d'avoir des parents plus âgés et moins (voire pas) de frères et sœurs affecte-t-il les enfants qui intègrent le système éducatif ? Quel impact cette évolution a-t-elle sur leur expérience de la vie (scolaire), et comment les établissements doivent-ils réagir à cette tendance profonde ?

ALLONGEMENT DE LA DURÉE DE VIE

Notre espérance de vie a atteint un niveau sans précédent, les gains les plus considérables en la matière ayant été observés au XX^e siècle. L'espérance de vie a augmenté non seulement au sein de la zone OCDE, mais également dans de nombreux autres pays. Cette tendance s'accompagne toutefois de quelques exceptions, l'espérance de vie ayant diminué ces dernières années dans certains pays d'Europe centrale et orientale, mais aussi dans certaines régions d'Afrique subsaharienne. Dans les pays de l'OCDE, la durée de vie des femmes est, en moyenne, supérieure à celle des hommes, et cet écart se maintient en dépit de l'augmentation constante de leurs espérances de vie respectives. La durée de vie après l'âge légal de départ en retraite soulève un certain nombre de questions essentielles concernant la nature de cette période de la vie et la viabilité des régimes de retraite. Ce constat invite également à réfléchir au rôle de l'éducation, souvent considérée comme étant l'apanage des jeunes.

Graphique 1.3. Allongement de l'espérance de vie

Nombre d'années d'espérance de vie à la naissance (moyenne pour les deux sexes)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/404823582360>

Source : OCDE (2003), *L'économie mondiale : statistiques historiques*.

Entre 1820 et la fin du XX^e siècle, l'espérance de vie a plus que doublé aux quatre coins du monde. La majeure partie de cette hausse a été observée au cours du siècle précédent, du fait de facteurs tels que l'amélioration des conditions de vie, de l'hygiène et des soins de santé préventifs.

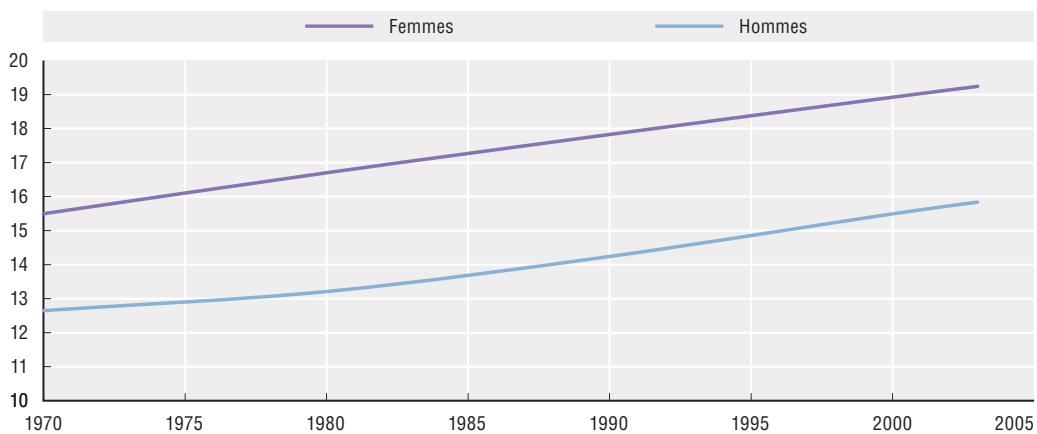
La moyenne mondiale masque toutefois des écarts très considérables à l'échelon international, l'espérance de vie moyenne en Afrique étant inférieure de plus de 25 ans à celle observée en Europe de l'Ouest, aux États-Unis et au Japon. La Russie n'a quant à elle enregistré qu'un très faible allongement de l'espérance de vie au cours des 50 dernières années, en raison des modes de vie à risque observés notamment chez les hommes (tabagisme et consommation excessive d'alcool, en particulier). Par ailleurs, les 2 dernières décennies ont été encore plus dramatiques pour les pays africains les plus sévèrement touchés par le virus du VIH/SIDA.

Dans la quasi-totalité des régions du monde, la durée de vie des femmes est supérieure à celle des hommes. Le graphique ci-dessous montre que dans les pays de l'OCDE, une femme qui atteint l'âge de 65 ans pouvait espérer, en moyenne, vivre plus de 80 ans (soit 65+15) en 1970, tandis qu'à la même époque, la moyenne de l'OCDE pour les hommes était inférieure à 78 ans. L'espérance de vie après l'âge de départ en retraite n'a pas cessé d'augmenter dans les années 80 et 90, tant pour les hommes que pour les femmes ; elle avoisine désormais les 85 ans (soit 65+20) pour les femmes. En dépit de l'allongement de leur espérance de vie, les hommes ne parviennent pas à rattraper les femmes.

L'allongement de la durée de vie a des conséquences profondes. Ce phénomène a tout d'abord un impact sur la structure des âges dans nos sociétés, marquée par une augmentation relative du nombre de personnes âgées de plus de 65 ans. L'allongement de la durée de vie a également des conséquences sur la durabilité de nos politiques sociales : l'âge de départ en retraite a été fixé à 60-65 ans, par exemple, lorsqu'en moyenne les gens ne pouvaient espérer vivre que quelques années supplémentaires. De nos jours, l'espérance de vie supplémentaire des hommes est de 16 ans en moyenne, et celle des femmes de près de 20. L'allongement de la durée de vie jette également une lumière nouvelle sur le sens de la vieillesse : les gens peuvent désormais profiter d'une vie plus longue en bonne santé, mais nous sommes également plus nombreux à vivre très vieux, avec des problèmes de santé.

Graphique 1.4. Allongement de la durée de vie après le départ en retraite

Espérance de vie supplémentaire moyenne d'un homme et d'une femme de 65 ans dans les pays de l'OCDE



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/404837084041>

Note : Ces moyennes ne tiennent pas compte des pays suivants : Islande, Corée, Espagne et Suisse.

Source : OCDE (2005), *Éco-santé* OCDE.

Quelles implications pour l'éducation ?

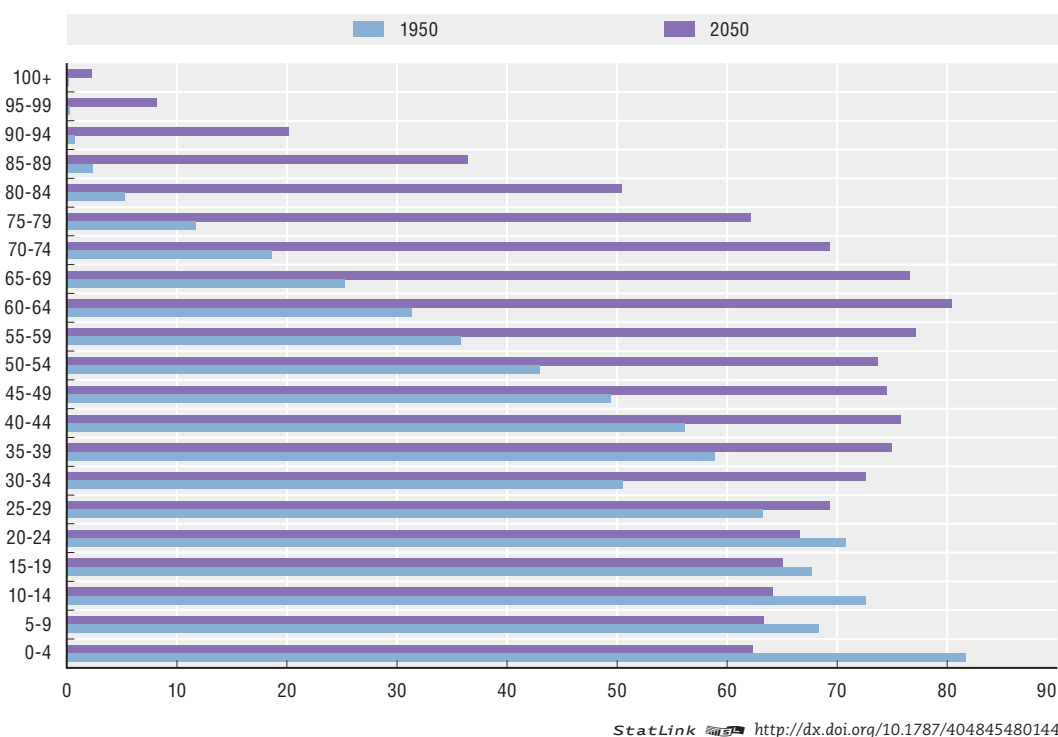
- Attendre de l'éducation qu'elle « forme les jeunes à la vie » ne signifie pas la même chose selon que l'espérance de vie moyenne est de 80 à 90 ans ou de seulement 50 à 60 ans. Nos sociétés à longue espérance de vie sont-elles conscientes de la nécessité de repenser la mission de l'éducation, ainsi que les atouts dont elle doit doter les jeunes ?
- Comment le système scolaire peut-il contribuer à satisfaire les besoins d'apprentissage et d'accès à la culture des nombreuses personnes âgées que compte la population ? En l'état actuel, ce système est-il suffisant ?
- De nombreuses personnes âgées resteront plus longtemps actives, tant sur le plan intellectuel que sur le plan physique. Mais cette montée en puissance du troisième âge signifie également que nous serons plus nombreux à être vulnérables et à nécessiter des soins payants. Quel en sera l'impact sur le secteur éducatif ? Quelle sera l'ampleur des pressions nouvelles exercées sur les ressources ?

ÉVOLUTION DES STRUCTURES PAR ÂGE

L'effet combiné de l'allongement de l'espérance de vie et de la baisse du taux de natalité transforme la structure de la population. Alors que celle-ci ressemblait, il y a encore 50 ans, à une pyramide dotée d'une large base, constituée des tranches d'âge jeunes, et d'un sommet étroit représentant les personnes âgées, la structure démographique s'est inversée : elle présente désormais un sommet élargi et une base plus étroite. Le « taux de dépendance » est utilisé pour comparer la taille relative des différentes tranches d'âge, les unes se caractérisant souvent par leur indépendance financière, tandis que les autres (enfants et personnes âgées) sont généralement dépendants financièrement. On devrait observer, au cours des années à venir, une très forte hausse du ratio des plus de 65 ans par rapport à la tranche intermédiaire (personnes âgées de 15 à 64 ans), avec tout ce que cela implique comme conséquences profondes pour les ressources allouées à l'éducation.

Graphique 1.5. Structure démographique par âge : de la base élargie au sommet élargi

Structure par âge dans les régions plus développées, en millions de personnes par tranche d'âge (Europe, plus Amérique du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande et Japon) en 1950 et 2050



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/404845480144>

Source : Nations Unies (2006), « World Population Prospects: The 2006 Revision », version en ligne : <http://esa.un.org/unpp/index.asp?panel=2>, consultée en juin 2007.

En Europe et dans les autres régions développées, le nombre absolu d'enfants et la part qu'ils représentent dans la population totale sont en baisse, alors qu'on observe, à l'inverse, une montée en puissance généralisée du troisième âge. Dans les pays plus développés, d'ici à 2050, les personnes âgées de 70 à 74 ans devraient être plus nombreuses que les effectifs des tranches âgées de 0 à 29 ans. Et ces pays compteront presque autant de personnes de 75 à 79 ans que d'enfants âgés de 0 à 5 ans.

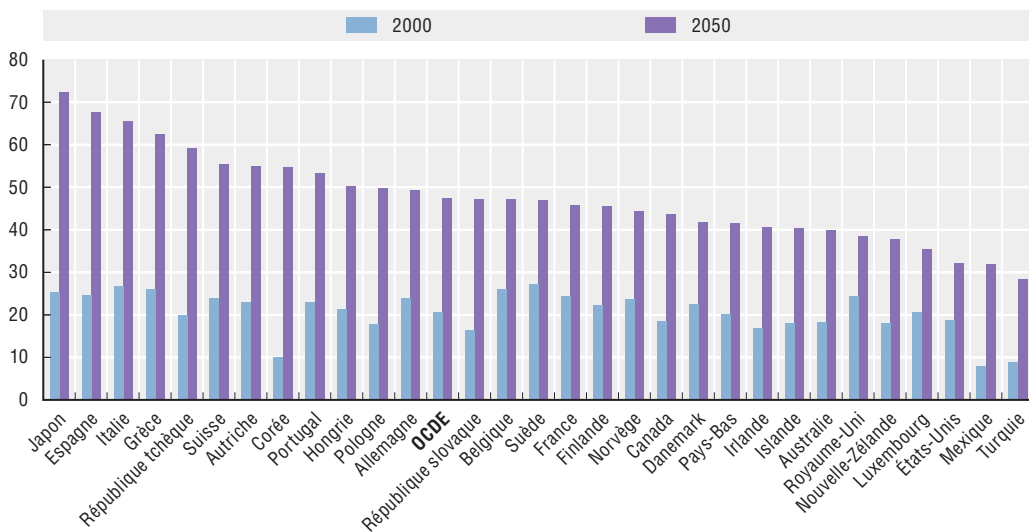
Le graphique ci-dessous représente les taux de dépendance. Ceux-ci sont utilisés pour comparer la taille relative des différentes tranches d'âge, les unes se caractérisant souvent par leur indépendance financière, tandis que les autres (enfants et personnes âgées) sont généralement dépendants financièrement. Le taux de dépendance des personnes âgées évalue la part que représente la tranche d'âge des plus de 65 ans dans la population dite « en âge de travailler » (c'est-

à-dire âgée de 15 à 64 ans). (Il convient de noter que ces indicateurs reconnaissent le fait que de nombreux individus de la tranche âgée de plus de 65 ans ne sont pas « dépendants », tout comme de nombreuses personnes de la tranche âgée de 15 à 64 ans n'occupent pas un poste rémunéré.) Lorsque la structure des âges présente une base élargie, les taux de dépendance les plus élevés concernent les enfants et les jeunes, tandis que dans le cas du sommet élargi (situation actuelle), les taux de dépendance sont généralement plus élevés parmi la population du troisième âge.

Selon les prévisions relatives à la période 2000-2050, le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans par rapport à la tranche d'âge des 15-64 ans devrait plus que doubler au sein de la zone OCDE. Ainsi en 2050, ce ratio sera probablement de presque une personne de plus de 65 ans pour 2 personnes âgées de 15 à 64 ans (47 %), contre seulement une pour 5 en 2000. D'après les estimations, la part d'adultes âgés par rapport aux adultes jeunes devrait être particulièrement importante dans les pays méditerranéens tels que la Grèce, l'Italie et l'Espagne, atteignant même, au Japon, près de 2 contre 3. C'est toutefois dans des pays tels que le Mexique et la Turquie, qui présentent pour l'heure les pourcentages les plus bas de personnes âgées, que cette évolution sera la plus rapide.

Graphique 1.6. Le « taux de dépendance » des personnes âgées devrait doubler d'ici à 2050

Population âgée de 65 ans et plus, par rapport à la population âgée de 15 à 64 ans, en 2000 et 2050



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/404871516750>

Source : OCDE (2007), *Panorama de la société*.

Quelles implications pour l'éducation ?

- En raison de leur taille relative réduite, les tranches d'âge qui s'apprentent à quitter le système éducatif pour entrer sur le marché du travail ne suffiront pas à remplacer la génération du baby-boom une fois que celle-ci sera partie en retraite. Serons-nous amenés à réviser le sens que nous attribuons généralement à certaines notions telles que « âge de fin d'études », « âge de travailler » et « âge de départ en retraite » ? Que recouvriront alors ces termes ?
- Parmi les questions courantes soulevées par la hausse du taux de dépendance des personnes âgées, citons notamment les suivantes : les dépenses publiques affectées à la santé et aux retraites vont-elles exploser, au détriment de l'éducation des plus jeunes ? Ou encore d'où proviendront les recettes fiscales lorsque les effectifs en âge de travailler seront insuffisants ?
- Dans ce contexte, la durée des études, qui ne cesse de croître, est-elle réellement viable ? Ne devrions-nous pas instaurer des modèles de formation plus flexibles, moins linéaires, qui permettraient aux jeunes de quitter l'enseignement plus tôt ? Quelles garanties d'un retour ultérieur à la formation pouvons-nous alors apporter aux jeunes générations ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Publications de l'OCDE utilisées

- OCDE (2003), *L'économie mondiale : statistiques historiques*, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Panorama de la santé*, Édition 2005, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Vivre et travailler plus longtemps*, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la société*, Édition 2006, Éditions de l'OCDE, Paris.

Site Internet en rapport avec ce thème

- Nations Unies (2006), « World Population Prospects: The 2006 Revision », version en ligne : <http://esa.un.org/unpp/index.asp?panel=2>, consultée en juin 2007.

Pour approfondir

- OCDE (2005), *Bébés et employeurs*, OCDE, Paris.

Définitions et indicateurs

- *Taux de fécondité* : Le taux de fécondité n'est pas une grandeur mesurée en tant que telle. Il ne tient pas compte de la fécondité d'un groupe de femmes réel, car cela supposerait d'attendre la fin de chacune de leurs grossesses. Le taux de fécondité est en réalité calculé en imaginant la durée de fertilité moyenne d'une femme (soit la période comprise entre 15 et 49 ans), la fécondité à chaque âge étant basée sur la fécondité recensée, à l'heure actuelle, pour cette tranche d'âge spécifique.
- *Espérance de vie* : L'espérance de vie est la durée de vie moyenne d'un être humain ; l'usage veut qu'elle soit calculée à partir de l'année de naissance (mais elle peut aussi bien être calculée à partir d'un âge quelconque). Pour calculer l'espérance de vie, il faut tout d'abord connaître le taux de mortalité actuel de chaque tranche d'âge, ce qui permet d'obtenir la probabilité de survie à chaque âge (par exemple, si 20 % des personnes de 90 ans meurent avant d'avoir atteint l'âge de 91 ans, la probabilité de survie à cet âge est de 80 %). L'espérance de vie est ensuite calculée en additionnant ces probabilités de survie. Cela donne le nombre d'années complètes que l'on peut espérer vivre.

Chapitre 2

Les grands défis mondiaux

- CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET RISQUE DE SURPOPULATION
- CLIVAGES INTERNATIONAUX ACCRUS ENTRE PAYS RICHES ET PAYS PAUVRES
- FLUX MIGRATOIRES ET DIVERSITÉ ACCRUS
- RISQUES ENVIRONNEMENTAUX À L'ÉCHELON MONDIAL

Les événements et tendances observés dans d'autres régions du monde ont un impact profond sur nos propres sociétés, et inversement. Le monde dans lequel nous vivons se caractérise en effet par ses nombreuses interdépendances.

Dans ce chapitre, nous nous intéresserons principalement à quatre thèmes :

- croissance démographique et risque de surpopulation ;
- clivages internationaux accrus entre pays riches et pays pauvres ;
- flux migratoires et diversité accrus ;
- risques environnementaux à l'échelon mondial.

L'évolution démographique enregistrée dans les pays riches de l'OCDE, marquée par le vieillissement et l'arrêt de la croissance démographique, offre un contraste saisissant avec les tendances très différentes recensées dans de nombreuses autres régions du monde.

On observe par ailleurs de fortes inégalités à l'échelon mondial en termes de niveau de vie – et celles-ci ne cessent de croître. Ces inégalités expliquent en grande partie les migrations qui façonnent le monde d'aujourd'hui. Ces flux migratoires ont des conséquences profondes en termes de métissage des peuples et des cultures dans les pays d'accueil. Cette diversité transparait clairement au sein de nos systèmes éducatifs.

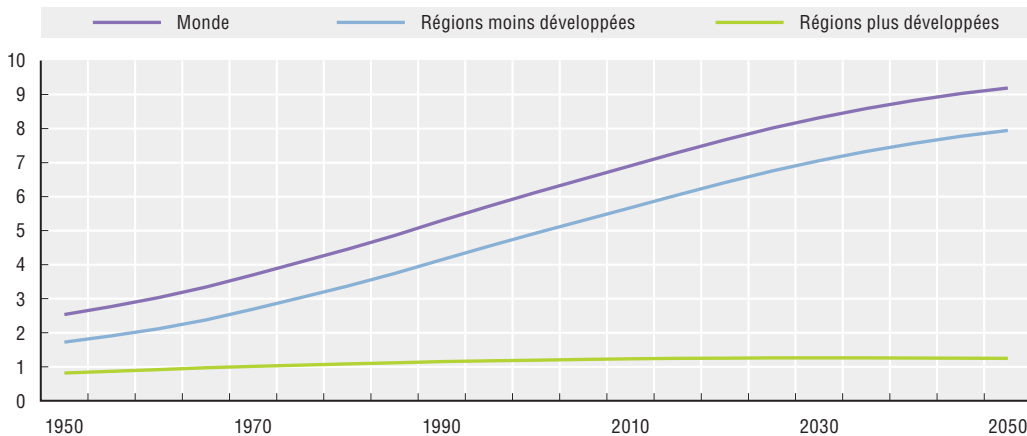
C'est dans la sphère environnementale que s'exprime le plus ce faisceau d'interdépendances qui nous lie à chacune des autres régions du monde. Certains des défis les plus critiques auxquels nous serons confrontés ensemble, à long terme, ont en effet trait à l'environnement.

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET RISQUE DE SURPOPULATION

Le monde dans lequel nous vivons est très peuplé. On observe, dans de nombreux pays, une explosion de la natalité. Par ailleurs, l'espérance de vie augmente de façon générale. Parallèlement, l'espace disponible se réduit, d'autant que nous ne percevons plus de la même manière les distances qui séparent les pays et les communautés, en raison des moyens de transports et de communications rapides dont nous disposons désormais pour voyager ou communiquer avec l'étranger. Selon les estimations actuelles des démographes des Nations Unies, la population mondiale, qui compte pour l'heure 6.4 milliards de personnes, devrait atteindre 8.9 milliards d'ici à 2050. Alors que les pays riches de l'OCDE connaissent à l'heure actuelle un vieillissement et une stagnation démographiques, les populations continuent d'augmenter dans de nombreux autres pays. Les enjeux auxquels seront confrontés nos systèmes éducatifs du fait du vieillissement des sociétés (voir plus haut) ne concernent donc pas la majeure partie des autres pays du monde.

Graphique 2.1. Stagnation démographique dans les pays de l'OCDE, et croissance démographique dans les autres pays

Croissance démographique dans le monde, dans les pays plus et moins développés (en milliards)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/404885872613>

Note : Les régions plus développées comprennent toutes les régions d'Europe plus l'Amérique du Nord, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon, les régions moins développées se définissant comme le reste du monde.

Source : Nations Unies (2006), « World Population Prospects: The 2006 Revision », version en ligne : <http://esa.un.org/unpp/index.asp?panel=2>, consultée en juin 2007.

Le graphique ci-dessus fait apparaître les disparités démographiques considérables – et croissantes – qui existent entre régions riches et régions pauvres. La courbe plate en bas de la figure représente la population des pays riches, qui n'a enregistré quasiment aucune variation depuis le baby-boom des années 50 et 60. Cela offre un contraste saisissant avec les pays moins développés, dont la population a déjà considérablement augmenté. Or celle-ci a de fortes chances de continuer sur sa lancée. La population mondiale a plus que doublé durant la seconde moitié du XX^e siècle ; d'après les prévisions, elle devrait augmenter de 3 milliards au cours des cinquante prochaines années. Compte tenu des fortes tensions d'ores et déjà induites par les écarts considérables observés en termes de conditions de vie entre les pays riches et les pays pauvres, ces prévisions laissent présager que ces tensions ne feront que s'aggraver au cours des années à venir.

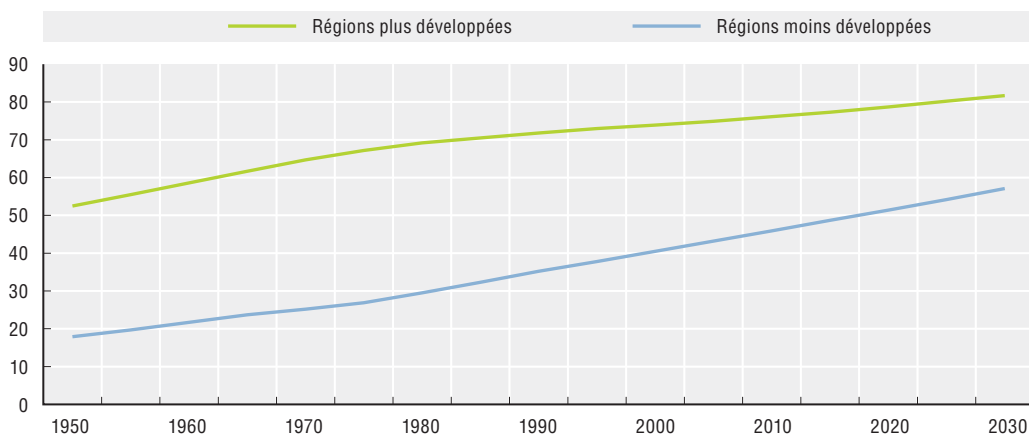
Au sein des Nations Unies, les mêmes sources annoncent également une tendance à long terme à l'urbanisation, puisque nous sommes de plus en plus nombreux à vivre en milieu urbain et suburbain, ce qui se traduit par des densités de population relativement élevées (il ne s'agit là que d'un tableau approximatif, car les experts des Nations Unies se basent sur la définition du terme

« urbain » propre à chaque pays). Cette tendance à l'urbanisation est observée aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres, l'écart entre ces deux groupes n'ayant cessé de se réduire au cours des 2 à 3 dernières décennies. Cette tendance s'accompagne souvent, notamment dans les pays moins développés, de problèmes liés à la sous-capacité et à la vétusté des infrastructures urbaines et à l'appauvrissement des services fournis dans les campagnes dépeuplées.

Les milieux urbains offrent souvent des opportunités qui n'existent pas dans les zones rurales ; les opportunités professionnelles sont effectivement le principal facteur d'attraction qui incite tant de migrants au départ. Les milieux urbains se caractérisent par une concentration de la population, donc une promiscuité accrue. L'urbanisation laisse également entrevoir la fin des liens et des normes traditionnels – ce qui constitue une avancée pour certains, mais une aliénation et un isolement pour d'autres. Dans certains pays de l'OCDE, ce constat se traduit par une revitalisation partielle des zones rurales, certaines personnes optant désormais pour le télétravail et recherchant des alternatives à la vie urbaine surpeuplée.

Graphique 2.2. Croissance démographique en milieu urbain

Pourcentage d'individus résidant dans des zones classées comme urbaines par les autorités nationales



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405053432047>

Source : Nations Unies (2006), « World Population Prospects: The 2006 Revision », version en ligne : <http://esa.un.org/unpp/index.asp?panel=2>, consultée en juin 2007.

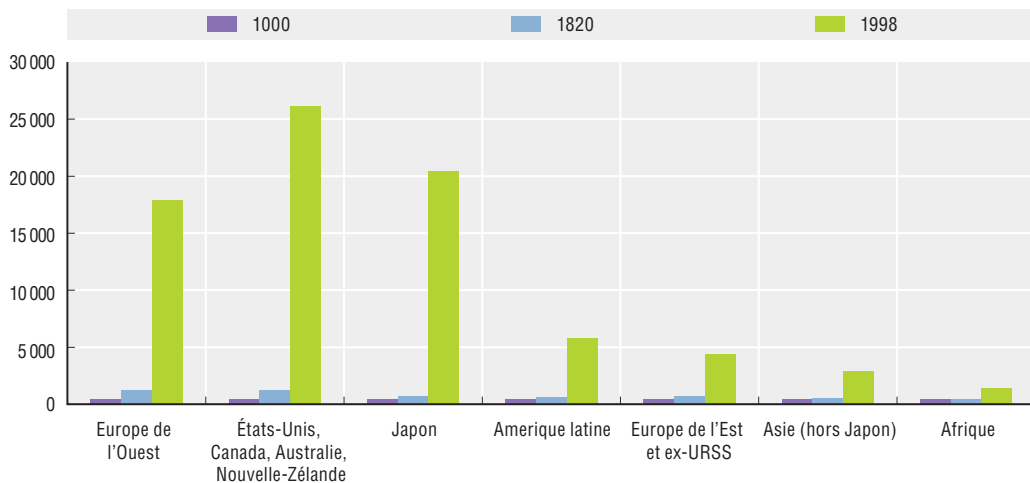
Quelles implications pour l'éducation ?

- La croissance de la population mondiale a des implications très claires en termes de ressources. « L'Objectif pour le millénaire » concernant l'accès de tous à l'éducation primaire est-il réaliste, sachant que la population mondiale devrait encore augmenter de 3 milliards de personnes d'ici le milieu du XXI^e siècle ?
- L'urbanisation extrêmement rapide s'accompagne de contraintes nouvelles pour les services, notamment les services éducatifs. Comment gérer les problèmes liés à la surcharge et à la distension des infrastructures dans les zones urbaines concernées ? Comment gérer, en parallèle, le déclin démographique, l'essoufflement et la baisse des effectifs dans les établissements situés en zone rurale ?
- L'école peut-elle faire office « d'ancre sociale » pour les populations urbaines en plein essor confrontées à l'isolement et à l'exclusion, et originaires de zones rurales caractérisées par une meilleure cohésion sociale ? De même, face à l'exode rural, les établissements peuvent-ils faire office d'ancre sociale dans les campagnes ?

CLIVAGES INTERNATIONAUX ACCRUS ENTRE PAYS RICHES ET PAYS PAUVRES

Les deux derniers siècles ont été marqués par un creusement sans précédent des inégalités mondiales. Celles-ci résultent de la hausse spectaculaire des richesses dans de nombreux pays occidentaux sur cette même période. Bien que certains pays (en Asie, notamment) enregistrent, à l'heure actuelle, des taux de croissance rapides, l'écart de revenus observé entre le citoyen moyen du pays le plus riche et le citoyen moyen du pays le plus pauvre est effectivement très marqué, et ne cesse de se creuser. Les investissements nationaux dans l'éducation et la formation sont, de plus en plus, considérés comme un moyen de conserver l'avance sur les concurrents économiques du pays, ce qui amène la question suivante : dans quelle mesure les fonds alloués à l'éducation, dont l'impact est bénéfique pour le pays lui-même, contribuent-ils également à aggraver les inégalités mondiales ?

Graphique 2.3. L'écart se creuse entre régions riches et régions pauvres
PIB par habitant en dollars internationaux



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405063663677>

Source : OCDE (2003), *L'économie mondiale : statistiques historiques*.

On observe, à l'échelon mondial, de fortes inégalités en termes de revenu individuel moyen (dont la mesure est basée sur le PIB par habitant). L'avance dont jouissent en la matière le monde occidental et le Japon apparaît très clairement dans le graphique ci-dessus, qui souligne également combien cette avance est devenue de plus en plus marquée au cours des deux derniers siècles. Alors qu'au début du XIX^e siècle, ces différents groupes de pays étaient relativement à égalité, tous étant alors bien plus pauvres qu'aujourd'hui, les régions les plus riches avaient en effet largement dépassé le reste du monde à la fin du XX^e siècle.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution de l'Indice de développement humain (IDH) des Nations Unies pour différentes régions du monde, telle qu'elle a été observée au cours des 30 dernières années. Cet indice combine un certain nombre d'indicateurs relatifs à la santé, à l'éducation et au revenu, ce qui permet d'obtenir un tableau plus complet que celui basé uniquement sur les ressources économiques. Cet indice modifie certains des écarts très marqués observés précédemment, bien que les pays de l'OCDE demeurent, de loin, en tête. La progression des pays asiatiques non membres de l'OCDE est évidente, ceux-ci étant parvenus à réduire une partie du fossé qui les séparait autrefois des pays les plus riches. L'Afrique, en revanche, accuse toujours un retard très important, peu de signes de croissance ayant été enregistrés depuis le milieu des années 90.

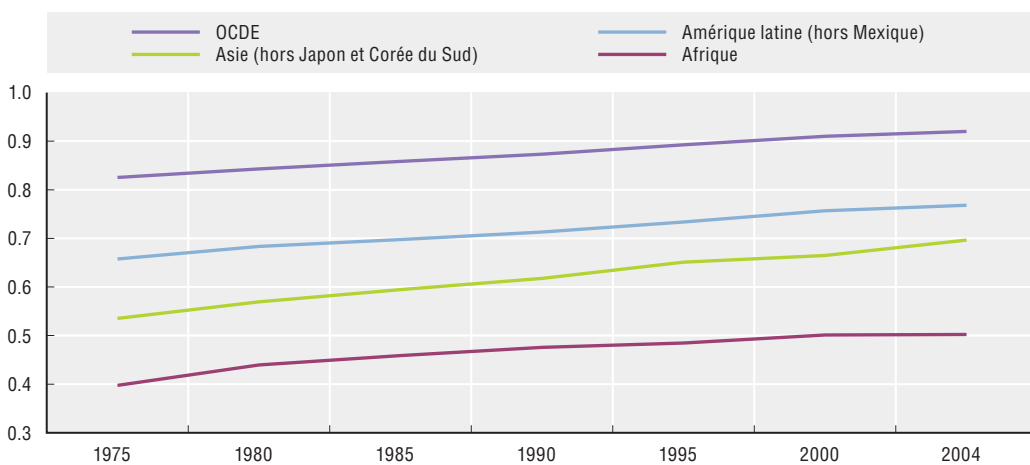
Ces inégalités internationales sont l'un des principaux facteurs qui sous-tendent certains problèmes tels que la dégradation de l'environnement, la transmission des maladies et l'instabilité

politique. Dans un monde caractérisé par de nombreuses interdépendances, les frontières entre les endroits riches et pauvres, ou encore stables et instables, ne sont pas hermétiques. Ce qui se passe dans une région a de plus en plus de chances d'affecter la vie d'une autre région. Par exemple, de plus en plus de personnes considèrent le fait de migrer d'un pays pauvre à un pays riche comme l'option la plus attrayante voire, bien souvent, la seule option qui s'offre à eux (voir la section suivante).

L'éducation est à la fois un facteur de prospérité – car elle améliore la base de connaissances et d'expertise d'une population – et une retombée positive de la prospérité, car c'est grâce à cette dernière que les pays disposent des ressources nécessaires pour rémunérer des professeurs et financer des installations éducatives – un luxe pour les pays pauvres.

Graphique 2.4. Des niveaux de développement humain très disparates

Évolution de l'Indice de développement humain (IDH) (qui tient compte de la santé, du niveau d'éducation et du niveau de revenus)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405076026782>

Source : PNUD (2006), *Rapport mondial sur le développement humain*.

Quelles implications pour l'éducation ?

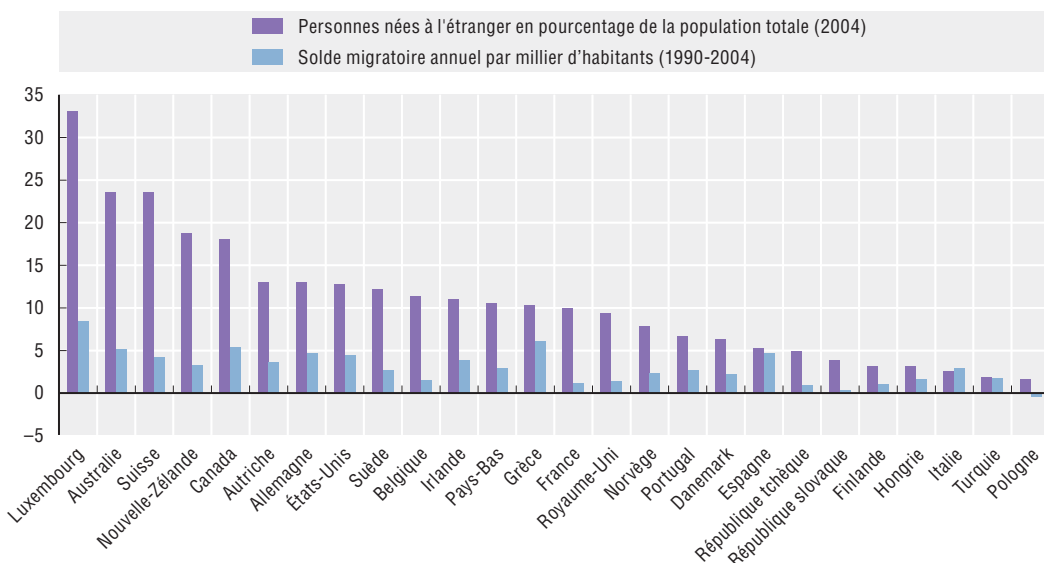
- Que tous les acteurs qui s'efforcent d'améliorer l'éducation le fassent, ou non, parce qu'ils savent que cela confère un avantage économique concurrentiel à leur pays, cet impact constitue néanmoins une réalité importante, dotée d'une forte résonance politique. Bien qu'ils apportent des bienfaits économiques incontestables au plan national, les investissements en faveur de l'éducation contribuent-ils inévitablement à aggraver les inégalités mondiales ?
- L'éducation joue, pour les régions moins développées, un rôle clé en termes de développement économique et social. Comment, toutefois, assurer la fourniture de services éducatifs dans des conditions de pauvreté, voire d'extrême pauvreté ?
- Dans quelle mesure les élèves des pays de l'OCDE sont-ils conscients des problèmes mondiaux de grande ampleur illustrés par les graphiques ci-dessus ? Faut-il les informer davantage des problèmes rencontrés à l'échelon mondial ?

FLUX MIGRATOIRES ET DIVERSITÉ ACCRUS

Dans toute l'Histoire, les migrations ont été l'une des grandes caractéristiques de la vie humaine. C'est d'autant plus vrai à l'heure actuelle, l'immigration à destination de la zone OCDE ne cesse de croître en règle générale. Certaines populations, fascinées par l'accès indirect à la prospérité que leur offrent les tubes cathodiques, tentent d'échapper à la pauvreté en gagnant les pays riches. Mais cette attraction est également entretenue par les pays riches eux-mêmes : leurs gouvernements s'efforcent de revitaliser la population vieillissante à l'aide de « sang neuf », et les grandes entreprises sont à la recherche de travailleurs hautement qualifiés. Lorsque ces flux migratoires sont importants, le phénomène a, de toute évidence, des implications profondes pour l'éducation, tant du point de vue de la mixité des effectifs scolaires, de la structure et du milieu familial, que des cultures nationales. Les diverses formes de migrations peuvent avoir des implications très différentes pour l'éducation.

Graphique 2.5. Dans les pays de l'OCDE, l'immigration est désormais supérieure à l'émigration

Pourcentage de personnes nées à l'étranger (2004) et solde migratoire (par millier d'habitants, 1990-2004)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405077803671>

Note : Pour un pays donné, le solde migratoire est la différence entre l'immigration et l'émigration ; un solde migratoire positif signifie que l'immigration est supérieure à l'émigration.

Source : OCDE (2005), *Panorama de la société*.

En moyenne, sur la période 1990-2004, les migrations ont été plus nombreuses à destination qu'en provenance de tous les pays de l'OCDE représentés ci-dessus (à l'exception de la Pologne). La zone OCDE est désormais la principale destination des migrants originaires des pays non membres de l'OCDE. Les évolutions en la matière peuvent être très rapides, comme l'illustrent les cas de l'Espagne et de la Grèce : une ou deux génération(s) plus tôt, ces deux pays étaient encore d'importantes sources d'émigration en Europe. Ils sont désormais, de toute évidence, une destination d'immigration. Cet excédent d'immigration se traduit par un pourcentage élevé de personnes d'origine étrangère dans de nombreux pays, ce taux atteignant 10 % ou plus dans plus de la moitié des pays représentés ci-dessus. Les principaux pays concernés sont le Luxembourg (33 %), l'Australie (24 %), la Suisse (24 %) et la Nouvelle-Zélande (19 %). Cela offre un contraste saisissant avec la République slovaque, la Finlande, la Hongrie, l'Italie, la Turquie ou encore la Pologne, où le pourcentage de personnes d'origine étrangère est inférieur à 5 %.

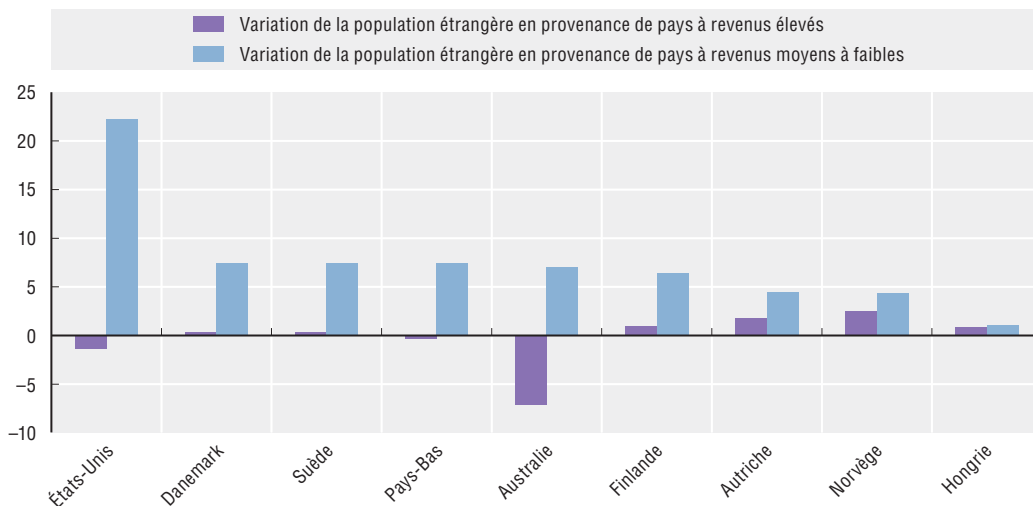
L'immigration est un phénomène complexe, chaque groupe de migrants obéissant à des impératifs particuliers. Le graphique ci-dessous donne un aperçu de cette diversité. Le nombre

d'étrangers originaires de pays dont les revenus moyens annuels sont inférieurs au seuil de 10 700 USD n'a cessé d'augmenter depuis le milieu des années 90 (pour chacun des pays disposant des informations nécessaires). Dans tous les cas, ce pourcentage est supérieur à celui des étrangers originaires de pays dont les revenus moyens annuels sont supérieurs à ce seuil, des disparités notables étant toutefois observées entre les pays.

Les migrants originaires des pays pauvres ne sont pas nécessairement des travailleurs peu qualifiés ou à faible niveau d'éducation (bien que cela soit souvent le cas). La « fuite des cerveaux » à laquelle sont confrontés les pays situés bien en deçà du seuil de revenus indiqué ci-dessus peut avoir des conséquences profondes sur le stock de capital humain du pays d'origine, notamment dans le cas des migrants partis enseigner à l'étranger.

Graphique 2.6. Dans les pays de l'OCDE, les immigrants récents sont principalement issus de pays à revenus moyens à faibles

Variation de la population étrangère, entre 1995 et 2004, en provenance des quinze premiers pays d'origine (pays à revenus élevés ou pays à revenus moyens à faibles), par millier d'habitants



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405085583703>

Note : Selon la définition proposée par la Banque mondiale, les pays à revenus élevés sont ceux dont le PIB par habitant est égal ou supérieur à 10 726 USD.

Source : OCDE (2007), Données sur les migrations internationales.

Quelles implications pour l'éducation ?

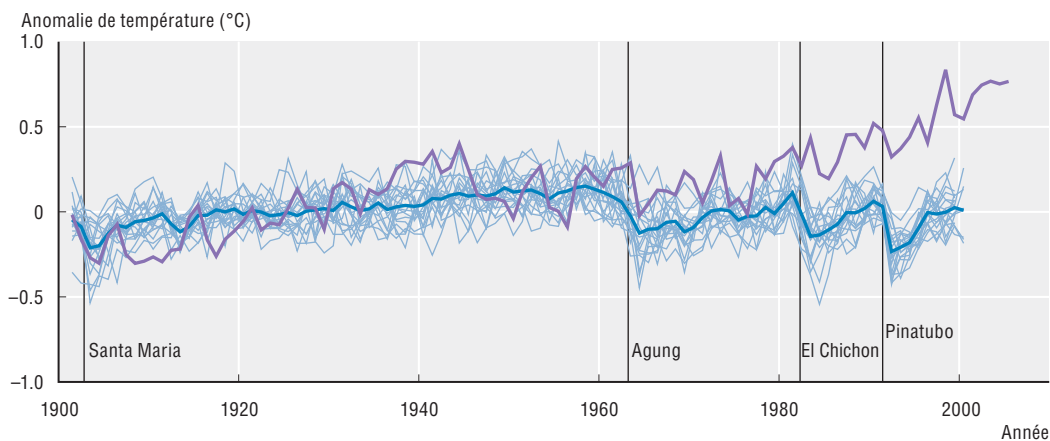
- Dans les sociétés pluralistes, l'école doit faire face à un nombre et à une diversité accrues d'attentes et d'aspirations familiales concernant ses missions. Dans quelle mesure peut-elle répondre à ces diverses attentes ? Que signifie, dans la pratique, la notion de « société multiculturelle » ?
- Il est de plus en plus difficile de lutter contre les inégalités en matière d'opportunités éducatives, car les familles ayant immigré récemment ont le plus de chances d'être confrontées à la précarité et à l'exclusion. Dans quelle mesure les établissements scolaires sont-ils préparés à relever ce défi ?
- L'immigration signifie que, tout au long de leur vie, les élèves vont être confrontés à des environnements très divers sur le plan culturel, tant à l'intérieur qu'en dehors de l'école, et même après leur scolarisation. Que faut-il leur apprendre pour les aider à accepter, au mieux, cette diversité culturelle accrue ?

RISQUES ENVIRONNEMENTAUX À L'ÉCHELON MONDIAL

Depuis les années 70, nous prenons peu à peu conscience des menaces qui pèsent sur l'environnement. En dépit des mesures de grande ampleur prises dans ce domaine – dont certaines ont eu des effets palpables – nous devons encore faire face à des défis majeurs, tels que la pollution, la déforestation et la perte de la biodiversité. Le réchauffement climatique est désormais un problème appelant des solutions de toute urgence, d'autant que les scientifiques ont établi qu'il était dû, en grande partie, aux activités humaines. Le réchauffement climatique a des conséquences profondes sur la planète, notamment via la montée des eaux et la réduction de la biodiversité. En termes d'éducation, ces paramètres structurent le monde dans lequel grandiront les générations à venir. Ces évolutions environnementales peuvent même avoir, dans certaines régions, un impact très direct sur les infrastructures éducatives. L'éducation contribue largement à façonner les mentalités et les pratiques nécessaires pour inverser la tendance, bien que certains usages liés à la scolarisation (utilisation abusive de la voiture, par exemple) soient également à l'origine du problème.

Graphique 2.7. Réchauffement climatique lié aux activités humaines

Variation de la température mondiale indépendamment de l'influence des activités humaines (en bleu) par rapport aux mesures réelles (en mauve)



Source : GIEC (2007).

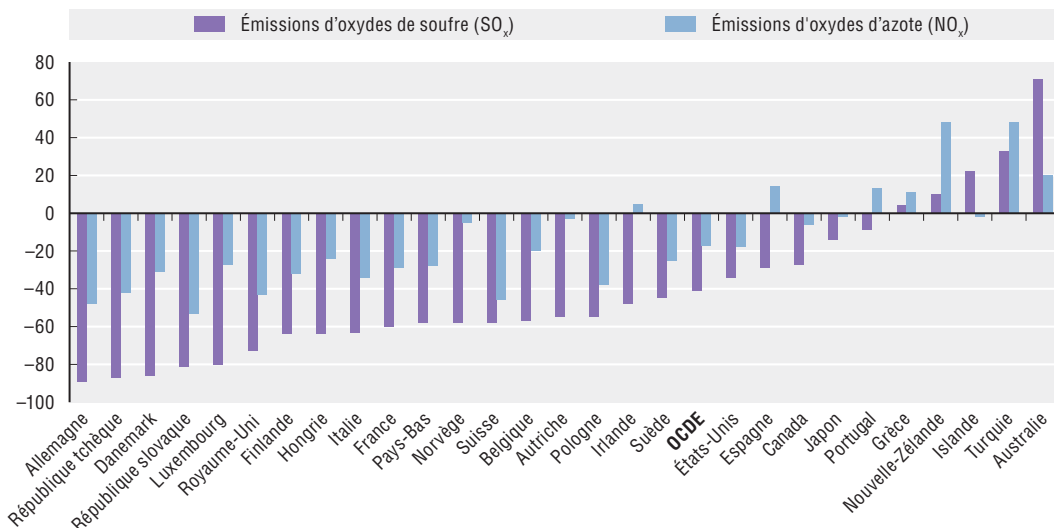
Les températures mondiales ont toujours fluctué : elles étaient stables au XIX^e siècle, ont légèrement augmenté au cours de la première moitié du XX^e siècle, ont ensuite enregistré une baisse jusqu'à la fin des années 70, date depuis laquelle elles n'ont cessé d'augmenter, le rythme de cette hausse s'accroissant désormais. Jusque dans les années 60, cependant, ces fluctuations s'expliquaient par les variations de l'angle de rotation de la terre et de la distance séparant celle-ci du soleil. À présent, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a démontré que l'activité humaine était très probablement (90 %) à l'origine du réchauffement climatique, par le biais notamment de la production d'électricité, de la déforestation et du transport (aérien, maritime et routier). Les États-Unis restent, à l'heure actuelle, les premiers producteurs de gaz à effet de serre (GES), talonnés par la Chine et l'Inde.

Hormis son influence directe sur le niveau de la mer et les conditions météorologiques, le réchauffement climatique a également un impact sur la biodiversité. Si l'on se base sur le scénario prévisionnel intermédiaire formulé par le GIEC concernant le réchauffement climatique (qui table sur une hausse de 2 à 3 °C d'ici à 2100), 15 % à 37 % des espèces incluses dans les modèles auront disparu d'ici à 2050. Gardons-nous pour autant de faire preuve d'un pessimisme absolu. Le graphique ci-dessous représente les tendances observées en termes d'émissions de polluants atmosphériques, illustrées par les niveaux d'émission d'oxydes de soufre et d'oxydes d'azote. Depuis 1990, la plupart des pays ont en effet enregistré des avancées considérables en la

matière, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Turquie faisant toutefois figure d'exceptions notables. Ces progrès sont liés, en partie, aux mesures volontaires mises en œuvre en vue de lutter contre la pollution, prenant notamment la forme de réformes économiques structurelles, d'économies et d'incitations à utiliser de nouvelles formes d'énergie, ainsi que de progrès techniques.

Certains autres indicateurs font en revanche apparaître une situation plus contrastée. Dans les pays de l'OCDE, par exemple, la superficie couverte par les forêts et les bois est ainsi restée globalement stable, voire a légèrement augmenté. À l'échelon mondial, toutefois, cette avancée a été largement contrée par la déforestation constante opérée dans certains pays non membres de l'OCDE, notamment dans les pays tropicaux. Des avancées considérables ont également été enregistrées en matière de traitement des eaux usées et des effluents industriels, notamment grâce à l'installation d'usines de traitement de l'eau efficaces. Parallèlement, cependant, l'érosion et d'autres sources de pollution continuent de dégrader la qualité de l'eau dans certaines régions.

Graphique 2.8. Réduction de la pollution atmosphérique dans la plupart des pays de l'OCDE
Variation (%) des émissions de NO_x et de SO_x entre 1990 et 2002



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405087453815>

Note : Les oxydes d'azote (NO_x) et les oxydes de soufre (SO_x) sont des gaz polluants.

Source : OCDE (2006), *Panorama de l'environnement*.

Quelles implications pour l'éducation ?

- En quoi l'éducation peut-elle contribuer à refaçonner les connaissances, les mentalités et les pratiques à l'œuvre dans les problèmes environnementaux dont il est question ci-dessus ? L'instauration de programmes scolaires explicitement environnementaux est-elle en contradiction avec la formation des compétences clés et des aptitudes civiques ?
- Est-il souhaitable que l'éducation serve de contrepois aux pratiques nuisibles à l'environnement ? Est-ce le cas ? Dans quelle mesure les jeunes prennent-ils conscience de l'avenir et de l'impact à très long terme et conjugué des nombreuses décisions quotidiennes que nous sommes amenés à prendre de nos jours ?
- La montée des eaux et les conditions climatiques extrêmes sont deux conséquences du réchauffement climatique. Cela s'accompagne de risques accrus pour les établissements de certaines régions, notamment dans les zones de faible élévation. Quelle réponse doit-on développer face à ces risques, non seulement à l'échelon des décideurs politiques, mais aussi au niveau des professeurs et des élèves concernés ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Publications de l'OCDE utilisées

- OCDE (2003), *L'économie mondiale : statistiques historiques*, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Panorama de la société*, Édition 2005, Éditions de l'OCDE OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Tendances des migrations internationales*, Éditions de l'OCDE OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Panorama de l'environnement*, Édition 2006, Éditions de l'OCDE OCDE, Paris.

Autres publications utilisées

- PNUD (2006), *Rapport mondial sur le développement humain*, PNUD, New York.
- GIEC (2007), « Climate Change 2007 : The Physical Science Basis », chapitre 9, graphique 9.5, www.ipcc.ch.

Sites Internet en rapport avec ce thème

- Nations Unies (2006), « World Population Prospects: The 2006 Revision », version en ligne : <http://esa.un.org/unpp/index.asp?panel=2>, consultée en juin 2007.
- Statistiques du développement humain du PNUD (2006) : <http://hdr.undp.org/en/statistics/>.
- Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat : www.ipcc.ch/ (dernière consultation : juin 2007).
- Données de l'OCDE sur l'environnement, fichiers de données 2004 : www.oecd.org/document/58/0,2340,en_2649_33713_34747770_1_1_1_1,00.html.

Définitions et indicateurs

- *Produit intérieur brut (PIB)* : Mesure standard de la valeur des biens et services produits par un pays sur une période donnée. « Brut » signifie qu'aucune déduction n'a été faite pour tenir compte de la dépréciation des machines, des bâtiments et autres biens de production. « Intérieur » signifie qu'il s'agit de la production effectuée par les résidents du pays. Puisque de nombreux biens et services produits dans un pays sont utilisés pour produire d'autres biens et services, le PIB est calculé en additionnant la valeur ajoutée de chaque produit.
- *PIB par habitant* : PIB d'un pays divisé par la population totale. Le PIB par habitant est généralement utilisé comme variable de remplacement du niveau de vie envisagé sous l'angle économique, bien que cela ne soit pas, à proprement parler, ce que mesure le PIB (voir la définition du PIB).
- *Régions plus développées* : Ce terme couvre toutes les régions d'Europe, plus l'Amérique du Nord, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon (définition proposée par les Nations Unies).
- *Régions moins développées* : Ce terme couvre toutes les régions d'Afrique, d'Asie (à l'exception du Japon), d'Amérique latine et des Caraïbes, plus la Mélanésie, la Micronésie et la Polynésie (définition proposée par les Nations Unies).
- *Régions les moins développées* : Il s'agit d'une liste de 50 pays qui satisfont à des critères précis (voir www.unohrlls.org/fr).
- *Pays à revenus élevés* : Pays dont le PIB par habitant est égal ou supérieur à 10 726 USD (définition proposée par la Banque mondiale).
- *Zones urbaines et rurales* : Populations vivant, de fait, dans des zones classées urbaines et rurales selon les critères propres à chaque région ou pays (définition proposée par les Nations Unies).

- *Indice de développement humain (IDH)* : L'IDH donne une mesure composite de trois dimensions du développement humain : la durée de vie et l'état de santé (dimension mesurée par l'espérance de vie), le niveau d'éducation (dimension mesurée par l'alphabétisation des adultes et les taux d'inscription dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur) et enfin le niveau de vie (dimension mesurée par le PIB par habitant en PPA). L'IDH n'est en aucun cas une mesure globale du développement humain. Il ne tient pas compte, par exemple, d'indicateurs clés tels que le respect des droits de l'homme, la démocratie et l'équité. Mais il permet toutefois de disposer d'une définition du développement humain plus large que celle fournie par le seul PIB par habitant.

Chapitre 3

Le nouveau visage de l'économie mondiale

– L'ÉCONOMIE MONDIALE

– DES ÉCONOMIES DE SERVICES À FORTE INTENSITÉ DE CONNAISSANCES

Nous nous intéressons principalement dans cette section à la manière dont nos économies se développent et se transforment, en suivant deux grands axes de réflexion :

- la mondialisation ;
- l'économie basée sur les services et la connaissance.

La mondialisation signifie que les économies nationales sont de plus en plus interdépendantes, formant ainsi un marché mondial des investissements, des biens, des services et du travail. La concurrence sur ces différents marchés se joue désormais à l'échelon international. De nombreux emplois nécessitent de voyager ou de coopérer au plan international, ou d'avoir des contacts avec des fournisseurs et des clients implantés dans d'autres pays. Le centre de gravité des activités économiques mondiales se déplace progressivement, la Chine et l'Inde jouant déjà un rôle de premier plan dans les échanges internationaux.

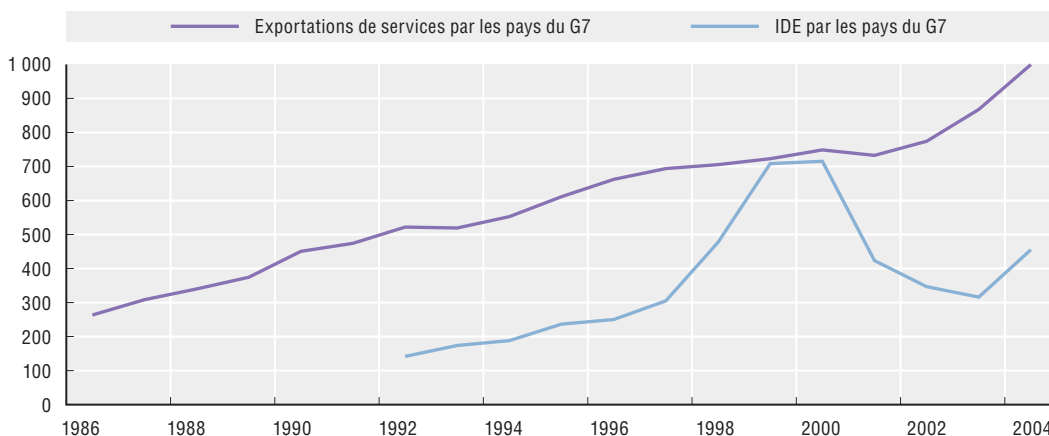
Cette économie mondialisée est de plus en plus basée sur la connaissance. Les services occupent une place croissante au sein des économies de l'OCDE, la contribution de l'industrie à l'emploi diminuant comme peau de chagrin, tandis que le secteur primaire (agriculture, sylviculture, exploitation minière et pêche) affiche un niveau d'activité particulièrement bas dans la plupart des pays. Les investissements en faveur de la recherche et du développement (R-D) sont quant à eux orientés à la hausse.

L'ÉCONOMIE MONDIALE

La mondialisation signifie à la fois une intégration et une internationalisation des économies nationales. Ce processus a largement bénéficié du progrès technologique, de la baisse du coût des transports et de la levée des barrières commerciales. La production des grandes multinationales ne se limite pas à un seul pays ; de plus en plus de sociétés étendent leurs activités à l'international, la sphère des entreprises multinationales ne cessant de se diversifier, tant en termes de taille qu'en termes d'origine. Cette mondialisation de l'économie revêt par ailleurs une autre dimension. Là où l'activité économique et la richesse étaient autrefois l'apanage du monde occidental et du Japon, de nouvelles puissances économiques, telles que la Chine et l'Inde, voient désormais le jour.

Graphique 3.1. Mondialisation de l'économie : un phénomène en hausse constante

Exportations de services et investissements directs à l'étranger (IDE) par les pays du G7 (prix courants exprimés en milliards USD)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405103457277>

Source : OCDE (2007), *Indicateurs de la mondialisation*.

Les investissements directs à l'étranger ont enregistré une hausse spectaculaire au cours des années 90, avant d'opérer une chute tout aussi radicale au lendemain de l'éclatement de la bulle Internet. Ils ont, depuis, retrouvé des couleurs, jusqu'à atteindre, en 2004, un niveau trois fois supérieur à celui de 1992. Les échanges de services connaissent quant à eux, depuis le début des années 90, un essor constant, qui se traduit par une hausse de près de 400 % sur cette période. Cette tendance s'est maintenue à un rythme constant, même à l'époque de l'éclatement de la bulle Internet.

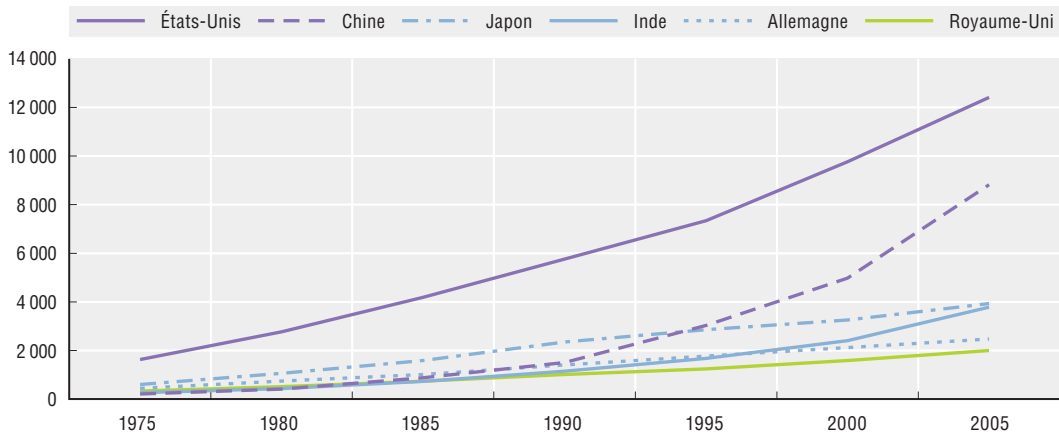
Le graphique ci-dessus illustre l'essor d'un marché mondial dans lequel les capitaux peuvent être transférés en temps réel d'un pays à l'autre. Les investissements directs à l'étranger revêtent une importance particulière, car ils créent une relation à long terme entre des économies déterminées à promouvoir le transfert de technologies et de savoir-faire. Hormis les services, les échanges de biens et de main-d'œuvre connaissent eux aussi un essor à l'échelon international. L'existence de ces marchés mondialisés soulève un certain nombre de questions concernant la place des gouvernements nationaux et leur capacité à influencer ces flux internationaux.

Le graphique ci-dessous montre que la mondialisation n'est pas uniquement une question d'interdépendance accrue, mais également une question de rééquilibrage de la puissance économique ; elle souligne le fait que le produit intérieur brut (PIB en parités de pouvoir d'achat) de la Chine et de l'Inde a enregistré une croissance rapide, dépassant même, au cours des dernières décennies, un certain nombre d'autres grandes puissances économiques. Ce graphique donne un aperçu de la vitesse à laquelle s'est opéré ce processus. Le rôle et l'influence économiques croissants

des pays émergents modifient le paysage géopolitique. Des centaines de millions d'adultes en âge de travailler s'appêtent à entrer sur ce qui sera bientôt un marché mondial de l'emploi plus intégré. Ces effectifs considérables – dont une part croissante possédera un solide niveau d'éducation – représentent un réservoir intéressant et compétitif de main-d'œuvre bon marché, d'autant que les innovations technologiques facilitent le déplacement des emplois dans le monde.

Graphique 3.2. La Chine et l'Inde rattrapent leur retard

Montant du PIB (en parités de pouvoir d'achat) des six premières puissances économiques mondiales, de 1975 à 2005 (en milliards)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405124066541>

Note : Une étude de la Banque mondiale parue en décembre 2007 a conduit à une révision à la baisse de 40 % du PIB chinois en PPA ; la Chine n'en est pas moins toujours la seconde puissance économique. Cette révision ne remet donc pas en question l'argument central.

Source : Base de données des Nations Unies, disponible en ligne : http://unstats.un.org/unsd/cdb/cdb_series_xrxx.asp?series_code=29923, consultée en février 2008.

Quelles implications pour l'éducation ?

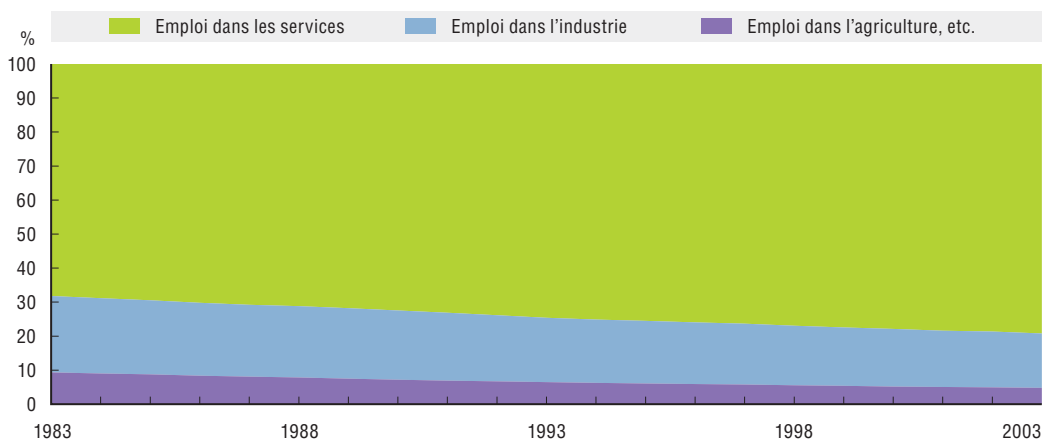
- L'intensification de la concurrence sur les marchés mondiaux conforte l'idée selon laquelle les pays doivent innover en permanence pour conserver leur place à l'échelon international. L'éducation génère-t-elle la créativité nécessaire à l'innovation ?
- Les systèmes d'éducation et de formation constituent, traditionnellement, de solides bastions décisionnels au plan national. Sont-ils suffisamment sensibles aux évolutions internationales décrites ici ? Qu'en est-il du corps enseignant ?
- Au vu du rôle économique croissant des pays asiatiques, faut-il envisager de modifier les programmes et systèmes éducatifs des pays de l'OCDE, non seulement dans le domaine de l'enseignement des langues, mais aussi dans d'autres disciplines (histoire, géographie) ?

DES ÉCONOMIES DE SERVICES À FORTE INTENSITÉ DE CONNAISSANCES

Bien que les pays de l'OCDE aient accru leur poids économique, cette croissance est loin d'être répartie de façon homogène entre tous les différents types d'activités économiques. Certaines se sont ainsi développées plus vite que d'autres, alors même que certaines autres perdaient de l'importance. Le glissement à long terme en faveur des services s'est poursuivi au cours des deux dernières décennies du XX^e siècle et ce, jusqu'à nos jours. Ce glissement en faveur de l'emploi dans le secteur des services suppose bien souvent un niveau d'éducation plus élevé. En outre, le développement de ce secteur à forte intensité de connaissances entraîne une demande accrue de compétences et de qualifications de pointe.

Graphique 3.3. Croissance du secteur des services

Part de l'emploi par secteur dans 20 pays de l'OCDE (hormis ceux pour lesquels aucune donnée n'est disponible sur la totalité de la période, soit, principalement, en Europe centrale et orientale)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405156844212>

Source : OCDE (2007), Base de données STAN pour l'analyse industrielle.

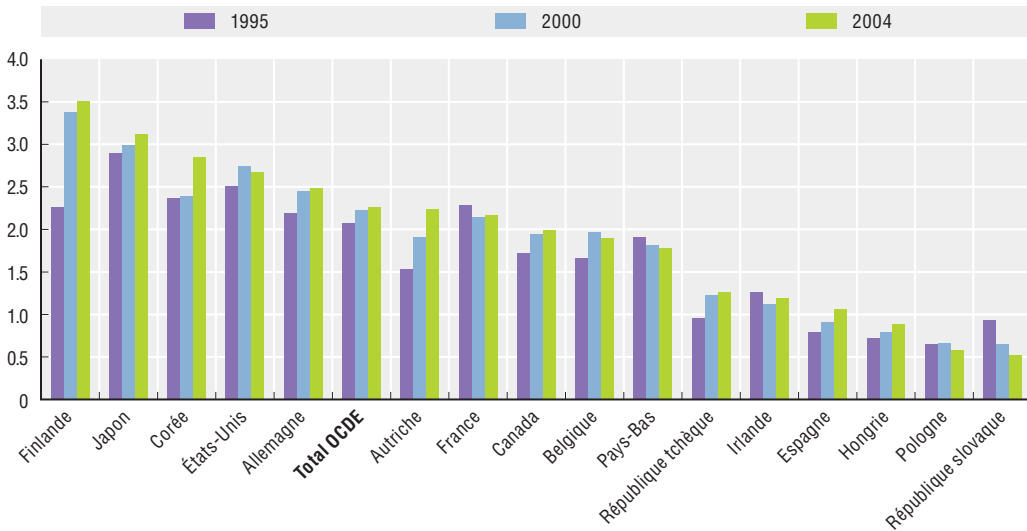
On peut voir, sur le graphique ci-dessus, que les services représentent désormais la majeure partie des nouveaux emplois créés, alors que parallèlement, dans de nombreux pays de l'OCDE, les suppressions de postes se multiplient dans le secteur de la fabrication et d'autres secteurs industriels. De 1983 à 2003, on a observé un repli de l'emploi de 4.6 % dans le secteur agricole et de 6.5 % dans le secteur industriel, alors même que les emplois dans les services ont augmenté de 11 % en l'espace de 20 ans.

Les services présentent très souvent une forte intensité de connaissances. La majeure partie des pays de l'OCDE sont désormais désignés par le terme « économies de la connaissance », ce qui signifie que la connaissance joue à présent un rôle clé pour la croissance économique et la prospérité. En réponse à cette évolution, les décideurs politiques accordent davantage d'importance à l'éducation, désormais considérée comme facteur essentiel de croissance économique. Les parties prenantes concernées se sont déjà longuement penchées sur la question qui sous-tend cette approche : dans quelle mesure les systèmes éducatifs sont-ils à même de répondre aux exigences associées à l'économie de la connaissance ?

La mesure de l'intensité de recherche et développement (également appelée « intensité de R-D », soit le montant total investi dans la R-D, exprimé en pourcentage du PIB) permet de mettre en évidence la hausse de l'intensité de connaissances observée dans les économies de l'OCDE. L'intensité de R-D varie d'un pays à l'autre de l'OCDE, certains d'entre eux ayant enregistré une forte hausse (c'est le cas de la Finlande, de la Corée et de l'Autriche) tandis que d'autres (tels que

les Pays-Bas ou la France) ont vu cette intensité baisser légèrement. Entre 1995 et 2006, l'intensité de R-D a, en moyenne, augmenté de 0.19 % dans la zone OCDE ce qui, en dépit des apparences, équivaut néanmoins à une hausse de 284 milliards USD (soit, à titre de comparaison, le PIB total de l'Autriche). Il existe un autre indicateur de l'intensité de connaissances, à savoir le nombre de chercheurs rapporté au nombre total d'employés dans un pays donné. Pour l'ensemble de la zone OCDE, ce ratio est passé de 5.7 chercheurs pour 1 000 employés en 1991 à 6.9 chercheurs pour 1 000 employés en 2002.

Graphique 3.4. Hausse de l'intensité de R-D dans la plupart des pays de l'OCDE
Dépenses totales de R-D (secteurs public et privé confondus), en % du PIB



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405171850227>

Source : OCDE (2006), *Science, technologie et industrie – Perspectives de l'OCDE*.

Quelles implications pour l'éducation ?

- Le système scolaire peut-il, ou doit-il, anticiper l'évolution du marché de l'emploi vers lequel se dirigeront, demain, les élèves d'aujourd'hui ? L'enseignement à visée professionnelle repose-t-il sur un solide équilibre entre compétences et emplois ?
- Les débats suscités par l'économie de la connaissance mettent souvent l'accent sur le secteur de l'enseignement supérieur, notamment ses performances en matière de recherche de haut niveau et de développement de la capacité de recherche des diplômés. Qu'en est-il toutefois des écoles ? Parviennent-elles à doter les enfants des acquis nécessaires pour assurer leur compétitivité dans une économie et une société basées sur la connaissance ?
- Dans la pratique, que signifie « évoluer dans une économie de services à forte intensité de connaissances » ? Doit-on davantage mettre l'accent sur les compétences « abstraites » ou « intangibles » telles que la bienveillance, le bon jugement, l'intuition, l'éthique, l'inspiration, l'amabilité et l'imagination ? Comment les étudiants peuvent-ils apprendre à travailler ensemble en équipes et à innover ? Qu'en est-il à l'heure actuelle ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Publications de l'OCDE utilisées

- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation*, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Science, technologie et industrie – Perspectives de l'OCDE*, Édition 2006, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Base de données STAN pour l'analyse industrielle*, Éditions de l'OCDE, Paris.

Sites Internet en rapport avec ce thème

- Base de données des Nations Unies, http://unstats.un.org/unsd/cdb/cdb_help/cdb_quick_start.asp.
- Site Internet de Global Transformations : www.polity.co.uk/global/.

Pour approfondir

- Beck, U. (2000), *What is Globalization?*, Polity Press.
- Karoly, L. et C. Panis (2004), *The 21st Century at Work; Forces Shaping the Future Workforce and Workplace in the United States*, RAND Corporation.

Définitions et indicateurs

- *Investissement direct à l'étranger (IDE)* : Investissement réalisé en vue d'acquies un intérêt durable dans des sociétés implantées dans un autre pays que celui de l'investisseur. La notion d'intérêt durable fait référence à une relation à long terme entre l'investisseur et la société dans laquelle il investit, et à un degré d'influence considérable sur la gestion de celle-ci (correspondant, par définition, à 10 % du total des voix).
- *Échanges internationaux de services* : Échanges internationaux de biens intangibles. Par définition (d'après la 5^e édition du *Manuel de la balance des paiements du FMI* ou MBP5), ces échanges comprennent les transports, les voyages, les services de communications, les services de bâtiment et de travaux publics, les services d'assurance et financiers, les services informatiques et d'information, les redevances et droits de licence, les autres services aux entreprises, les services culturels et de loisirs, et les services fournis ou reçus par les administrations publiques non inclus dans la liste ci-dessus.
- *Parités de pouvoir d'achat (PPA)* : Les parités de pouvoir d'achat sont des taux de conversion monétaire qui éliminent les différences de niveaux de prix entre pays, permettant ainsi de procéder à des comparaisons internationales. Par exemple, un dollar permet d'acheter davantage en Chine qu'en France ; après conversion aux taux de PPA en devise chinoise et en devise française, ce dollar permettra d'acheter le même panier théorique de biens et services dans les deux pays.

Chapitre 4

Évolution du monde du travail et de l'emploi

- **UNE VIE MOINS DOMINÉE PAR LE TRAVAIL ?**
- **PLUS DE PRÉCARITÉ SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ?**
- **LES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL**

L'un des principaux objectifs de l'éducation est notamment de préparer les élèves au monde du travail. Les établissements scolaires doivent mener à bien cette mission sur fond de mutation profonde du marché de l'emploi. Parallèlement, les tendances observées sur le marché du travail et de l'emploi affectent les jeunes par l'intermédiaire de leur famille et de la communauté dans laquelle ils vivent – via leurs projets, les perspectives qui s'offrent à elles et leurs objectifs personnels.

Notre analyse s'articule par conséquent autour de trois grands ensembles thématiques :

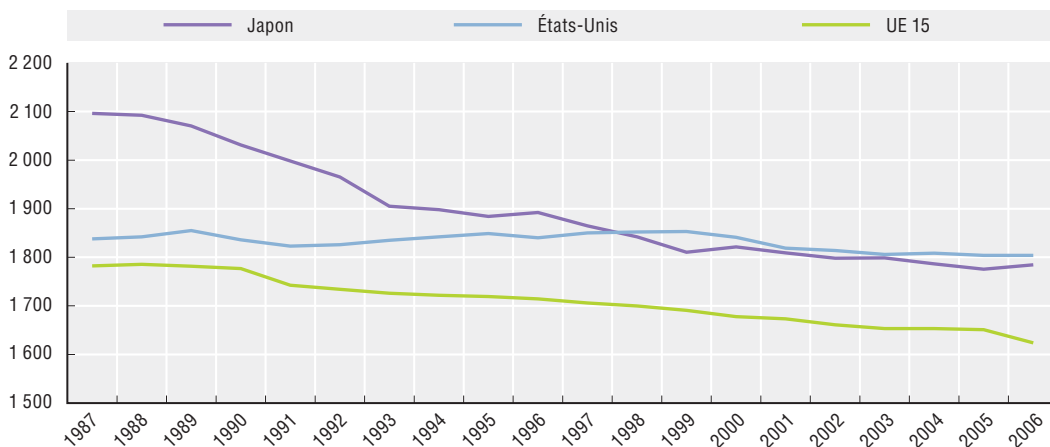
- *L'évolution de la durée du travail – envisagée à l'échelle annuelle et à l'échelon d'une vie. Notre vie est-elle désormais moins dominée par le travail ?*
- *Les données probantes concernant le travail temporaire et l'emploi à temps partiel. Observe-t-on à l'heure actuelle une précarité accrue sur le marché du travail ?*
- *La hausse constante de l'emploi des femmes ainsi que les écarts de salaire entre hommes et femmes.*

UNE VIE MOINS DOMINÉE PAR LE TRAVAIL ?

Le temps de travail baisse au Japon, aux États-Unis et plus particulièrement en Europe. La durée de carrière raccourcit elle aussi – du moins pour les hommes – alors que la durée d'études et l'espérance de vie se sont allongées. Le modèle de carrière des femmes prend une tournure opposée. Du point de vue de l'éducation, le temps libre dont disposent les parents affecte de toute évidence l'environnement familial des étudiants. Compte tenu de cette baisse durable de la durée du travail, la vie à laquelle prépare l'éducation est très différente d'autrefois, bien que, de toute évidence, la place qu'occupe le travail dans notre vie ne se mesure pas uniquement au nombre d'heures passées à travailler.

Graphique 4.1. Diminution du temps de travail

Temps de travail annuel, sur la période 1987-2006, au Japon, aux États-Unis et en Europe de l'Ouest



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405174421624>

Source : OCDE (2007), Base de données statistiques sur la population active.

Le graphique ci-dessus représente la baisse de la durée annuelle du travail par personne dans certaines régions couvertes par l'OCDE. Les trois courbes regroupent l'ensemble des travailleurs, qu'il s'agisse d'un poste à temps partiel ou à temps plein, si bien que la hausse du nombre de travailleurs à temps partiel se traduit par une baisse de la moyenne, bien qu'une hausse du nombre de travailleurs à temps partiel corresponde à une augmentation du nombre total d'heures travaillées dans chaque économie. Le graphique fait apparaître des tendances différentes selon les régions de l'OCDE : on observe une baisse notable de la durée du travail au Japon et en Europe, à laquelle s'oppose une hausse relative aux États-Unis durant les années 90, liée à la vigueur de la croissance économique.

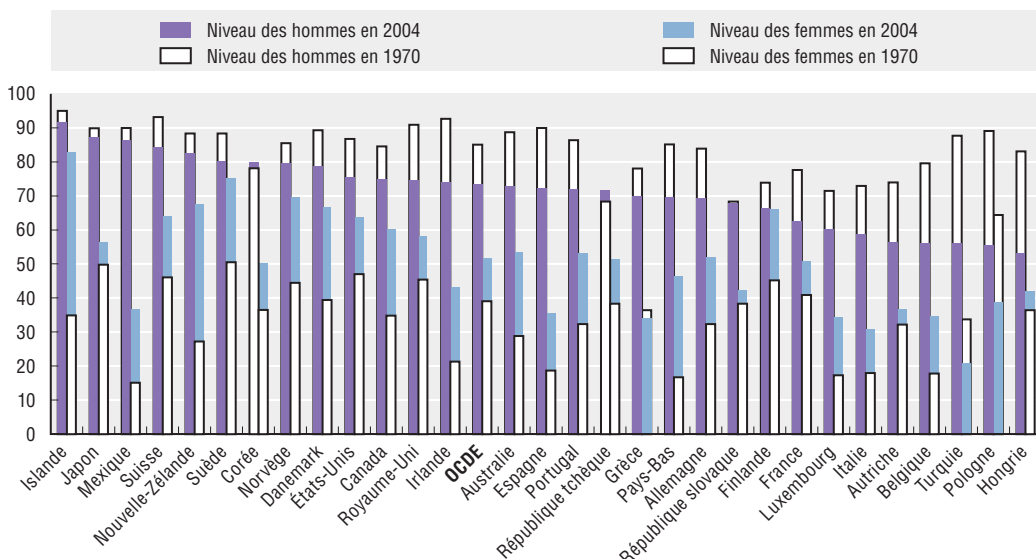
Le graphique ci-dessous montre que la plupart des pays de l'OCDE enregistrent à l'heure actuelle une baisse de la durée de carrière (chez les hommes). Les hommes mûrs (de 50 à 64 ans) partent désormais en retraite plus tôt qu'ils ne le faisaient au début des années 70, les évolutions les plus marquées ayant eu lieu dans les années 70 et 80 (notons, toutefois, une légère inversion de tendance dans les années 90). Parmi les facteurs qui expliquent cette évolution, citons notamment les modalités de départ en retraite et les régimes de retraite, l'obsolescence des qualifications, l'évolution du marché de l'emploi, et la montée en puissance du travail chez les femmes. Chez les femmes, la situation est très différente, le pourcentage de femmes mûres en activité continuant d'augmenter dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE (à l'exception de la Pologne, de la Turquie et, dans une moindre mesure, de la Grèce). C'est dans les pays scandinaves et en Nouvelle-Zélande que le pourcentage de femmes mûres en activité est le plus élevé.

À en juger par le nombre d'heures travaillées chaque année ou la durée de carrière raccourcie, en ses deux extrémités, par l'allongement de la durée d'études et l'avancée du départ en retraite,

nos vies semblent donc moins dominées par le travail qu'elles ne l'étaient autrefois. Par conséquent, nous disposons de davantage de temps de loisir, dont une partie peut être consacrée à des activités d'apprentissage, qu'il s'agisse de programmes éducatifs formels ou d'autres formes d'éducation non-formelle. Pour les actifs, cette baisse mesurée du temps de travail n'est pas toujours ressentie comme telle, par suite de la longueur des temps de trajet, de l'intensité et du stress accrus, ou encore du fait que vie professionnelle et vie familiale soient moins cloisonnées qu'auparavant. Parallèlement, ce modèle dans lequel la durée d'activité ne cesse de diminuer ne sera peut-être pas viable à l'avenir, ce qui ne manquera pas d'avoir des conséquences directes pour l'éducation.

Graphique 4.2. Raccourcissement de la durée de carrière (du moins chez les hommes) lié à la baisse du taux d'emploi chez les plus de 50 ans

Taux d'emploi des hommes et des femmes âgés de 50 à 64 ans : 1970 et 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405223657566>

Source : OCDE (2007), *Panorama de la société*.

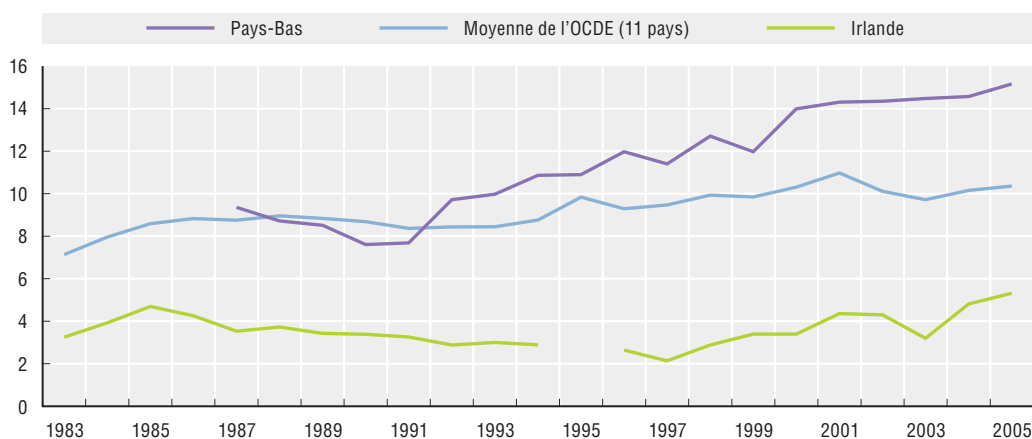
Quelles implications pour l'éducation ?

- L'augmentation du temps de loisir peut se traduire par une demande accrue en faveur de l'éducation, notamment l'apprentissage informel à cycles courts et ce que l'on appelle « l'inforécréation » (*infotainment*). Les établissements scolaires doivent-ils répondre également à cette demande ?
- Peut-on rallonger indéfiniment la durée d'études, notamment si la tendance veut que les seniors partent en retraite plus tôt ? Les écoles ont-elles un rôle à jouer dans ce domaine, ou cette question ne concerne-t-elle que les établissements d'enseignement supérieur et les établissements de formation pour adultes ?
- La baisse de la durée du travail chez les hommes se traduit-elle par une disponibilité accrue des pères pour participer à la vie scolaire de leurs enfants ? Ou la hausse du nombre de femmes qui travaillent signifie-t-elle simplement que les mères sont moins disponibles, et que les parents ont, dans l'ensemble, moins de temps à consacrer aux activités scolaires ?

PLUS DE PRÉCARITÉ SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ?

L'analyse peut porter non seulement sur les taux de chômage ou d'emploi et sur la durée du travail ou de carrière, mais aussi sur le type de postes occupés. Il existe par ailleurs une autre dimension essentielle à prendre en compte : y a-t-il plus ou moins de postes offrant des contrats précaires, peu d'opportunités professionnelles et d'avantages, notamment en termes d'accès à la formation ? Nous avons choisi de traiter ici deux des indicateurs dont nous disposons en la matière : le pourcentage d'emplois temporaires et le pourcentage d'emplois à temps partiel. La hausse du nombre de contrats temporaires, mesurée sur une période plus longue que le travail à temps partiel, est également plus marquée : on observe en effet une montée en puissance régulière du travail temporaire depuis le début des années 80. L'accent est mis sur la nécessité de quitter le système éducatif avec une solide base de connaissances, de compétences et de qualifications augmentant les chances des candidats de trouver un emploi, et leur permettant également de mieux faire face au changement et à la précarité.

Graphique 4.3. Hausse des emplois temporaires
Incidence des emplois temporaires (en % des emplois totaux)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405270272711>

Note : Les 11 pays sélectionnés sont ceux pour lesquels on dispose de données suffisantes depuis le début des années 80 (Belgique, Danemark, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas et Royaume-Uni). Sont représentés la moyenne, ainsi que les pays dans lesquels le pourcentage est le plus élevé et le plus bas.

Source : OCDE, Base de données statistiques sur la population active.

Les données collectées dans 11 pays font apparaître la tendance sur 20 ans marquée par l'incidence du travail temporaire. Les pays ne connaissent pas tous la même évolution, mais la moyenne de l'OCDE est claire : la part du travail temporaire, passée de 6 % à 10 % de l'emploi total, est en hausse constante depuis 1983. Cette croissance a été nettement plus forte dans certains pays : elle représente désormais près de 15 % de l'emploi aux Pays-Bas. Ce chiffre en lui-même n'est pas suffisant pour parler d'une « précarisation » du travail, mais les contrats temporaires sont désormais une réalité visible sur le marché de l'emploi, qu'ils relèvent d'un choix ou constituent un dernier recours.

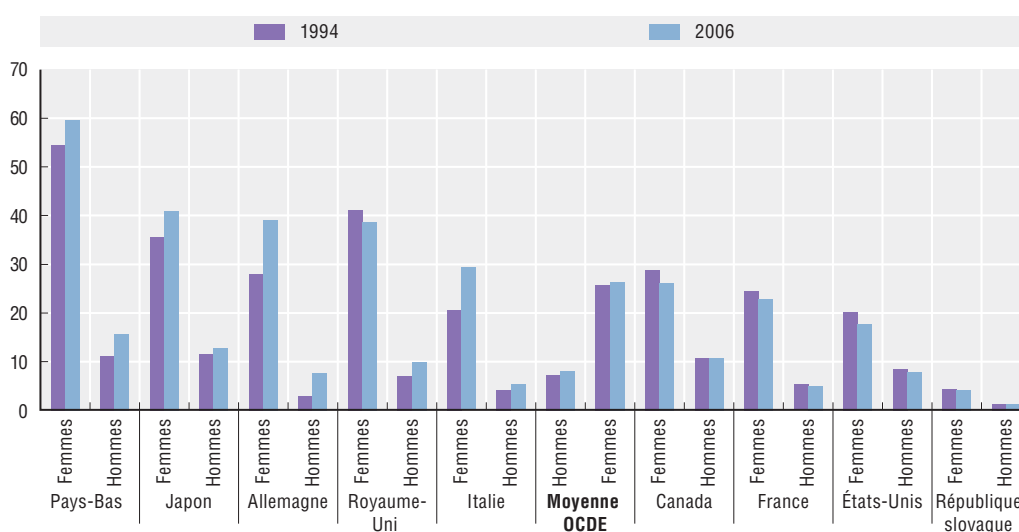
Lorsque l'on analyse le lien au marché du travail, il faut également considérer l'emploi à temps partiel – soit, selon la définition proposée par l'OCDE, « un emploi qui couvre moins de 30 heures par semaine ». Ce modèle constitue traditionnellement une source d'emploi pour les femmes, ce qui conduit à se demander si le travail à temps partiel est délibérément choisi par les femmes, ou si cela ne fait qu'illustrer l'inégalité entre les deux sexes. Les femmes sont en effet bien plus nombreuses que les hommes à continuer le travail à temps partiel : celui-ci concerne plus d'un quart des femmes mais moins de 10 % des hommes en activité. La part de l'emploi à temps partiel chez les femmes et chez les hommes a enregistré une hausse très modérée (moyenne de l'OCDE : 26.4 % en 2006, contre 25.7 % en 1994, pour les femmes ; et 8.1 % contre 7.2 % pour les hommes sur cette même période).

La situation est toutefois très différente d'un pays à l'autre. Aux Pays-Bas, une majorité croissante de femmes (60 %) occupe un emploi à temps partiel, cette proportion étant également notable chez les hommes (16 %) ; en République slovaque – qui, de tous les pays de l'OCDE, compte le taux le plus bas d'employés à temps partiel – ce chiffre est négligeable, étant inférieur à 5 % même chez les femmes.

Les tendances présentées dans cette section font contrepoids à l'image d'un temps de loisir accru présentée dans la section précédente. Le travail temporaire et l'emploi à temps partiel s'accompagnent de pressions et d'exigences propres dès lors que la recherche d'emploi devient, en plus de la performance professionnelle, un exercice permanent ; si c'est le seul moyen de concilier les contraintes de la vie professionnelle et celles de la vie parentale ; ou si ce type de travail implique de devoir changer fréquemment de lieu de travail.

Graphique 4.4. Hausse modérée des emplois à temps partiel depuis 1994

Pourcentage d'actifs occupant des postes à temps partiel (soit moins de 30 heures par semaine) dans certains pays de l'OCDE (pays du G6 et pays dans lesquels le pourcentage est le plus élevé et le plus bas), par sexe



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/405343148843>

Source : OCDE (2007), Base de données statistiques sur la population active.

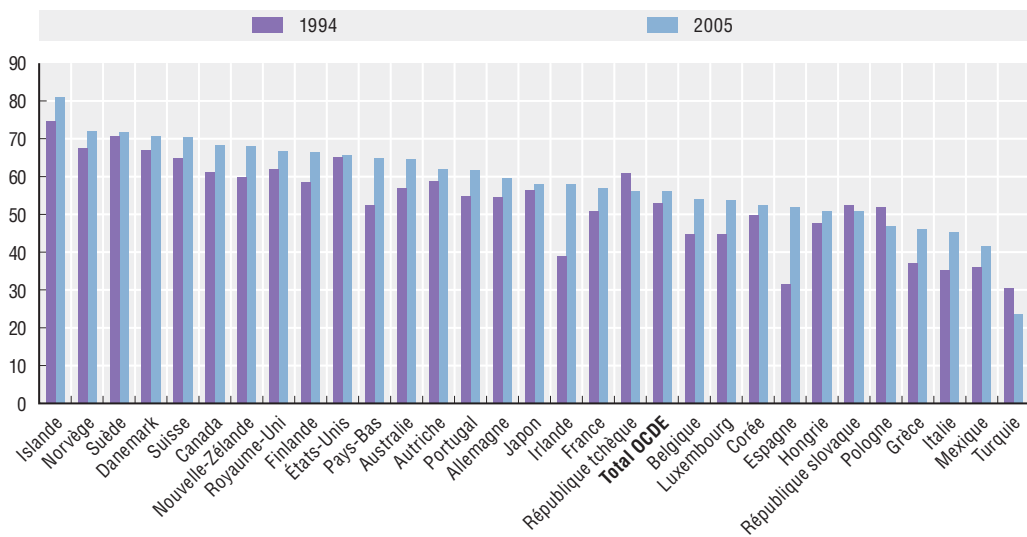
Quelles implications pour l'éducation ?

- Dans quelle mesure les écoles préparent-elles les jeunes à faire face à l'incertitude, voire à en tirer parti ? Les aptitudes et compétences demandées sur le marché du travail sont-elles identiques à ou différentes de celles requises dans d'autres domaines de la vie sociale et personnelle ?
- Puisqu'il est si difficile pour les actifs de s'ancrer fermement, et durablement, au marché de l'emploi, les systèmes éducatifs doivent accepter que figure, parmi leurs responsabilités centrales, celle de faciliter la transition vers la vie professionnelle. Est-ce le cas ou bien les établissements et les professeurs considèrent souvent l'économie comme un domaine indigne, risquant de compromettre la pureté de l'éducation ?
- Quels types de conseils d'orientation faut-il proposer dans l'enseignement secondaire (1^{er} et 2^e cycles) en vue d'élargir les choix et les opportunités offerts aux élèves en matière d'enseignement post-secondaire et de carrière professionnelle ? Qu'en est-il à l'heure actuelle ?

LES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Les femmes sont désormais de plus en plus nombreuses à exercer une activité rémunérée. Nous avons déjà expliqué que, contrairement aux hommes, les femmes mûres ont nettement plus de chances de travailler qu'il y a 30 ans, et qu'un quart de la population totale des femmes en activité occupe un emploi à temps partiel dans la zone OCDE, soit un pourcentage bien plus élevé que chez les hommes. Le taux de participation des femmes au marché du travail rattrape progressivement celui des hommes. Parallèlement, bien qu'ils se réduisent, les écarts de salaire entre hommes et femmes persistent. L'éducation fait partie intégrante de ces évolutions, dont elle est à la fois la cause et la conséquence. L'élévation du niveau d'éducation des jeunes filles et des femmes compte ainsi parmi les tendances les plus notables observées dans le domaine de l'éducation au cours des dernières décennies ; stimulée par les ambitions nouvelles des femmes au plan professionnel, cette hausse du niveau d'éducation a pour conséquence une participation accrue des femmes au marché du travail.

Graphique 4.5. De plus en plus de femmes travaillent
Pourcentage des femmes qui travaillent en 1994 et 2005



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405352150435>

Source : OCDE (2007), *Panorama des statistiques de l'OCDE*.

En règle générale, les femmes sont désormais de plus en plus nombreuses, dans toutes les tranches d'âge adulte, à exercer une activité rémunérée après avoir achevé leurs études. Entre 1994 et 2005, le taux d'emploi des femmes a ainsi augmenté de 3 % en moyenne au sein de la zone OCDE, cette hausse dépassant les 5 % dans plus de la moitié des pays couverts. En Espagne et en Irlande, ce chiffre a même atteint un niveau exceptionnel, avoisinant ainsi les 20 %. Le graphique ci-dessus fait également apparaître, ces dernières années, quelques exceptions à cette tendance, aussi bien dans les pays affichant traditionnellement un taux d'emploi des femmes élevé (tels que la République tchèque) ou bas (c'est le cas notamment de la Turquie). Le taux d'emploi des femmes a néanmoins augmenté depuis 1994 dans 26 des 30 pays de l'OCDE.

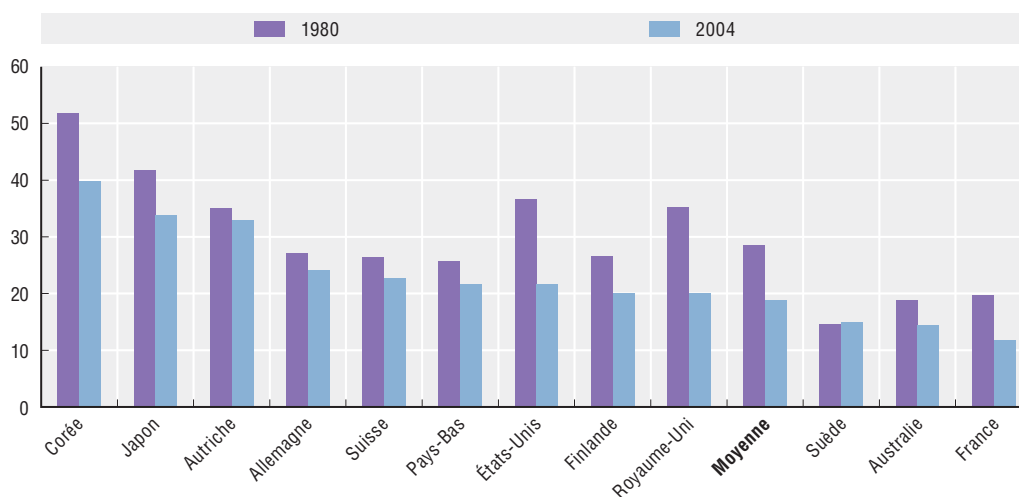
Les écarts de salaire entre hommes et femmes sont la conséquence de plusieurs facteurs combinés : les types de postes généralement occupés par les femmes, la probabilité accrue que celles-ci travaillent à temps partiel (bien que les écarts de salaire soient mesurés en comparant les travailleurs à temps plein, le travail à temps partiel peut avoir des implications durables en termes de perspectives de carrière), et enfin les discriminations pures et simples. On observe toutefois une réduction de ces écarts depuis 25 ans : dans la zone OCDE, l'écart moyen en termes de salaire moyen, égal à 28 % en 1980, était ainsi tombé à 18 % en 2004. Certains pays se situent, naturellement, au dessus et en dessous des chiffres moyens indiqués. En Suède, notamment, où

les écarts de salaire entre hommes et femmes sont nettement inférieurs à la moyenne de l'OCDE, le rythme des avancées s'est en réalité accéléré depuis 1980. Notons toutefois que nous n'avons pu inclure dans cette section un élément déterminant en termes de rémunération, à savoir la nature des postes occupés principalement par les femmes ou par les hommes, et la mesure dans laquelle cette ségrégation a évolué au cours des dernières décennies.

La participation accrue des femmes au marché du travail a, de toute évidence, un impact profond sur le mode de vie et l'environnement familial des élèves. La hausse inexorable du niveau d'éducation et d'ambition des femmes est étroitement liée à ce phénomène, de même qu'elle en résulte. Selon une autre analyse de l'OCDE, le secteur du marché du travail le plus proche des écoles – à savoir celui de l'enseignement – enregistre généralement une hausse de la participation des femmes à tous les niveaux ; cela a comme conséquence une féminisation des établissements préprimaires et primaires, une parité accrue au sein du corps enseignant du système secondaire, et une montée en puissance des femmes parmi les chefs d'établissements.

Graphique 4.6. Bien qu'encore élevés, les écarts de salaires entre hommes et femmes se réduisent : 1980-2004

Écart (en %) de revenus moyens entre les hommes et les femmes travaillant à temps plein dans certains pays de l'OCDE



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405372302716>

Note : Les pays sélectionnés sont ceux pour lesquels on dispose de données suffisantes sur la totalité de la période.

Source : OCDE (2007), *Panorama de la société*.

Quelles implications pour l'éducation ?

- En quoi les écoles contribuent-elles, via leurs messages implicites et leurs conseils explicites, à façonner les choix professionnels (mais aussi éducatifs) des jeunes élèves ? Sur quoi les changements à venir dans ce domaine doivent-ils porter en priorité ?
- Quel est l'impact, sur les écoles, de la hausse constante du nombre de mères qui travaillent à temps plein ? Cette évolution affecte-t-elle (positivement ou négativement) la répartition des responsabilités d'éducation entre l'école et la famille ? A-t-elle modifié les relations entre les pères et les établissements scolaires ?
- Comment les écoles et les professeurs vivent-ils cette tendance à une féminisation accrue du corps enseignant ? Les politiques publiques doivent-elles infléchir cette tendance et si oui, dans quel sens ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Publications de l'OCDE utilisées

- OCDE (2003), *L'économie mondiale : statistiques historiques*, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi 2004*, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Vivre et travailler plus longtemps*, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama des statistiques de l'OCDE 2007, 1986-2006 : Édition 2007*, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la société*, Édition 2006, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Base de données statistiques sur la population active*.

Pour approfondir

- OCDE (2001), *La société créative du XXI^e siècle*, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Définition et sélection des compétences clés : Résumé*, Éditions de l'OCDE, Paris.

Définitions et indicateurs

- *Emploi à temps partiel* : Personnes travaillant généralement moins de 30 heures par semaine dans le cadre de leur activité principale. Cette catégorie s'applique à la fois aux employés et aux travailleurs indépendants. L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. Selon les Lignes directrices de l'OIT, les personnes employées sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant 1 heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête.
- *Travail temporaire* : Formes d'emploi dépendant qui n'offre pas aux travailleurs la perspective d'une relation à long terme avec l'employeur. Cette notion s'applique dès lors que le contrat de travail spécifie que le poste a une durée limitée ou lorsqu'un travailleur est embauché pour effectuer une tâche spécifique et limitée dans le temps. D'autres cas sont plus complexes, et chaque pays a établi une liste des types de postes identifiables considérés comme temporaires, cette liste étant ensuite utilisée pour classer tous les emplois selon qu'ils sont temporaires ou permanents.

Chapitre 5

La société de l'apprentissage

– HAUSSE DES NIVEAUX D'ÉDUCATION

– HAUSSE DES INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION

– L'ENSEIGNEMENT DANS LE MONDE – INÉGALITÉS ET FLUX D'ÉTUDIANTS

Désormais, les économies des pays de l'OCDE sont souvent désignées par le terme « économies de la connaissance », et leurs sociétés par celui de « sociétés de la connaissance ». Il s'agit là de dénominations larges, couvrant certains aspects tels que la quantité d'informations dont disposent les individus et les entreprises, ainsi que l'accessibilité de ces informations ; la hausse des niveaux de qualifications conférés par l'enseignement ; ou encore l'importance clé de la connaissance pour la vie de tous les jours et la vie professionnelle.

De toute évidence, l'apprentissage occupe une place centrale au cœur de ce monde riche en informations et à forte intensité de connaissances. Nous ne pouvons toutefois être certains que la hausse des niveaux d'éducation et d'investissements se traduit automatiquement par un apprentissage accru, ni que cette hausse est exempte de coûts. Les questions soulevées par les grandes tendances et évolutions observées dans la sphère éducative sont tout aussi complexes que celles qui sous-tendent les autres domaines analysés dans cet ouvrage.

Nous identifions ici quelques-unes des tendances laissant apparaître, au vu des données collectées à l'échelon international, des changements et des défis majeurs. (Nous avons évité d'utiliser les statistiques relatives aux caractéristiques précises de chaque système éducatif.) Notre analyse s'articule donc autour des trois axes suivants :

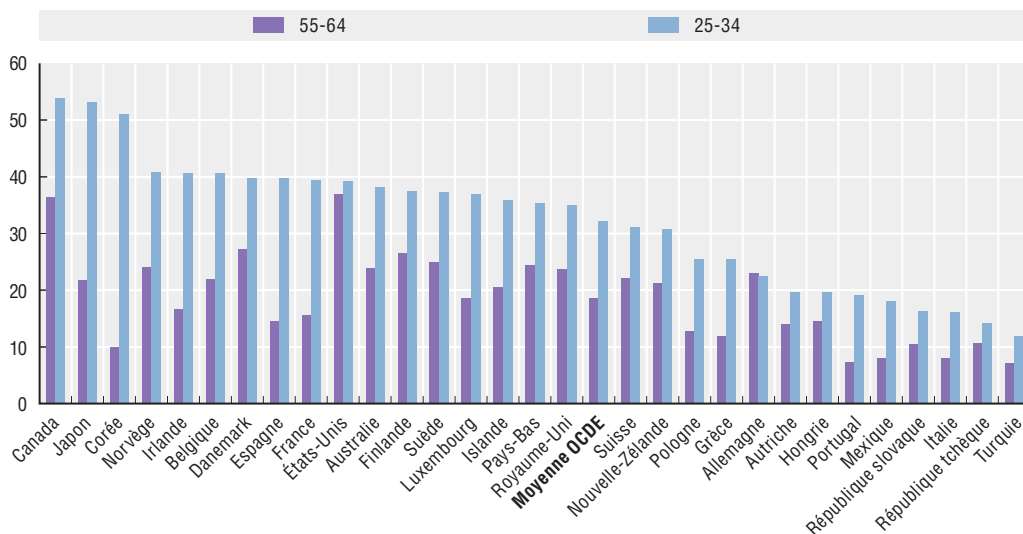
- hausse des niveaux d'éducation ;
- hausse des investissements en faveur de l'éducation ;
- l'enseignement dans le monde – inégalités régionales et flux internationaux d'étudiants.

HAUSSE DES NIVEAUX D'ÉDUCATION

L'une des tendances les plus notables observées dans le domaine de l'éducation a trait à la hausse constante des niveaux d'éducation. Avec la quasi-généralisation de l'enseignement secondaire, l'expansion marquée de la participation éducative apparaît davantage lorsque l'on observe le pourcentage d'élèves atteignant désormais l'enseignement supérieur. Ces évolutions à la hausse ont un impact profond sur l'éducation, et ne sont pas seulement révélatrices des phénomènes observés au sein des systèmes : la tendance majeure recensée à l'échelon international veut en effet que les femmes soient actuellement plus nombreuses que les hommes à intégrer l'enseignement supérieur. Ces évolutions signifient, notamment, que les parents, considérés comme une seule et même entité, sont désormais hautement qualifiés, et n'entretiennent plus les mêmes rapports avec les écoles ; par ailleurs, les carrières d'enseignants, qui permettaient autrefois de gravir les échelons de la société, s'inscrivent désormais dans des systèmes d'enseignement supérieur de masse radicalement différents.

Graphique 5.1. Hausse de la participation à l'enseignement supérieur

Pourcentage de la population ayant suivi des études supérieures dans les tranches d'âge de 25 à 34 ans et de 55 à 64 ans



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405387235475>

Source : OCDE (2007), *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE*.

Au cours des 50 dernières années, de nombreux pays de l'OCDE ont enregistré une expansion remarquable de l'éducation. La durée de scolarité obligatoire (et d'apprentissage, dans les pays où ces filières relèvent du système obligatoire) a été augmentée, et les élèves sont de plus en plus nombreux à poursuivre leurs études au-delà de cet âge minimum. Dans certains pays, la quasi-totalité des élèves achèvent le 2^e cycle de l'enseignement secondaire, tandis que de nombreux pays assistent à une massification de leur système d'enseignement supérieur, autrefois réservé à l'élite.

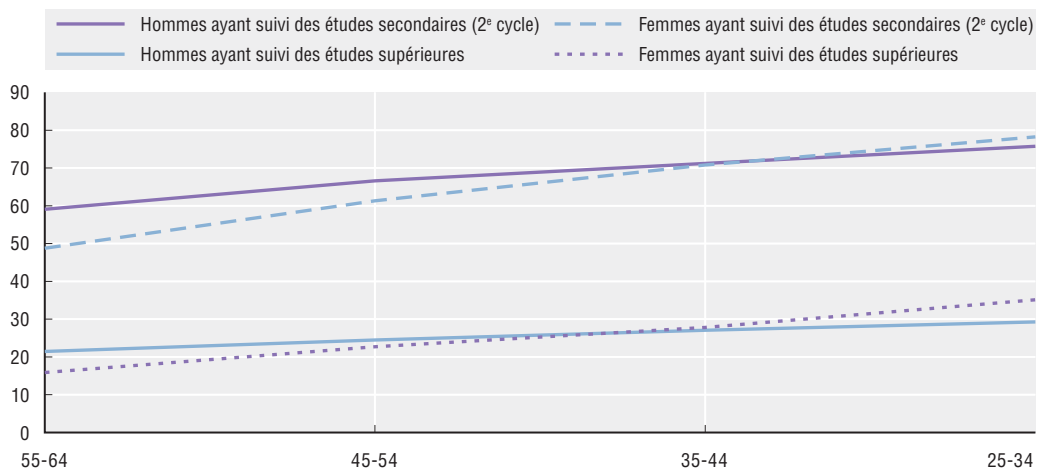
L'ampleur de cette évolution devient frappante lorsque l'on compare le pourcentage de personnes ayant suivi un enseignement supérieur dans la population des jeunes adultes et dans celle des adultes de plus de 55 ans (le terme d'enseignement supérieur s'entendant ici au sens large, c'est-à-dire couvrant l'ensemble des cursus de niveau tertiaire dispensés après l'enseignement secondaire). Au sein de la zone OCDE, moins d'une personne sur cinq parmi la population âgée de 55 à 64 ans est titulaire d'une qualification de niveau supérieur, contre près d'une personne sur trois (32 %) parmi les personnes âgées de 25 à 34 ans. Le taux de personnes ayant suivi des études supérieures a augmenté de plus de 20 points de pourcentage dans l'intervalle séparant la génération des 55-64 ans de celle des 25-34 ans au Japon, en Corée, en Irlande, en Espagne et en France (en Corée, ce taux a été multiplié par plus de 5, passant ainsi de 10 % à 51 %). Dans certains pays, les

adultes âgés de 25 à 34 ans sont plus qualifiés que la génération des 55-64 ans, mais ils sont encore moins d'un contre cinq à posséder une qualification de l'enseignement supérieur (Autriche, Hongrie, Portugal, Mexique, République slovaque, Italie, République tchèque et Turquie).

Le graphique ci-dessous montre que les femmes ont, lentement mais sûrement, dépassé les hommes en termes de réussite dans l'enseignement secondaire de 2^e cycle et dans l'enseignement supérieur au sein de la zone OCDE dans son ensemble. Moins de la moitié des femmes âgées de 55 à 64 ans sont titulaires d'une qualification de niveau secondaire (2^e cycle), contre près de 60 % des hommes de cette tranche d'âge. En revanche, le niveau d'éducation des femmes a fortement augmenté pour avoisiner les 80 % chez les femmes âgées de 25 à 34 ans, qui ont ainsi dépassé les hommes, dont le niveau d'éducation n'a augmenté que de 17 points de pourcentage. La réussite des femmes dans l'enseignement supérieur a plus que doublé (pour passer de 16 % à 35 %), dépassant, là encore, les hommes, dont le niveau d'éducation n'a augmenté que de 8 % (pour atteindre 29 %).

Graphique 5.2. Les femmes dépassent les hommes en termes de participation à l'enseignement secondaire et supérieur

Pourcentage d'hommes et de femmes ayant suivi un enseignement secondaire (2^e cycle) et supérieur pour différentes tranches d'âge, dans la zone OCDE



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405427366342>

Source : OCDE (2007), *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE*.

Quelles implications pour l'éducation ?

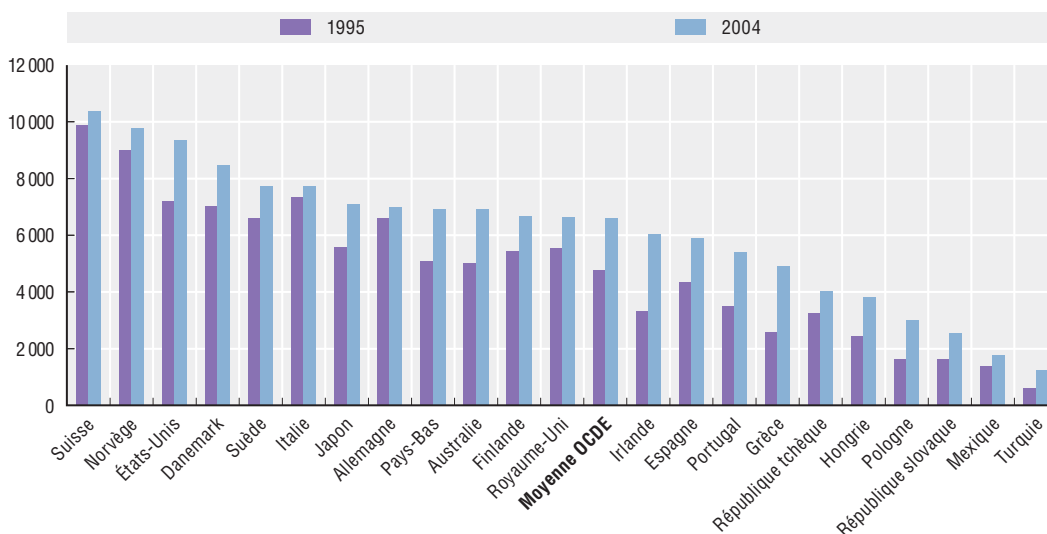
- La hausse des niveaux d'éducation se traduit-elle proportionnellement par une hausse des niveaux d'apprentissage, de compétences et de compréhension culturelle ?
- De plus en plus instruits, les parents s'avèrent-ils être une source inestimable d'éducation, en complément de l'enseignement scolaire ? Se détournent-ils au contraire de nombreux établissements, leur préférant d'autres quartiers ou des fournisseurs de service éducatifs privés, si bien que les établissements d'origine se voient privés de leur soutien ?
- Phénomène sans précédent dans l'histoire, le fait que les femmes présentent un niveau d'éducation supérieur à celui des hommes est désormais la norme. Quelles sont les causes de ce retournement de tendance ? S'agit-il d'une évolution durable ? Quels en seront les effets économiques et sociaux à long terme ?

HAUSSE DES INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION

Dans la plupart des pays disposant des données requises, les dépenses d'éducation ont augmenté au cours des dix dernières années, à la fois en termes absolus et par élève. Cette hausse des investissements a été facilitée par la vigueur de la croissance économique qu'ont connue de nombreux pays, notamment durant la seconde moitié des années 90. La hausse des montants alloués à chaque élève scolarisé a également bénéficié de la baisse des effectifs observée dans certains pays de l'OCDE. Mais que cela s'explique par la priorité croissante que nous accordons désormais à l'éducation dans les économies à forte intensité de connaissances, ou par la baisse simultanée et fortuite des effectifs intégrant les écoles, les chiffres dont nous disposons mettent en évidence le dynamisme des dépenses d'éducation, du moins jusqu'au milieu des années 2000.

Graphique 5.3. Hausse des dépenses en éducation

Dépenses annuelles par étudiant affectées à tous les services éducatifs pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (en équivalents USD, convertis à l'aide des PPA, sur la base des équivalents temps plein)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405431328828>

Source : OCDE (2007), *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE*.

Les investissements en faveur de l'éducation, exprimés en tant que dépenses annuelles par élève scolarisé, ont augmenté entre le début des années 90 et 2004 dans l'ensemble des pays disposant des données requises. C'est en Suisse que les dépenses en faveur des élèves/étudiants sont les plus élevées, bien que celles-ci n'aient enregistré qu'une hausse modérée au cours des dix dernières années. De très fortes hausses, de 50 % ou plus, ont en revanche été observées en Grèce, en Hongrie, en Irlande, en Pologne, au Portugal, en République slovaque et en Turquie. Ces montants, exprimés en dollars et ajustés de façon à tenir compte de l'inflation, nous permettent de procéder à des comparaisons directes au fil du temps et entre les pays.

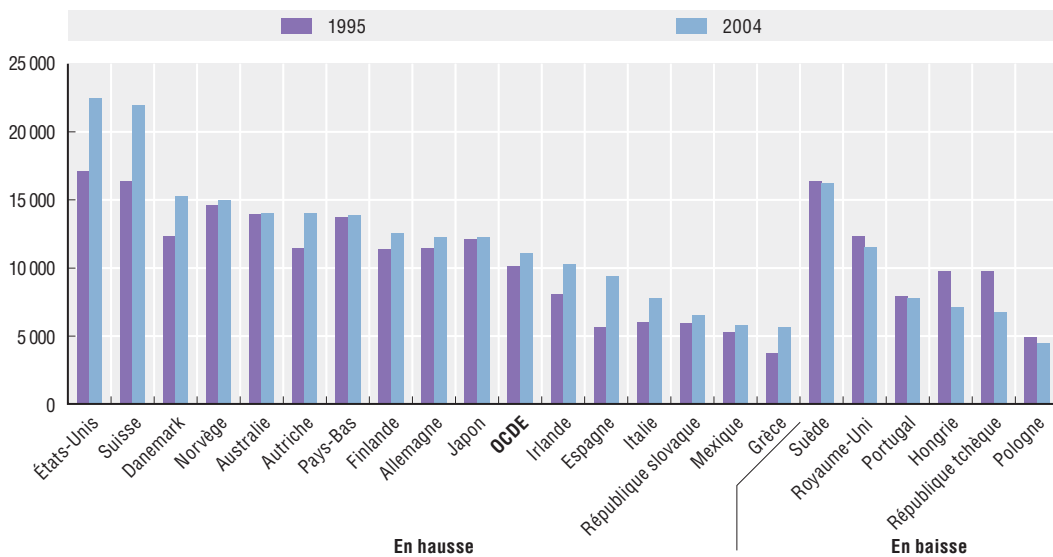
Dans la plupart des pays, la hausse des dépenses par élève résulte d'un décalage entre la hausse des investissements en faveur du système éducatif et l'évolution du nombre d'élèves. Bien que cette hausse des dépenses par élève soit liée, en partie, à la baisse des effectifs (c'est ainsi le facteur principal en République tchèque, en Grèce, en Hongrie, au Japon, en Pologne, au Portugal et en Espagne), le déclin démographique n'est pas la première cause de cette « générosité » accrue en faveur de l'éducation dans les autres pays. Puisque ces investissements sont censés couvrir plusieurs types de dépenses (salaires des professeurs et des dirigeants, administration, bâtiments

et infrastructures, projets spéciaux), ces hausses globales ne reflètent pas nécessairement une générosité accrue en faveur de ceux qui travaillent dans ces établissements.

La différence entre l'enseignement supérieur et les années de scolarité précédentes tient à la hausse rapide du nombre d'élèves. Le secteur de l'enseignement supérieur a lui aussi bénéficié d'une hausse des investissements mais, rapportés au nombre d'étudiants, ces montants ne semblent pas si élevés : ils sont en effet passés de 10 145 USD à 11 100 USD au sein de la zone OCDE. Dans certains pays (tels que la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, le Portugal, la Suède et le Royaume-Uni), le montant des dépenses par étudiant inscrit dans l'enseignement supérieur a en réalité diminué entre 1995 et 2004 – bien qu'il ne s'agisse souvent que d'une baisse limitée – essentiellement en raison de la hausse rapide des effectifs. Le graphique ci-dessous est divisé selon que les investissements nationaux par élève de l'enseignement supérieur sont en hausse (à gauche) ou en baisse (à droite).

Graphique 5.4. Évolution des investissements dans l'enseignement supérieur

Dépenses annuelles par étudiant affectées à tous les services éducatifs pour l'enseignement supérieur (en équivalents USD, convertis à l'aide des PPA, sur la base des équivalents temps plein)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/405457555163>

Source : OCDE (2007), *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE*.

Quelles implications pour l'éducation ?

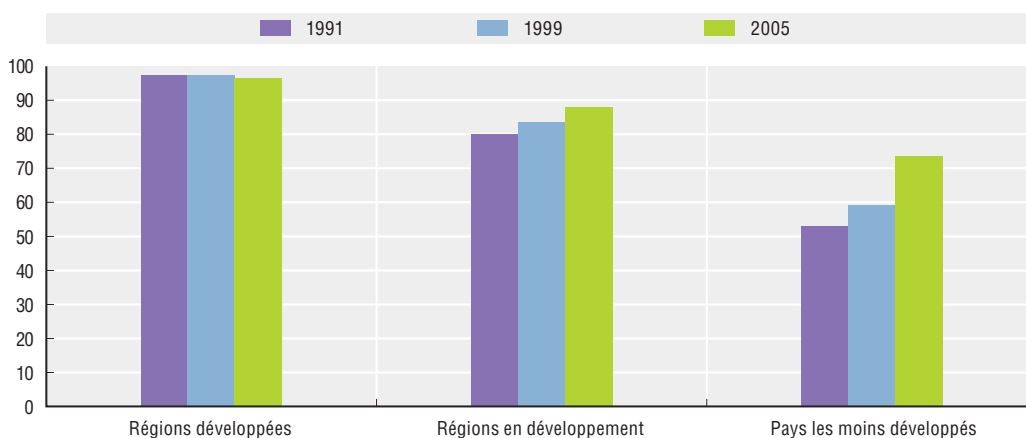
- Dans tous les pays de l'OCDE, on observe, en moyenne, une hausse du montant alloué à chaque élève. Comment utiliser au mieux cet argent disponible ? Quels sont les investissements qui offrent les meilleurs taux de rendement ?
- Combinées à celles de l'enseignement supérieur, les pratiques d'investissement en faveur des écoles soulignent l'accent mis par les pouvoirs publics sur la nécessité de doter l'éducation des ressources nécessaires. Cette tendance récente a-t-elle des chances de se poursuivre ? Que se passera-t-il si elle s'essouffle ?
- Le niveau élevé des dépenses d'éducation ne se traduit pas automatiquement par une amélioration des résultats : ainsi la Finlande, qui affiche un niveau moyen d'investissement en la matière, enregistre pourtant des taux de réussite très satisfaisants, tandis que la Norvège, l'Italie et les États-Unis totalisent de moins bonnes performances en dépit d'un niveau d'investissement plus élevé (d'après les données du Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves, ou PISA). Comment accroître l'efficacité des dépenses éducatives ?

L'ENSEIGNEMENT DANS LE MONDE – INÉGALITÉS ET FLUX D'ÉTUDIANTS

La présente section s'intéresse aux tendances observées dans deux volets très différents de l'évolution mondiale du secteur éducatif. Si les taux de participation à l'enseignement primaire connaissent, à l'heure actuelle, une hausse dans le monde entier, de profondes disparités continuent toutefois d'opposer pays riches et pays pauvres. Alors même que les pays de l'OCDE ont mis en place un système d'éducation primaire (et, de plus en plus, préprimaire) universel, et qu'ils enregistrent une hausse de la participation à l'enseignement secondaire (2^e cycle) et supérieur, une grande partie de la population des pays en développement, et notamment des pays les moins développés, n'a toujours pas accès ne serait-ce qu'à l'éducation primaire. Les inégalités mondiales se traduisent également par une migration des candidats à l'enseignement supérieur, notamment ceux originaires des pays en développement, vers les pays de l'OCDE. Le marché international de l'enseignement supérieur a quadruplé au cours des 30 dernières années.

Graphique 5.5. Hausse de la participation à l'enseignement primaire, notamment dans les pays les moins développés

Pourcentage d'enfants en âge d'être scolarisés inscrits dans l'enseignement primaire



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405474683765>

Note : Il n'existe, dans le système des Nations Unies, aucune convention établie pour désigner les pays ou régions « développé(e)s » et les pays ou régions « en développement ». L'usage veut que la plupart des pays de l'OCDE soient considérés comme des régions « développées ». La définition des pays les moins développés est plus claire : les Nations Unies proposent ainsi une liste de 50 pays satisfaisant à des critères spécifiques (voir : www.unohrrls.org/).

Source : Division des Statistiques des Nations Unies.

Les taux de participation éducative sont en hausse dans la quasi-totalité des pays. Dans les régions en développement, la participation à l'éducation primaire est passée de 80 % à 88 %, enregistrant une hausse encore plus rapide dans les pays les moins développés, où ce taux est passé de 53 % à 74 %. Toutefois, on observe encore des écarts considérables. Selon les estimations des Nations Unies basées sur les données relatives aux inscriptions, 72 millions d'enfants en âge d'être inscrits à l'école primaire – dont 57 % de filles – n'étaient pas scolarisés en 2005. Par ailleurs, les chiffres indiqués sont probablement trop optimistes, car le fait qu'un enfant soit inscrit ne signifie pas nécessairement qu'il assiste régulièrement aux cours. De plus, nous disposons rarement de données précises concernant les pays en situation de conflit ou de post-conflit. Ce panorama international montre que de nombreux pays ne disposent toujours pas ne serait-ce que d'un système d'enseignement primaire universel.

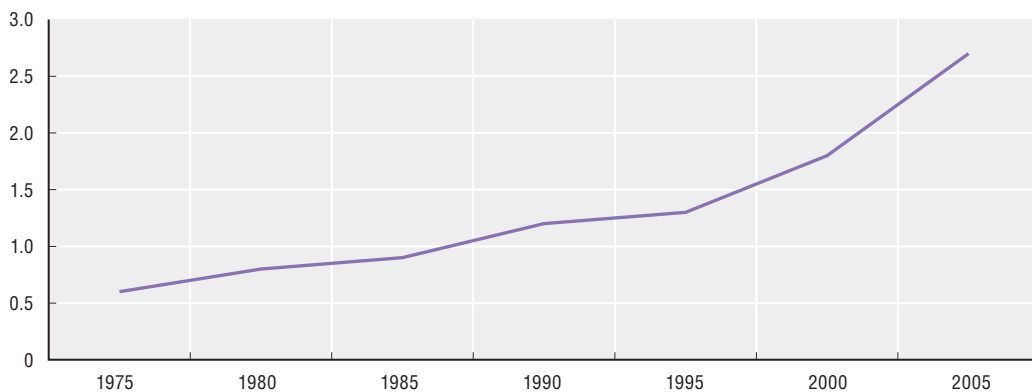
Si l'on considère l'autre extrémité du spectre éducatif, soit le secteur de l'enseignement supérieur, on observe une tendance différente à l'échelon mondial. Au cours des trente dernières années, le nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur hors de leur pays d'origine a

en effet enregistré une hausse exponentielle, passant ainsi d'à peine plus de 600 000 élèves dans le monde en 1975 à 2.7 millions en 2005 – soit une hausse de plus de 400 %. Cette internationalisation accrue de l'enseignement supérieur s'est accélérée au cours des dix dernières années, en réponse à la mondialisation des économies et des sociétés.

L'analyse de l'origine et de la destination des étudiants internationaux fait clairement apparaître un flux à sens unique en provenance du reste du monde et vers les pays de l'OCDE. En 2005, sur les 2.73 millions d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur hors de leur pays d'origine, une grande majorité (2.3 millions ou 84 %) étudiait en effet au sein de la zone OCDE, plus des deux tiers de ces 2.3 millions d'étudiants étant originaires de pays non membres de l'OCDE. Les étudiants asiatiques (hormis ceux des deux pays membres de l'OCDE que sont le Japon et la Corée du Sud) constituent le principal groupe d'étudiants internationaux inscrits dans la zone OCDE (40 % du total) et parmi eux, les étudiants chinois sont, de loin, le premier groupe en termes d'effectifs (16.7 % de tous les étudiants internationaux inscrits dans la zone OCDE sont chinois). Les étudiants africains représentent 11 % de cette population, et ceux d'Amérique du Sud 5.7 % seulement.

Graphique 5.6. Hausse du nombre d'étudiants internationaux inscrits dans l'enseignement supérieur

Nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur dans un autre pays que celui dont ils sont originaires (en millions)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405486304531>

Source : OCDE (2007), *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE*.

Quelles implications pour l'éducation ?

- À l'heure actuelle, les taux de participation à l'éducation primaire enregistrent, dans l'ensemble, une évolution à la hausse très positive dans les pays les moins développés, phénomène nuancé toutefois par la persistance d'un certain nombre de problèmes majeurs et d'inégalités internationales. Quels sont les leviers d'action disponibles, notamment du côté des pays riches de l'OCDE, pour débloquer la situation ?
- Les étudiants sont de plus en plus nombreux à étudier hors de leur pays d'origine. Assistet-on à une saine internationalisation ayant pour effet d'abolir les frontières nationales ? Ou à la création de nouveaux marchés et de nouvelles sources de revenus par, et pour, les pays riches ?
- L'ancienne notion de « fuite des cerveaux » a-t-elle encore un sens dans le contexte de la mondialisation ? Ce phénomène est-il encore observé dans le cadre de l'internationalisation de l'enseignement supérieur ? Ou l'internationalisation permet-elle d'accélérer l'essor des connaissances et des compétences de haut niveau dans les pays qui ne sont eux-mêmes pas en mesure d'étendre rapidement leur système d'enseignement supérieur ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Publication de l'OCDE utilisée

- OCDE (2007), *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE*, Éditions de l'OCDE, Paris.

Autre publication utilisée

- Nations Unies (2007), *Objectifs du millénaire pour le développement 2007*, Nations Unies, New York.

Site Internet en rapport avec ce thème

- Nations Unies – Objectifs du millénaire pour le développement :
<http://unstats.un.org/unsd/mdg/default.aspx>.

Projets du CERI en rapport avec ce thème

- L'école de demain : www.oecd.org/edu/future/sft.
- L'avenir de l'enseignement supérieur : www.oecd.org/edu/universityfutures.

Définitions et indicateurs

- *Niveaux d'éducation* : Les niveaux d'éducation reflètent le pourcentage de personnes, dans une tranche d'âge donnée de la population, qui ont achevé un niveau d'enseignement donné.
- *Niveaux d'enseignement* : La Classification internationale type de l'éducation (CITE-97) sert à définir les différents niveaux d'enseignement proposés dans un pays (pour une présentation générale, voir www.oecd.org/edu/eag2007, annexe 3).
- *Dépenses d'éducation par étudiant* : Les dépenses d'éducation par étudiant à un niveau d'enseignement donné sont calculées en divisant les dépenses totales des établissements à ce niveau d'enseignement par les effectifs d'étudiants en équivalents temps plein correspondants. Seuls les établissements et programmes éducatifs dont on connaît à la fois les effectifs et les dépenses sont pris en compte.
- *Équivalent temps plein (étudiants)* : Une mesure de l'équivalent temps plein (ETP) a pour objet de standardiser le nombre réel de cours auxquels s'inscrit un étudiant, au lieu de partir du principe que tous les étudiants à temps plein suivent le nombre de cours nominal. Dans les pays où il existe un écart notable entre le nombre de cours réel et le nombre de cours nominal, cet écart peut se traduire par des résultats différents lorsque l'on calcule, par exemple, les dépenses d'éducation par étudiant. Lorsqu'aucune donnée n'est disponible concernant le nombre de cours réel, on considère qu'un étudiant à temps plein équivaut à un ETP.

Chapitre 6

TIC : la nouvelle génération

- LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE
- ESSOR FULGURANT D'INTERNET
- VERS LE WEB 2.0 ?

Le monde dans lequel nous vivons est peu à peu transformé par les technologies. Ce phénomène n'est pas nouveau. Les avancées technologiques telles que la presse d'imprimerie et la machine à vapeur ont profondément modifié notre quotidien. Mais les technologies de l'information et de la communication (TIC) font désormais partie intégrante de la vie des habitants des pays de l'OCDE. Cette évolution revêt une importance centrale pour l'éducation, car elle a trait à l'information et à la communication.

L'analyse que nous proposons ici porte principalement sur trois tendances interdépendantes :

- *TIC : des outils plus rapides, plus compacts, moins coûteux et axés sur le grand public ;*
- *l'essor fulgurant d'Internet ;*
- *l'Internet est non seulement utilisé comme source d'informations, mais aussi, de manière plus active, par les utilisateurs eux-mêmes qui créent les contenus.*

Nous mettons ici l'accent sur les TIC, tout en sachant que la révolution à laquelle nous assisterons au cours des dix prochaines années sera probablement liée à l'utilisation conjointe des nanotechnologies ou des biotechnologies et des TIC (réseaux intelligents, intelligence artificielle et manipulation génétique, autant d'avancées susceptibles de changer notre vie).

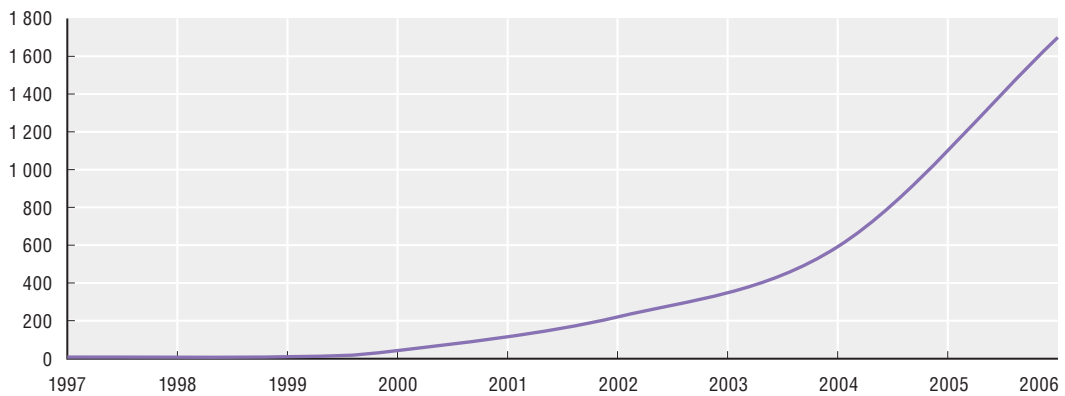
Toutefois, même limitée aux TIC, l'analyse montre bien à quel point les changements opérés dans ce domaine ont un impact profond.

LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

Les technologies de l'information ont connu une très forte croissance au cours des 40 dernières années, à mesure que les ordinateurs devenaient plus compacts, plus rapides, plus puissants et moins coûteux. Elles font désormais partie intégrante de notre vie quotidienne, et sont à la base de nombreux produits commerciaux. À présent, nous sommes nombreux à évoluer dans un environnement à forte composante technologique, et à devoir suivre son évolution rapide. La facilité et la rapidité avec lesquelles nous avons accès à d'énormes corpus d'informations, de même que l'extrême diversité des modalités d'accès, revêtent, de toute évidence, une importance clé pour l'éducation.

Graphique 6.1. Augmentation rapide de la vitesse de calcul et de la puissance des ordinateurs

Nombre de transistors sur une puce (en millions)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405515665317>

Source : Intel (http://download.intel.com/museum/Moores_Law/Printed_Materials/Moores_Law_Backgrounder.pdf) et Wikipédia (http://en.wikipedia.org/wiki/Transistor_count).

La vitesse de calcul des ordinateurs a augmenté très rapidement au cours des quarante dernières années, et cette tendance s'est maintenue à un rythme frénétique pendant la décennie passée. Le graphique ci-dessus représente le nombre de transistors installés sur la puce dans l'unité centrale des ordinateurs (la vitesse et la puissance de ceux-ci étant proportionnelles au nombre de transistors). Et la capacité des disques-mémoire a elle aussi connu une croissance exponentielle. Parallèlement, les prix de la puissance de calcul et de la mémoire ont fortement baissé. En un mot, les ordinateurs sont rapidement devenus plus compacts, plus puissants et moins coûteux.

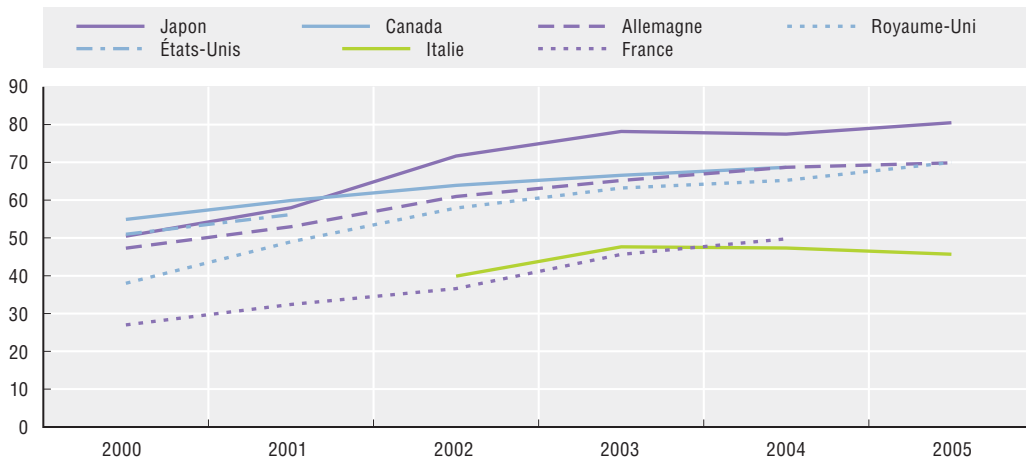
Dans cet environnement à forte composante technologique, les ordinateurs font désormais partie intégrante de nos sociétés et de nos vies, engendrant une profonde mutation de domaines aussi divers que le travail, les loisirs, le fonctionnement des entreprises, la réalisation de la recherche scientifique, ou encore les modes d'exercice du pouvoir. Les ordinateurs s'intègrent à d'autres technologies – dans les voitures, les téléphones et de nombreux autres systèmes considérés autrefois comme étant « de basse technologie ». Tout porte à croire que le rythme des avancées technologiques se maintiendra, bien que nous ne puissions prédire la nature et l'orientation exactes de ces avancées.

Malgré la présence quasi systématique de l'ordinateur dans le monde moderne, de nombreuses personnes n'ont toujours pas accès à l'informatique et ce, même dans les sociétés de l'OCDE. Cette absence devient source d'exclusion, d'autant que les TIC s'intègrent peu à peu à divers aspects de la vie quotidienne tels que les transactions bancaires, les achats courants, le paiement des impôts, etc.

En 2005, l'accès à un ordinateur familial avait augmenté jusqu'à atteindre près de 80 % des foyers au Japon, et 70 % des foyers en Allemagne, au Canada et au Royaume-Uni. Nous sommes conscients qu'il s'agit là d'un indicateur simple. Il existe, tout d'abord, de nombreuses autres formes de technologies que le simple ordinateur familial. Et en termes d'éducation, la vraie question n'est pas de savoir combien de foyers sont équipés d'un ordinateur, mais plutôt combien d'élèves disposent d'un accès personnel à ce type de dispositif.

Graphique 6.2. Vers un accès universel à l'ordinateur familial ?

Foyers disposant d'un accès à un ordinateur familial, en % du nombre total de foyers dans les pays du G7



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/405518743603>

Source : Indicateurs clés de l'OCDE sur les TIC, www.oecd.org/sti/ICTindicators.

Quelles implications pour l'éducation ?

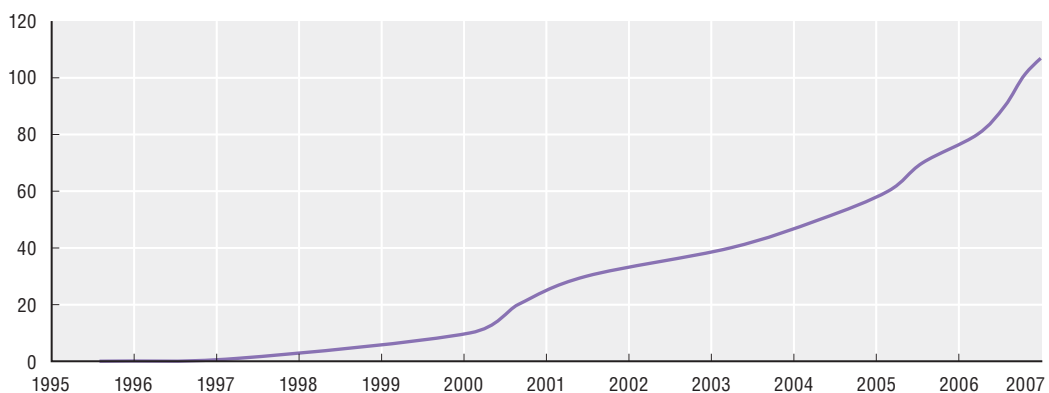
- Le progrès technologique s'effectue désormais à un rythme très rapide. Les écoles parviennent-elles à suivre ce rythme ? Est-il souhaitable qu'elles y parviennent ? Comment améliorer les connaissances et les compétences des enseignants dans ce domaine ? Les équipements informatiques des établissements scolaires sont-ils adaptés à la démarche d'apprentissage ?
- Grandir à l'ère numérique a-t-il un effet particulier sur les enfants ? Quel est l'impact de ce cadre de développement sur leurs capacités et leurs besoins en tant qu'apprenants ? Comment modifier l'organisation de l'éducation – si toutefois cette réforme est possible – en vue de refléter au mieux l'environnement numérique dans lequel évoluent les jeunes ?
- Les TIC permettent-elles d'adapter le rythme d'apprentissage aux besoins de chaque élève, d'accroître l'interactivité de l'enseignement et de promouvoir la culture personnelle ? Dans quelle mesure cette opportunité de personnaliser l'enseignement est-elle, et doit-elle être, mise à profit au sein des établissements scolaires, mais aussi des autres lieux d'apprentissage ?

ESSOR FULGURANT D'INTERNET

Le développement de l'Internet représente une avancée technologique majeure et rapide, s'accompagnant d'une multitude d'implications pour la société. L'Internet est, en lui-même, un système reposant sur l'interconnexion des ordinateurs, mais il a permis la naissance d'applications clés telles que les échanges de courrier électronique, le Web ou encore la cyberbanque, le commerce électronique et la télévision ou la téléphonie par Internet. L'Internet physique et les applications auxquelles il a donné lieu ont connu un essor rapide ces dix dernières années. Les grands défis qui se posent dans le domaine de l'éducation ne concernent pas tant l'aptitude ou la motivation des étudiants à se servir de l'Internet que la nécessité d'exploiter le vaste potentiel offert par celui-ci en termes d'amélioration de l'apprentissage, et la nécessité de développer les capacités requises pour son utilisation.

Graphique 6.3. Hausse rapide du nombre de sites Internet

Nombre de sites Internet, en millions



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405533031706>

Source : Netcraft Surveys, juin 2007, www.netcraft.com/.

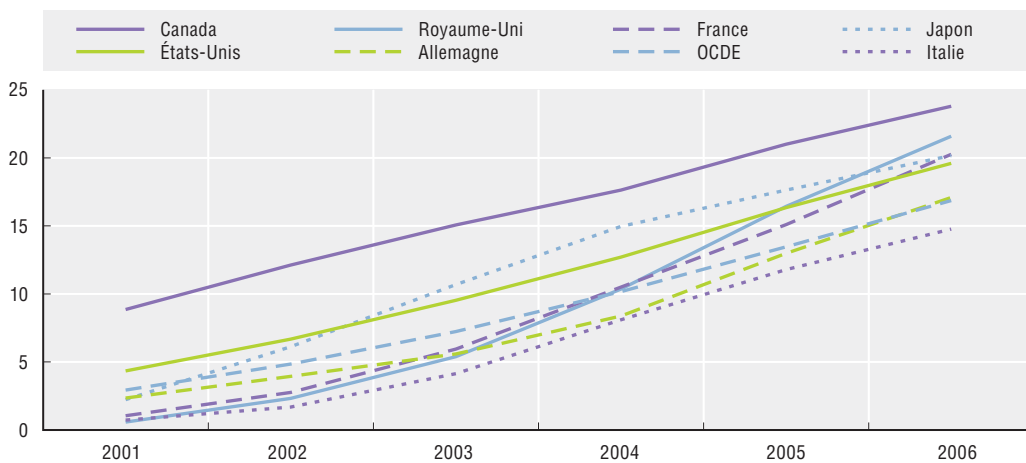
L'utilisation d'Internet a véritablement explosé ces dix dernières années, le nombre de sites Web étant passé de près de 18 000 en 1995 à plus de 100 millions en 2007. Or cette croissance a eu lieu, à 90 %, depuis 2000. Le nombre d'internautes évolue lui aussi dans le même sens : de 16 millions au milieu des années 90 – un chiffre sans doute considérable à l'époque – ceux-ci étaient passés à plus d'1 milliard (1 000 millions) en 2006. L'Internet haut-débit a connu une forte progression ces dix dernières années, couvrant près d'un quart de la population au Canada en 2006, et 17 % des habitants en moyenne dans la zone OCDE.

L'Internet ouvre de nouvelles perspectives et possibilités, notamment dans le domaine de l'éducation. Il représente pour le monde une gigantesque source d'informations, dans laquelle il est possible de puiser aux fins les plus diverses. Il offre des outils de communication bon marché et rapides à l'échelon international (notamment par le biais du courrier électronique) et facilite l'accès à toute une gamme de services et de produits. Se posent, en contrepartie, un certain nombre de problèmes tels que la surabondance des informations, la priorité accordée à la quantité et à la rapidité au détriment de la qualité, ou encore l'altération de l'information (désinformation, pornographie, « pourriels », virus, etc.). Dans ce contexte, les problématiques liées à la propriété intellectuelle et à la protection de la vie privée ont acquis une dimension radicalement nouvelle.

L'avènement de l'Internet se traduit également par l'apparition de nouvelles inégalités. On observe en effet l'émergence d'une « fracture numérique » tant au sein des sociétés prospères de l'OCDE qu'entre pays riches et pays pauvres. D'après les résultats de la recherche, il existe une corrélation positive entre l'accès à Internet et un niveau de revenus et d'éducation élevé. L'accès à Internet est statistiquement plus fréquent chez les hommes que chez les femmes, dans les familles avec enfants que dans celles qui n'en ont pas, et dans les tranches d'âge jeunes que dans la population plus âgée. Les personnes dépourvues d'accès à Internet sont les grands laissés pour compte de l'« universalisation ».

Graphique 6.4. Accès élargi aux connexions Internet haut débit

Abonnements Internet haut débit pour 100 habitants dans les pays du G7 et moyenne de l'OCDE



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405543484807>

Note : La vitesse de téléchargement des connexions à haut débit intégrées aux données de l'OCDE doit être égale ou supérieure à 256 kbit/s.

Source : Portail de l'OCDE sur le haut débit, www.oecd.org/sti/ict/broadband.

Quelles implications pour l'éducation ?

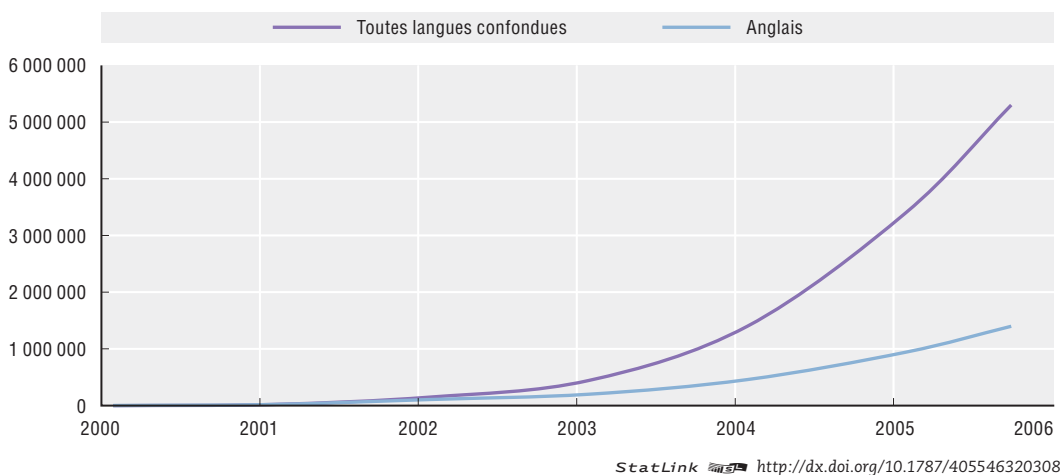
- Le développement des TIC accroît en permanence les possibilités de mise en réseau, d'apprentissage à distance et d'apprentissage autonome. Quel regard les écoles jettent-elles sur ce phénomène : le considèrent-elles comme une extension des possibilités qui leur sont offertes, ou comme une nouvelle forme de concurrence ?
- En réponse à l'explosion de la quantité d'informations disponibles, comment les écoles peuvent-elles apprendre aux enfants à aborder sagement ces informations, à faire la différence entre l'essentiel et l'accessoire, à distinguer le vrai du faux ?
- Les recherches par mot clé ou au moyen de liens hypertextes permettent de parcourir la surabondance d'informations accessibles par Internet. En quoi cela affecte-t-il les principaux modes d'organisation des connaissances – au détriment, par exemple, des disciplines scientifiques, et en faveur de formes de connaissances plus multidisciplinaires et plus ouvertes ?

VERS LE WEB 2.0 ?

Traditionnellement, l'Internet est principalement utilisé comme source d'informations ; désormais, toutefois, la participation et l'interaction croissantes des internautes changent la donne. La montée en puissance des contenus créés par les utilisateurs est à présent l'une des caractéristiques centrales du Web. De plus en plus, l'utilisateur est invité à apporter sa contribution au lieu de simplement surfer sur le Web. Les contenus créés par les utilisateurs peuvent revêtir les formes les plus diverses, allant du partage de clips vidéo (Youtube) ou d'images (Flickr) à la création d'une encyclopédie en ligne (Wikipédia) ou d'un journal personnel en ligne (également appelé « blog »). Bien qu'une partie de ces contenus soit, à n'en pas douter, très banale, ceux-ci marquent toutefois une évolution ayant des répercussions profondes, ainsi que des applications majeures, dans l'éducation.

Graphique 6.5. Croissance exponentielle de Wikipédia

Nombre d'entrées sur Wikipédia



Source : Wikipédia, juin 2007.

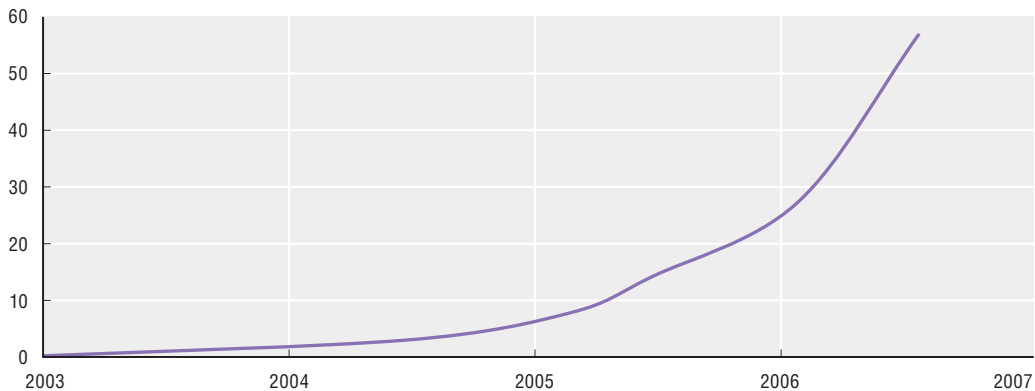
Wikipédia est un projet dans lequel une multitude d'auteurs créent, ensemble, une encyclopédie en ligne. Le projet repose sur un système permettant aux utilisateurs d'ajouter, de supprimer, ou encore d'éditer et de modifier les contenus de façon collective. Les utilisateurs peuvent modifier instantanément le contenu des pages, ou simplement les formater. Les auteurs à l'origine des articles autorisent les autres utilisateurs à éditer « leurs » contenus. Wikipédia repose sur l'idée selon laquelle un grand nombre d'utilisateurs lit et édite les articles, corrigeant éventuellement les erreurs qui figurent dans les textes. Wikipédia a connu une croissance extrêmement rapide : née de rien au début de l'année 2001, l'encyclopédie comptait plus de 5.4 millions d'articles en septembre 2006 et poursuit sa croissance rapide.

Un « blog » est une forme de page Web mise à jour à intervalles réguliers, constituée de textes, d'images, de bandes audio et/ou de clips vidéo. Il existe divers types de blogs, réservés à des usages différents ; certains sont très personnels, tandis que d'autres sont très tournés vers l'extérieur et médiatisés. À l'instar de Wikipédia, les blogs ont enregistré une croissance massive, puisqu'ils sont passés de quelques milliers au début de l'année 2003 à plus de 60 millions à la fin de l'année 2006 (et poursuivent leur croissance rapide).

Ces nouvelles formes de création et de diffusion par les internautes contribuent à l'émergence de nouveaux modèles commerciaux (Amazon, par exemple, invite les internautes à donner leur avis sur les livres proposés à la vente). Wikipédia, les blogs et autres représentent un certain nombre de défis nouveaux pour les médias et les autres secteurs établis de longue date. Certains s'inquiètent par exemple de l'absence de contrôle de la qualité, et du fait que certaines sources d'informations peu fiables se substituent aux médias traditionnels – alors même que d'autres saluent précisément la possibilité offerte de court-circuiter les canaux d'informations traditionnels. Les médias établis de longue date contribuent eux-mêmes au changement : désormais, de nombreux journaux proposent une version en ligne de chaque numéro, accompagnée d'un blog.

Graphique 6.6. Prolifération des blogs

Nombre de blogs recensés par Technorati (en millions)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405561488717>

Source : Technorati, juin 2007.

Quelles implications pour l'éducation ?

- La surabondance des informations disponibles donne naissance à une polémique fréquente : est-il toujours utile d'enseigner des connaissances factuelles aux élèves ? Quelle importance revêt la base factuelle pour l'apprentissage ? Quelle est la meilleure approche pour inculquer aux élèves la capacité à digérer et à interpréter l'information ?
- De plus en plus, les établissements scolaires, les enseignants et les élèves sont capables d'accéder à des ressources éducatives en ligne, par ailleurs ouvertes à n'importe quel individu ou groupe. Quelle est l'importance réelle de ces supports d'apprentissage, et quelles sont les orientations à prendre dans ce domaine ?
- Avec la montée en puissance des contenus créés par les utilisateurs, l'Internet est désormais un outil de téléchargement non seulement depuis, mais également vers, les serveurs. Ce phénomène remet-il en question le statut des écoles et des connaissances traditionnelles, ou contribue-t-il à améliorer la qualité de l'éducation ? Ne revêt-il pas plutôt une importance particulière pour la mission de base de l'éducation ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Sites Internet de l'OCDE utilisés

- Portail de l'OCDE sur le haut débit : www.oecd.org/sti/ict/broadband.
- Indicateurs des technologies standard de l'OCDE : www.oecd.org/sti/ict.

Autres sites Internet utilisés

- Intel (nombre de transistors sur une puce) : http://download.intel.com/museum/Moores_Law/Printed_Materials/Moores_Law_Backgrounder.pdf.
- Netcraft (nombre de sites Internet) : www.netcraft.com.
- Technorati (nombre de blogs) : www.technorati.com/weblog/2006/11/161.html.
- Wikipédia (nombre d'entrées) : <http://stats.wikimedia.org/EN/TablesWikipediaZZ.htm>.

Pour approfondir

- OCDE (2006), *Perspectives des technologies de l'information*, Édition 2006, Éditions de l'OCDE, Paris.

Projets du CERI en rapport avec ce thème

- Les apprenants du nouveau millénaire : www.oecd.org/edu/nml.
- Les ressources éducatives en libre accès : www.oecd.org/edu/oer.

Définitions et indicateurs

- *Haut débit* : Selon la définition proposée par l'OCDE, le haut débit est une connexion Internet offrant une vitesse de téléchargement égale ou supérieure à 256 kbit/s.

Chapitre 7

Les citoyens et l'État

- NOUVELLES FORMES DE PARTICIPATION POLITIQUE
- RÔLE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE – VERS UN « RÉTRÉCISSEMENT » DU POUVOIR CENTRAL ?

Dans les pays de l'OCDE, la relation entre les individus, l'État et la société a enregistré de profondes mutations au cours des dernières décennies. Dans certains cas, ces mutations ont eu pour effet d'instaurer des rapports moins hiérarchiques entre la société et l'État. Dans d'autres, ces évolutions se sont traduites par une montée en puissance des lois du marché, parfois au détriment de l'équité. De toutes parts, on note, non sans inquiétude, un repli de la confiance de l'opinion dans le processus politique, parallèlement à l'influence croissante exercée par les médias.

L'analyse que nous proposons ici s'articule autour de deux grands ensembles de tendances :

- Les nouvelles formes de participation politique : autrefois incarnée principalement par l'acte de vote, la participation politique est désormais plus diffuse, et laisse davantage de place aux femmes.
- La nature du gouvernement lui-même, nombre de pays s'efforçant de remplacer peu à peu l'État-providence par un système basé sur une nouvelle répartition des responsabilités.

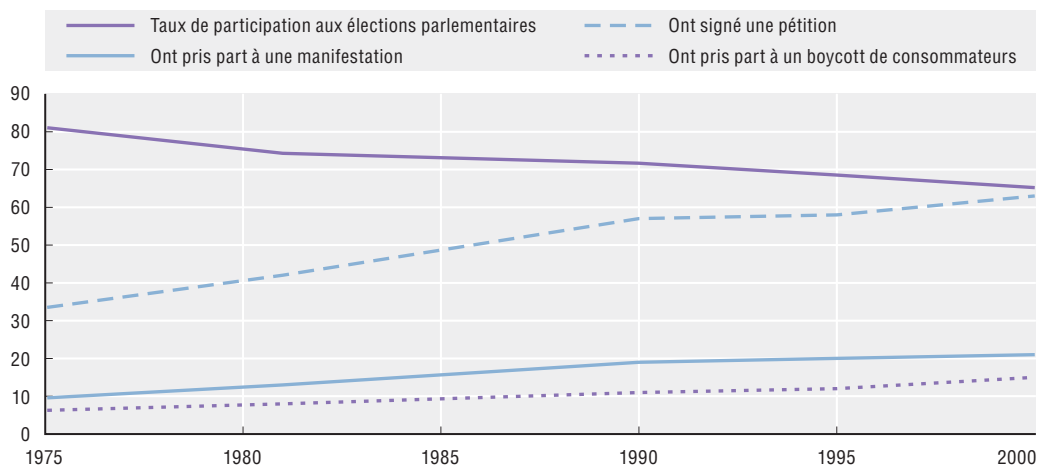
Dans ce domaine, de nombreuses autres tendances affectent l'éducation ; nous n'avons toutefois pas pu avoir accès aux données internationales s'y rapportant. En elle-même, cette dimension internationale a un impact sur de nombreux pays, car la mesure dans laquelle le pouvoir et l'influence se sont progressivement déplacés vers l'échelon supranational affecte également les mécanismes traditionnellement à l'œuvre dans l'élaboration des politiques publiques (notamment dans le domaine de l'éducation).

NOUVELLES FORMES DE PARTICIPATION POLITIQUE

Traditionnellement, les partis politiques et l'acte de vote constituent la principale forme de participation au processus politique. Le problème est que l'on observe une attitude de plus en plus critique – voire indifférente – vis-à-vis de l'autorité établie. En dépit de quelques exceptions notables observées récemment, les données internationales laissent en effet apparaître une baisse de la participation électorale. Cette tendance est toutefois enregistrée parallèlement à une évolution contraire, à savoir une montée en puissance des formes alternatives de participation politique, associée à l'expression directe de l'opinion sur certaines questions spécifiques. Concernant la participation à la vie politique, une tendance nette se dessine en faveur d'une représentation croissante des femmes au sein des Parlements nationaux, de nombreux pays présentant encore récemment un déséquilibre très marqué en faveur des hommes. Ces tendances soulèvent, de toute évidence, un certain nombre de questions concernant l'éducation : dans quelle mesure celle-ci contribue-t-elle à l'éveil de la conscience civique et sociale ? Comment concilier cette dimension avec d'autres objectifs, tels que l'amélioration des retombées cognitives ?

Graphique 7.1. Tendance à la baisse de la participation électorale, mais montée en puissance des formes de participation alternatives

Participation électorale et % des personnes interrogées ayant pris part à diverses autres formes d'action politique dans certains pays de l'OCDE entre 1975 et 1999



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405588215818>

Note : Parmi les pays de l'OCDE pris en compte figurent : l'Autriche, la Finlande, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Source : IDEA, 2002 (pour la participation électorale – reproduit avec la permission de IDEA © International Institute for Democracy and Electoral Assistance) et *World and European Value Surveys* (pour les formes alternatives de participation politique).

Les taux de participation électorale enregistrés dans huit pays font apparaître un désintéressement progressif de la population depuis les années 70. Cette tendance générale à la baisse de la participation électorale peut toutefois s'inverser, comme l'ont montré les élections organisées récemment en France et aux Pays-Bas. La participation à d'autres formes d'action politique, telles que la signature de pétitions, la participation à des manifestations ou à des boycotts, semble quant à elle en plein essor. Selon une autre analyse de l'OCDE, on assisterait à l'heure actuelle à une montée en puissance de l'engagement en faveur de causes spécifiques. Et cette tendance ne serait pas sans lien avec la prolifération des activités liées à l'Internet, évoquée plus haut.

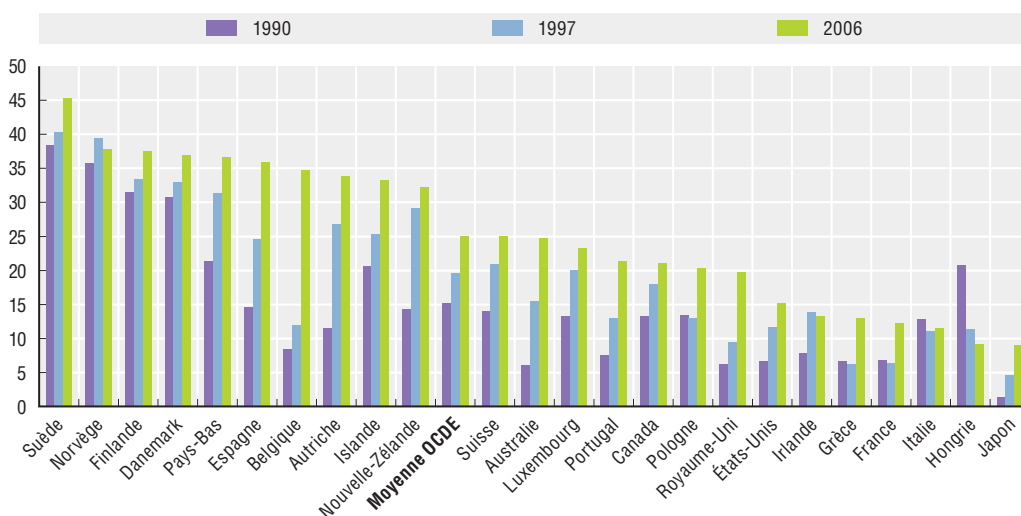
Bien qu'une forme d'activité semble être remplacée par une autre, on peut toutefois s'inquiéter de cette baisse continue de la volonté de jouer un rôle actif au sein des Parlements et des gouvernements élus et, de façon plus générale, de l'intérêt éprouvé vis-à-vis de ceux-ci. On peut en revanche espérer que la participation directe soit le signe d'une conscience civique et d'une prise de

décision plus informées, mais aussi d'une participation active accrue des citoyens et des communautés locales.

On assiste non seulement à une évolution du comportement des électeurs, mais aussi à un glissement progressif vers une féminisation des élus. Le graphique ci-dessous fait apparaître deux tendances nettes, tout en soulignant à quel point les cultures nationales divergent concernant la place des femmes en politique. Tout d'abord, il convient de noter que les hommes sont toujours majoritaires au sein des Parlements des pays de l'OCDE : en effet, on compte en moyenne trois hommes pour une femme dans ce domaine. Dans certains pays, ce déséquilibre est encore plus flagrant, allant même jusqu'à s'aggraver dans certains cas (on pense notamment à la Hongrie). La seconde tendance – plus positive – qui se dessine est qu'à l'heure actuelle, le pourcentage de femmes au sein des Parlements est en hausse dans la plupart des pays. Celle-ci est rapide, notamment dans les pays où les femmes étaient fortement sous-représentées en politique, le gain moyen se situant de 15 % à 25 % en 15 ans seulement. Dans certains pays, tels que la Belgique, l'Autriche et l'Australie, cette hausse a été exponentielle. Notons que les pays scandinaves sont, de loin, les mieux classés en termes de parité hommes/femmes.

Graphique 7.2. Davantage de parité au sein des Parlements

Pourcentage de femmes au sein des Parlements de certains pays de l'OCDE



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405633322056>

Note : Les pays sélectionnés sont ceux pour lesquels on dispose de données suffisantes pour les trois périodes.

Source : OCDE (2007), *Women and Men in OECD Countries*.

Quelles implications pour l'éducation ?

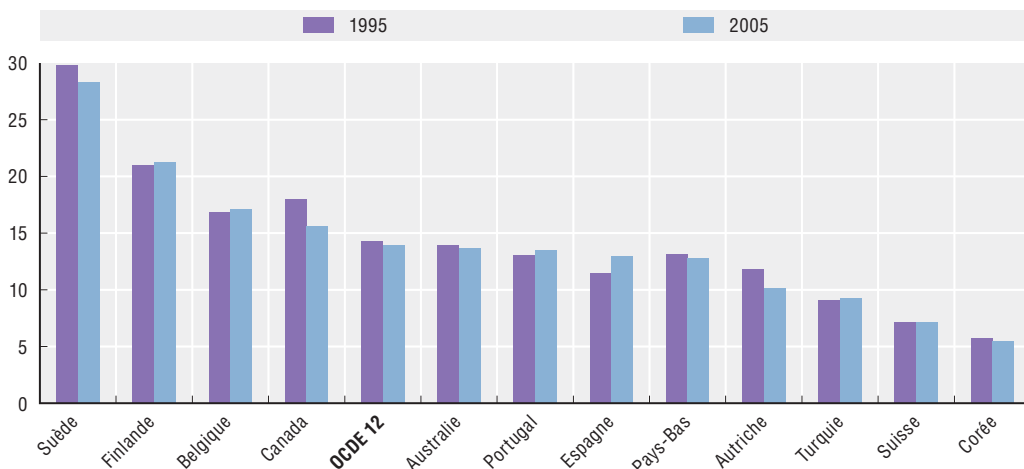
- Susciter un éveil de la citoyenneté active et de la responsabilité civique est l'une des missions fondamentales de tout système éducatif. Quel doit être le rôle spécifique des écoles dans cet éveil de l'aptitude civique ? Cette mission s'effectue-t-elle au détriment des autres objectifs et priorités plus conventionnels assignés à l'éducation ?
- Les écoles doivent-elles contribuer à façonner les mentalités nécessaires à une pleine participation à la vie civique, en offrant aux élèves davantage d'opportunités de se faire entendre, de participer et de collaborer dans le cadre des processus décisionnels intra-établissement ?
- Quel impact le rôle accru des femmes en politique a-t-il (le cas échéant) sur l'éducation ?

RÔLE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE – VERS UN « RÉTRÉCISSEMENT » DU POUVOIR CENTRAL ?

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un consensus a peu à peu émergé dans de nombreux pays concernant la nécessité de mettre en place une action gouvernementale et des services publics destinés à assurer la base de la protection sociale, de la santé, de la retraite et de l'éducation. À l'inverse, depuis les années 80, on observe (à des degrés divers selon les pays) un glissement en faveur d'une réduction de « l'empreinte » gouvernementale, d'une décentralisation, laissant une place accrue aux mécanismes d'incitation émanant du marché. Dans les pays concernés, il s'agissait de réduire les dépenses, de tenir compte de la forte croissance enregistrée immédiatement après la guerre, d'accroître l'efficacité des dispositifs sociaux, de mieux répondre aux attentes des consommateurs, ou simplement de mettre en pratique des idées nouvelles. La position adoptée vis-à-vis de l'importance des dépenses publiques et de l'ampleur des emplois du secteur public – deux aspects ayant des conséquences directes sur l'éducation – varie très largement d'un pays à l'autre. En règle générale, aucune baisse drastique des moyens publics n'a été observée.

Graphique 7.3. Légère baisse des emplois du secteur public

Part des emplois du secteur public (%) dans les emplois totaux, dans certains pays de l'OCDE



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405636518700>

Note : 1995, 2005 ou année la plus proche pour laquelle on dispose de données suffisantes.

Source : OCDE (2008), « Employment in Government in the Perspective of the Production Costs of Goods and Services in the Public Domain » (www.oecd.org/LongAbstract/0,3425,es_2825_495698_40027479_1_1_1_1,00.html).

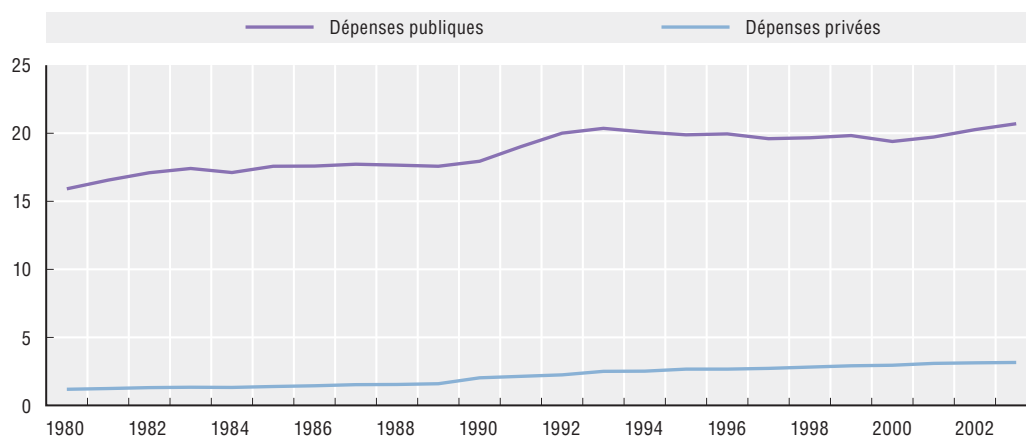
Le poids des emplois du secteur public dans les emplois totaux varie considérablement d'un pays à l'autre, de 5 % environ en Corée à près de 30 % en Suède. Une légère baisse a été observée en la matière, puisque le pourcentage des emplois publics est passé de 14,2 % en moyenne en 1995 à 13,9 % en 2005. Cette tendance reflète toutefois les choix opposés des pays pris en compte, certains ayant décidé d'augmenter la part des emplois du secteur public et d'autres, de la réduire. La baisse de plus de 2 points de pourcentage enregistrée par le Canada fait figure d'exception. Nous pouvons en déduire que même si le discours a changé, la réalité qu'il recouvre est davantage dans la continuité. Et même lorsque les pouvoirs publics ont engagé un processus de décentralisation ou de privatisation, celui-ci s'est souvent accompagné d'une série de réglementations strictes : la nouvelle répartition des responsabilités ne se traduirait donc pas nécessairement par un affaiblissement du pouvoir central.

Depuis les années 80, la part des dépenses publiques dans le PIB, alors en pleine croissance, n'a cessé d'augmenter, quoiqu'à un rythme inférieur à celui enregistré dans les années 60 et 70. La moyenne de l'OCDE a ainsi augmenté jusqu'à atteindre près d'un cinquième du PIB (20.4 %) en 1993. Elle a ensuite effectué un repli de près d'1 point de pourcentage entre 1993 et 2000, avant de repartir à la hausse jusqu'en 2003, atteignant alors un niveau supérieur à celui de 1993. Parallèlement, depuis les années 80, les pays de l'OCDE ont enregistré, en moyenne, une progression lente mais régulière des dépenses sociales émanant du secteur privé, qui représentent à l'heure actuelle près de 3.2 % du PIB. Cette moyenne masque toutefois de fortes disparités nationales.

Cet indicateur est le fruit d'un large panel de programmes dont le point commun était d'opérer un glissement des responsabilités sociales de l'État vers les individus et les entreprises privées. Cette stratégie reposait, notamment, sur des mesures visant à réinsérer les chômeurs sur le marché du travail ; à transférer aux entreprises une partie des responsabilités relatives à la protection sociale de leurs employés ; à privatiser les régimes d'assurance en matière de santé ; à mettre en place des droits d'inscription dans l'enseignement supérieur ou à en augmenter le montant, etc.

Graphique 7.4. Hausse progressive des dépenses sociales publiques et privées entre 1980 et 2003

Dépenses sociales brutes des secteurs public et privé, en % du PIB dans la zone OCDE, entre 1980 et 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405640788184>

Note : Selon la définition proposée par l'OCDE, les dépenses sociales comprennent : les prestations en espèces (retraites, compléments de ressources lors des congés maternité, et allocations versées au titre de l'aide sociale, par exemple), les services sociaux (allocations familiales, aide aux personnes âgées et aux personnes handicapées, par exemple) et les allègements fiscaux à visée sociale (déductions fiscales en faveur des familles avec enfants, ou dispositions fiscales favorables applicables aux souscriptions à des régimes de couverture santé privés, par exemple).

Source : Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales.

Quelles implications pour l'éducation ?

- Quelles connaissances et quelles compétences spécifiques les individus doivent-ils posséder pour prendre les décisions qui leur incombent désormais concernant le financement de la santé, de la retraite, de l'enseignement supérieur, etc. – autant de points relevant autrefois de la seule responsabilité de l'État ? Les écoles doivent-elles jouer un rôle accru en la matière ?
- Dès lors que le financement de l'éducation repose davantage sur les dépenses privées, quel impact peut-on anticiper en termes d'équité du système éducatif ?
- Le glissement se situe généralement davantage au niveau du discours que des faits : est-ce une bonne ou une mauvaise chose pour l'éducation ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Publications de l'OCDE utilisées

- OCDE (2006), Rapport préliminaire dans le cadre du projet « Management in Government : Comparative Country Data ».
- OCDE (2007), *Women and Men in OECD Countries*, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE, Base de données sur les dépenses sociales : www.oecd.org/els/social/expenditure.

Autres publications utilisées

- IDEA (2002), *Voter Turnout since 1945: A Global Report*, International IDEA, Stockholm.
- Inglehart, R. et C. Catterberg (2002), « Trends in Political Action: The Developmental Trend and the Post-Honeymoon Decline », *International Journal of Comparative Sociology*, vol. (43), pp. 300-316.

Site Internet utilisé

- Site Internet de l'IDEA : www.idea.int.

Pour approfondir

- OCDE (2002), *La gouvernance au XXI^e siècle*, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la société*, Édition 2006, Éditions de l'OCDE, Paris.

Définitions et indicateurs

- *Dépenses sociales* : Pour être considérées comme « sociales », les prestations doivent répondre à au moins un objectif social. Les prestations (qu'elles soient effectuées en espèces, directement « en nature » sous forme de biens et de services, ou encore sous forme d'allègements fiscaux à visée sociale) peuvent être ciblées sur les ménages à faibles revenus, mais également sur les personnes âgées, les handicapés, les malades, les chômeurs ou les jeunes.

Chapitre 8

Liens sociaux et valeurs sociales

- DIVERSITÉ ACCRUE DES MODÈLES FAMILIAUX
- MOINS D'INTERACTION SOCIALE ?
- ÉVOLUTION DES VALEURS

Ce chapitre s'intéresse principalement aux liens entre les individus et leur environnement social et culturel, qui affectent profondément les modes de vie. Nous ne disposons, bien souvent, que de rares données probantes concernant les facteurs sociaux et culturels ayant un impact sur l'éducation. L'analyse que nous proposons ici porte donc essentiellement sur trois domaines, dans lesquels les données internationales permettent de procéder à des comparaisons au fil du temps :

- diversité accrue des modèles familiaux ;
- interaction communautaire et sociale ;
- évolution des valeurs.

Il est souvent difficile de faire preuve d'objectivité lorsque l'on étudie l'évolution de la famille en tant qu'unité sociale ; il s'agit en effet d'un thème à forte charge émotionnelle. La description des tendances en matière de mariage, de divorce et de monoparentalité que nous proposons ici n'a pas pour objet d'établir un jugement et des priorités d'ordre moral, mais bien de mettre en lumière certains aspects clés de la diversification des modèles familiaux, car ceux-ci ont un impact indéniable sur l'éducation.

La nature du « liant » assurant la cohésion de la société est parfois désignée par le terme « capital social ». Celui-ci met l'accent sur la richesse des liens qui unissent les individus, soulignant le fait que les membres de la société partagent, implicitement, les valeurs que sont la confiance et la coopération. On entend souvent dire, de nos jours, que l'on assiste à une déperdition du capital social dans la mesure où nous menons désormais une vie plus individualiste et détachée de nos congénères, au détriment de la confiance interpersonnelle. Les données probantes dont nous disposons suggèrent toutefois qu'à l'échelon international, la situation est bien plus nuancée.

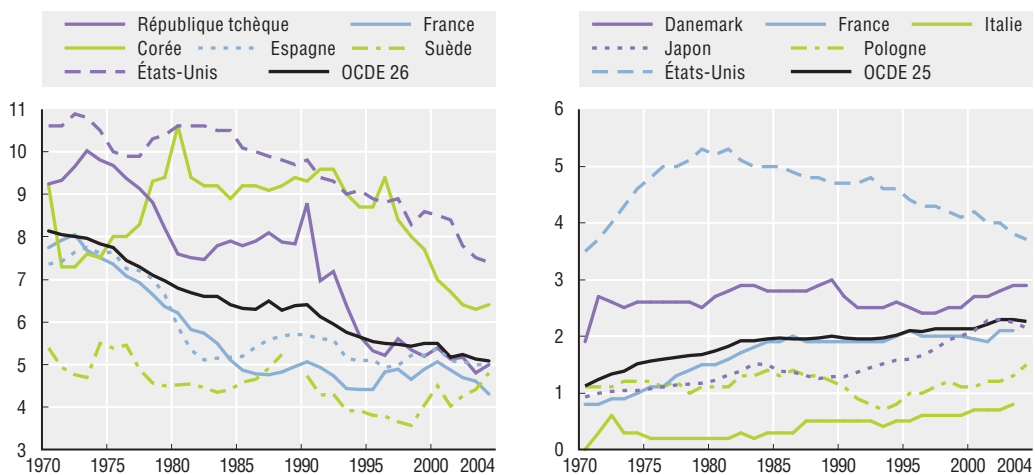
Chacun sait combien il est difficile de rendre compte des valeurs à l'aide d'instruments de mesure concrets. Menée depuis de nombreuses années à l'échelon mondial, l'enquête World Values Survey constitue désormais une source unique de données internationales relatives aux tendances subjectives. En matière de valeurs, ces tendances font apparaître de grandes évolutions communes à la quasi-totalité des pays, nuancées toutefois par la persistance de certains écarts nationaux notables.

DIVERSITÉ ACCRUE DES MODÈLES FAMILIAUX

Le concept de famille n'est pas gravé dans le marbre. Au XIX^e siècle, la famille élargie était ainsi une unité économique centrale, tout comme les réseaux sociaux. Le modèle de la famille nucléaire, dans lequel la mère s'occupait des enfants tandis que le père travaillait à l'extérieur, a dominé la première moitié du XX^e siècle. De nos jours, les structures familiales continuent d'évoluer : le mariage est moins systématique ; de plus en plus de couples optent pour la vie à deux sans passer par le mariage ; les séparations et les divorces sont plus fréquents, et les familles monoparentales de plus en plus nombreuses. On assiste à une fragmentation de la famille nucléaire, au profit de configurations personnelles plus complexes, parallèlement à la diversification des modèles familiaux induite par les migrations. Ces tendances ont de toute évidence un impact sur l'éducation, étant donné que la réussite scolaire dépend, en grande partie, des relations entre la famille et l'école.

Graphique 8.1. Le mariage, une institution en perte de vitesse

Nombre annuel de mariages (à gauche) et de divorces (à droite) par millier d'habitants



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/443183584066>

Source : OCDE (2007), *Panorama de la société*.

Les taux de nuptialité ont chuté dans la majeure partie des pays de l'OCDE sur la période 1970-2004, passant de plus de 8 mariages/an pour 1 000 habitants à seulement 5 mariages/an pour 1 000 habitants dans l'ensemble de la zone OCDE. Le graphique ci-dessus souligne la grande diversité des situations et des modèles nationaux, certains pays enregistrant une légère hausse de la popularité du mariage dans les années 70 avant que celle-ci n'opère un repli dans les années 80 – ou plus récemment encore, comme dans le cas de la Corée. D'autres pays se trouvent en permanence sous la moyenne, du fait d'une baisse continue de la nuptialité ces 35 dernières années. Indicateur complémentaire, le taux de divorce a quant à lui enregistré une évolution à la hausse, atteignant en 2004 un niveau deux fois supérieur à celui de 1970 pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Il existe des écarts notables, notamment dans certains pays (l'Italie, par exemple) où le taux de divorce, bien qu'en hausse, est encore largement inférieur à la majorité des autres pays. Affichant un taux très élevé dans les années 70, les États-Unis ont quant à eux enregistré une baisse du divorce, tout en conservant un niveau bien supérieur à la moyenne. Selon d'autres chiffres de l'OCDE, le pourcentage de mariages se terminant par un divorce a atteint près d'un tiers dans une grande partie des pays d'Europe de l'Ouest et du Nord, et la moitié des mariages, voire plus, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

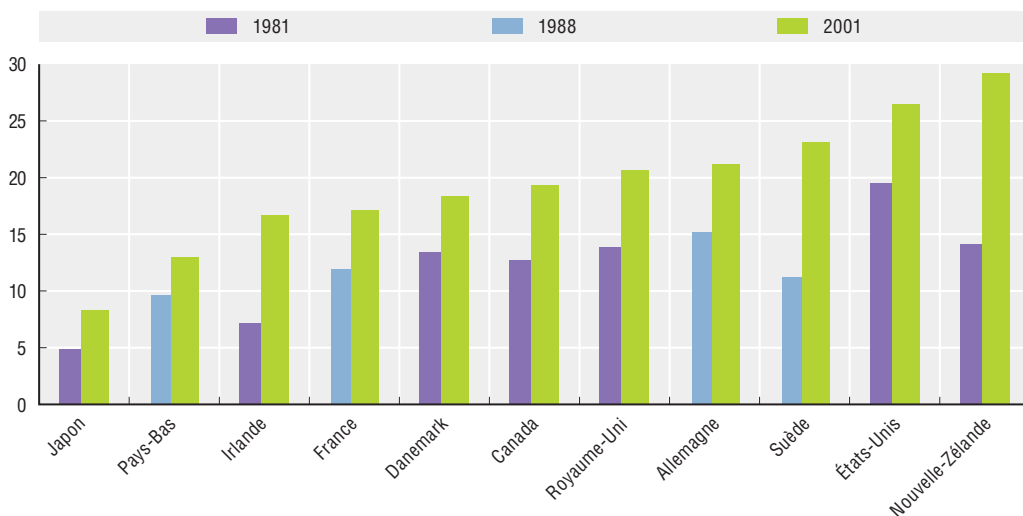
L'une des conséquences de ce phénomène est la montée en puissance de la monoparentalité. Pas moins d'un cinquième à un quart des ménages avec enfant(s) est désormais placé sous l'autorité d'un seul des deux parents. Dans tous les pays, la tendance est à la hausse, en dépit d'écarts très

considérables, comme l'indiquent les 8 % et les 28 % enregistrés au Japon et en Nouvelle-Zélande, respectivement.

Cela signifie que les enfants grandissent dans des structures de plus en plus complexes et variées. Le modèle de la famille nucléaire occupe toujours une place centrale, mais les enfants sont de plus en plus nombreux à vivre au sein de familles monoparentales, dans des familles « reconstituées » dans lesquelles l'un des parents, voire les deux, a/ont trouvé un nouveau partenaire (lui-même ayant éventuellement d'autres enfants d'une union précédente). Les enfants sont également de plus en plus nombreux à faire la navette entre les deux parents. Cela s'accompagne de risques accrus d'instabilité du point de vue des enfants. L'une des conséquences de ce phénomène est la chute rapide de la natalité, évoquée plus haut. La diversité socioculturelle accrue signifie, à l'inverse, que certaines catégories de la société restent fidèles aux schémas familiaux plus traditionnels. La diversité qui caractérise de plus en plus la vie de famille se reflète dans celle des situations émotionnelles et économiques dans lesquelles les jeunes se retrouvent.

Graphique 8.2. Davantage de familles monoparentales

Pourcentage de foyers monoparentaux



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405648686006>

Note : Les années de référence sont 1981, 1988 ou l'année la plus proche pour laquelle on dispose de données suffisantes ; les données les plus récentes datent toutes de 2001 ou de l'année la plus proche pour laquelle on dispose de données suffisantes.

Source : *The Clearing House on International Developments in Child, Youth and Family Policies* de l'Université de Columbia, hormis pour la Nouvelle-Zélande, dont les données sont issues des recensements de la population de 1981 et 2001.

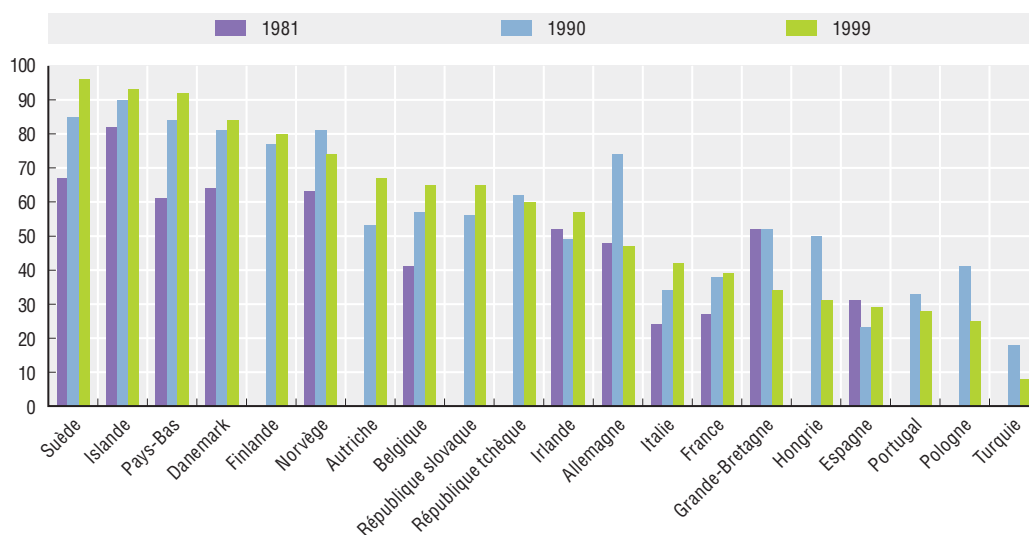
Quelles implications pour l'éducation ?

- L'efficacité de l'éducation dépend en partie des relations entre la famille et l'école. La diversité accrue des structures familiales affecte-t-elle la nature de ces relations ?
- Combinée à la montée en puissance de la monoparentalité, la prédominance des femmes dans le corps enseignant (notamment aux niveaux préprimaire et primaire) est-elle à l'origine d'un déséquilibre à long terme lié à l'absence de modèle masculin pour de nombreux enfants ?
- La diversification des structures familiales modifie-t-elle l'équilibre des responsabilités entre les enseignants et les parents ? Écoles et enseignants peuvent-ils – et doivent-ils – contribuer davantage à socialiser les enfants ?

MOINS D'INTERACTION SOCIALE ?

Dans quel type de société et de communauté vivons-nous ? Nous savons, d'après l'expérience quotidienne, que notre vie s'articule davantage autour de la mobilité, et moins autour de communautés résidentielles et sociales stables. Le confort matériel (voir le chapitre suivant) contribue également à cette évolution, car les besoins de chaque famille sont moins liés à ses voisins immédiats. Il semble que nous vivions dans un monde plus individualiste, marqué par un déclin du sentiment d'appartenance aux références traditionnelles que sont la communauté, l'église ou le lieu de travail. Parallèlement, la notion de « société des réseaux » laisserait plutôt entendre que ce sentiment d'appartenance évolue au lieu de disparaître. Que révèlent les données collectées concernant la participation aux activités sociales, aux clubs, et aux associations ? La confiance et la coopération sont-elles en hausse ou en baisse ? Autant de questions clés pour l'éducation, et notamment pour les écoles. Si l'on assiste bel et bien à une montée en puissance de l'individualisme, alors celle-ci aura pour conséquence l'émergence de pratiques consuméristes dans le domaine de l'éducation, au détriment des missions sociales assignées à celle-ci ; d'autre part, si les liens sociaux se défont, cela accroît d'autant la nécessité que l'école serve de « liant » social.

Graphique 8.3. Maintien général de la participation aux associations bénévoles
Pourcentage de personnes engagées dans au moins une association bénévole



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405661348053>

Note : D'après les déclarations des personnes interrogées.

Source : World Values Surveys, 1980, 1990 ; European Values Survey, 1999.

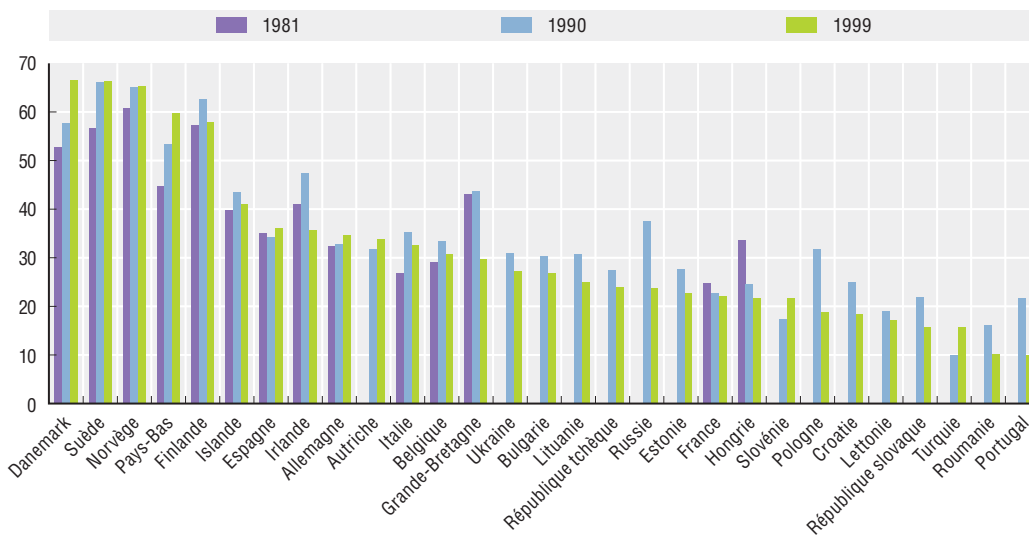
Les données collectées au cours des deux dernières décennies du XX^e siècle ne confirment nullement une tendance générale au déclin des activités sociales, comme en témoigne la recrudescence des adhésions aux associations bénévoles. Il convient de noter que cette évolution est observée parallèlement à la baisse de la participation à certaines structures traditionnelles telles que l'église et les syndicats. Déjà élevé, le nombre d'adhérents aux associations bénévoles augmente dans les pays scandinaves et dans certains autres pays européens, tandis qu'il se maintient ou fluctue ailleurs, et semble diminuer au Royaume-Uni, dans certains pays d'Europe centrale et orientale, au Portugal et en Turquie. Les mêmes tendances nationales se dessinent concernant un autre indicateur, axé quant à lui sur une forme d'engagement plus volontaire, à savoir les activités bénévoles non rémunérées. Les larges disparités nationales s'expliquent par un seul et même phénomène : l'engagement semble prendre de l'ampleur dans les pays où il est déjà important, et s'essouffler là où il était auparavant limité ; en d'autres termes, on assiste à un creusement des écarts nationaux observés en termes d'activités sociales.

En revanche, les réponses obtenues à la question « En règle générale, faites-vous confiance aux autres ? » (à savoir « oui » ou « on n'est jamais trop prudent ») révèlent, là encore, que le degré de confiance générale est élevé, voire en hausse, dans les pays scandinaves et aux Pays-Bas, tandis qu'il est bas et en baisse dans plusieurs pays d'Europe du Sud, d'Europe centrale et orientale. Naturellement, il s'agit là d'une question très générale, qui ne permet pas de mettre en évidence les situations qui suscitent la confiance ou la méfiance. Cette question ne permet pas non plus de déterminer si certaines catégories d'individus (hommes politiques, fonctionnaires, ou encore enseignants, par exemple) suscitent, ou non, la confiance générale.

De façon générale, un faible niveau de participation aux associations bénévoles va de pair avec un faible degré de confiance. Cette règle compte toutefois des exceptions : ainsi, le Portugal et l'Espagne enregistrent tous deux de faibles performances concernant les adhésions aux associations bénévoles, mais alors que la confiance générale est plus basse au Portugal que dans tout autre pays représenté ci-dessous, l'Espagne suit immédiatement les pays scandinaves, dans lesquels la confiance est la plus élevée. Ces données suggèrent bel et bien que la qualité des relations sociales requiert notre attention, car elle est en baisse dans certains pays.

Graphique 8.4. Confiance interpersonnelle : des écarts considérables, mais aucune tendance marquée

Pourcentage de participants aux *World and European Values Surveys* ayant déclaré « faire confiance aux autres, en règle générale »



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405684625418>

Source : World Values Surveys, 1980, 1990 ; European Values Survey, 1999.

Quelles implications pour l'éducation ?

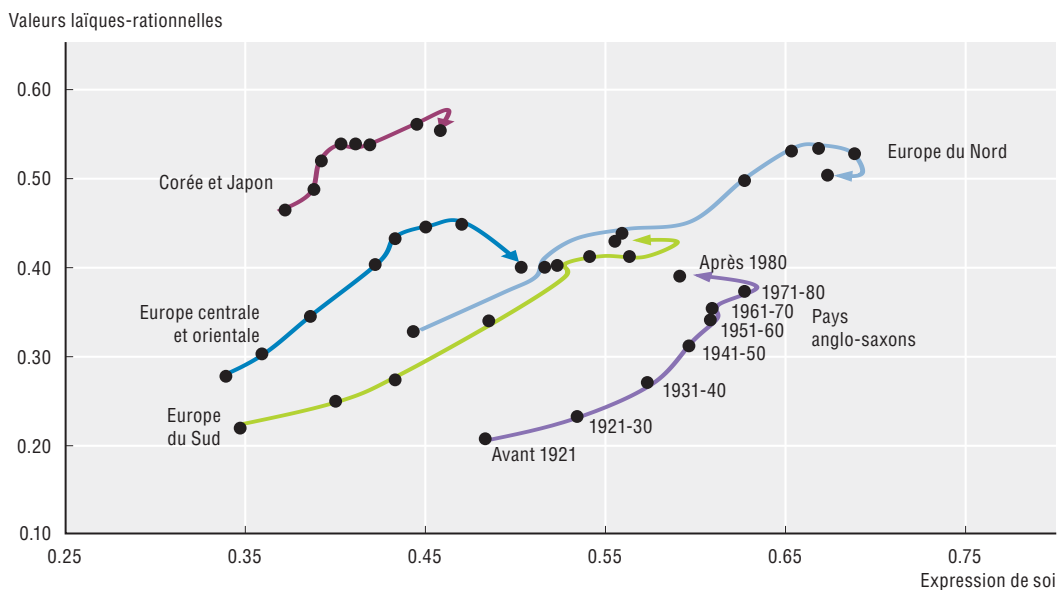
- En présence d'un faible degré de confiance et d'engagement social dans un pays ou une région, où se situe l'école ?
- La qualité des relations sociales contribue-t-elle à la réussite scolaire ? Dans quelle mesure l'apprentissage repose-t-il sur la confiance ?
- Si le niveau de participation aux associations bénévoles pâtit de la place prépondérante accordée au travail dans la vie quotidienne, qu'en est-il de la disponibilité des parents vis-à-vis de l'école ?

ÉVOLUTION DES VALEURS

Fondement essentiel de la société, les valeurs sont, par nature, difficiles à appréhender à l'aide des instruments de mesure traditionnels. Depuis de nombreuses années, l'enquête World Values Survey s'efforce de relever ce défi : la présente section donne un aperçu partiel des principaux résultats obtenus. La tendance générale observée est la suivante : chaque tranche d'âge accorde plus d'importance que la précédente à l'expression de soi et à la qualité de vie, et moins d'importance que la précédente aux sources traditionnelles de l'autorité (religion, famille et patrie). Bien que ces tendances soient observées dans le monde entier, on note toutefois des écarts importants entre différents groupes de pays. Éducation et valeurs sont intrinsèquement liées : l'école est en effet l'un des lieux où s'effectue l'apprentissage des valeurs sociales. Toute évolution des valeurs au sein de la société au sens large a donc un impact majeur, bien que diffus, sur les activités et la mission des écoles.

Graphique 8.5. Évolution des valeurs dans le monde : montée en puissance des valeurs laïques et de l'expression de soi

Analyse factorielle des positions de valeurs de différentes générations dans différentes régions



Note : Ce graphique résulte d'une analyse factorielle dans laquelle un certain nombre de covariables représentent un facteur sous-jacent, en l'occurrence les valeurs laïques-rationnelles et l'expression de soi.
Source : World Values Survey, d'après une présentation de Welzel (www.worldvaluessurvey.org).

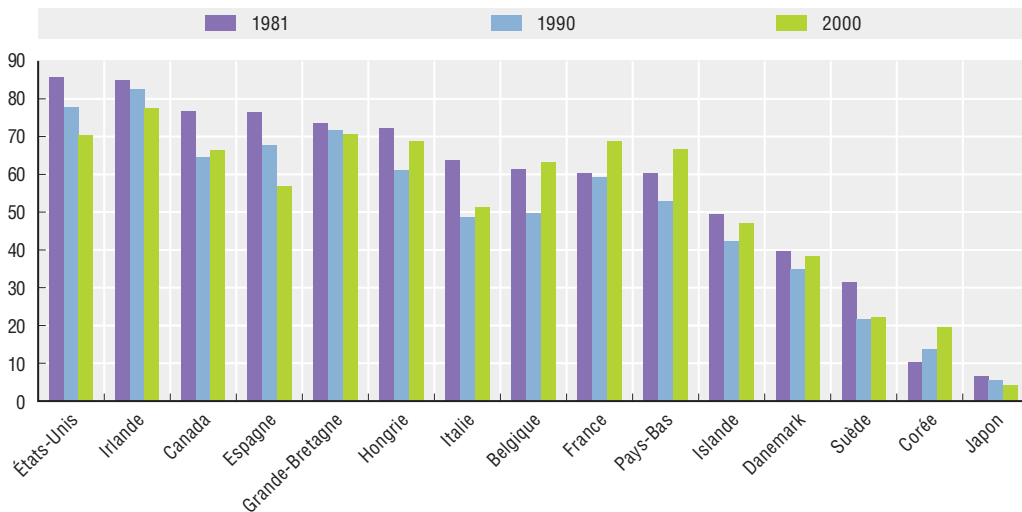
L'enquête World Values Survey a permis de mettre en évidence des tendances mondiales distinctes : par rapport aux générations précédentes, les générations récentes expriment davantage de valeurs relevant de la dimension laïque-rationnelle et de l'expression de soi, des écarts nets étant toutefois observés entre différents groupes de pays. Notons que la tranche d'âge de dix ans la plus récente, soit celle née après 1980, ne suit pas toujours cette tendance ; mais il s'agit sans doute davantage d'un signe de jeunesse que de la preuve d'un quelconque retournement de tendance à long terme. Le renforcement des valeurs laïques-rationnelles est associé au déclin de la pratique religieuse, et est en étroite corrélation avec d'autres évolutions : remise en question de l'autorité ; tolérance accrue vis-à-vis du divorce, de l'avortement, de l'euthanasie et du suicide ; essoufflement du nationalisme. La montée en puissance de l'expression de soi s'effectue au détriment de l'importance autrefois accordée à la sécurité économique et physique, et en faveur d'un essor des valeurs subjectives que sont le bien-être et la qualité de vie. On note par ailleurs un certain nombre d'autres évolutions liées : les valeurs clés à inculquer sont désormais moins la rapidité et le goût du travail difficile, que l'imagination et la tolérance.

L'orientation des valeurs enregistrée dans les différentes régions du monde n'a pas changé, bien que tous les pays connaissent une prospérité accrue et subissent diverses influences d'envergure mondiale. C'est dans les pays d'Europe du Nord et d'Extrême-Orient que sont recensées les orientations laïques-rationnelles les plus marquées, les pays européens accordant toutefois nettement plus d'importance à l'expression de soi que leurs homologues asiatiques. Les pays d'Europe du Nord et les pays anglo-saxons sont les plus favorables à l'expression de soi, ces derniers affichant néanmoins un niveau de valeurs laïques-rationnelles nettement inférieur aux premiers.

Le fait de prôner « un respect accru de l'autorité » peut être le signe d'une approche traditionnelle, mais aussi d'une incertitude face au rythme des évolutions actuelles. Le groupe de pays dans lesquels la nécessité de respecter davantage l'autorité est la moins prononcée est le même que celui enregistrant les scores laïcs-rationnels les plus élevés : il s'agit des pays scandinaves, mais surtout de la Corée et du Japon. L'indicateur relatif à la nécessité de respecter davantage l'autorité fait apparaître des écarts notables entre les pays : il concerne en effet 70 % de la population américaine, contre moins de 5 % des Japonais. Il convient de noter qu'un certain nombre de pays affichaient dans les années 90 une baisse de cet indicateur, suivie d'une reprise en 2000.

Graphique 8.6. Faut-il respecter davantage l'autorité ? 1981-2000

Pourcentage de personnes ayant répondu « oui » à la question « faut-il respecter davantage l'autorité ? », dans certains pays de l'OCDE



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405710441450>

Note : Les pays sélectionnés sont ceux pour lesquels on dispose d'informations suffisantes d'après la World Values Survey.

Source : World Values Survey.

Quelles implications pour l'éducation ?

- Si les jeunes générations d'élèves et d'enseignants accordent moins d'importance à l'autorité, quelles en sont les conséquences pour la dynamique sociale de l'enseignement et, plus fondamentalement, le rôle des enseignants et l'autorité des connaissances scolaires ?
- Si l'on accorde, en règle générale, plus d'importance à l'expression de soi, l'école doit-elle s'efforcer davantage de développer la capacité des élèves à s'exprimer ? Ou doit-elle plutôt concentrer ses efforts sur les objectifs sociaux dont la réalisation n'est pas nécessairement une priorité dans les autres secteurs ?
- La diversité des valeurs à l'échelon international s'avère être un phénomène durable. Dans un monde de plus en plus intégré, cela signifie que les étudiants devront être capables de cohabiter avec des gens aux valeurs différentes. En quoi l'école peut-elle contribuer à sensibiliser les élèves à ces valeurs ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Publication de l'OCDE utilisée

- OCDE (2007), *Panorama de la société*, Édition 2006, Éditions de l'OCDE, Paris.

Autre publication utilisée

- Welzel, C. (2006), « A Human Development View on Value Change Trends (1981-2006) », présentation disponible sur : www.worldvaluessurvey.org.

Sites Internet en rapport avec ce thème

- World Values Survey : www.worldvaluessurvey.org.
- The Clearing House on International Developments in Child, Youth and Family Policies de l'Université de Columbia : www.childpolicyintl.org/.

Pour approfondir

- Inglehart, R. et C. Welzel (2005), *Modernization, Cultural Change and Democracy*, Cambridge University Press.
- Inglehart, R. et W. Baker (2000), « Modernization, Cultural Change and the Persistence of Traditional Values », *American Sociological Review*, vol. 65.
- Inglehart, R. (2000), « Globalization and Post-Modern Values », *The Washington Quarterly*, hiver, pp. 215-228.
- OCDE (2001), *Du bien-être des nations*, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Quel avenir pour nos écoles ?*, Éditions de l'OCDE, Paris.
- Putnam, R.D. (2000), *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, Simon & Schuster, New York.

Définitions et indicateurs

- *Familles monoparentales* : Familles dans lesquelles un parent seul vit avec ses enfants à charge. Les enfants à charge sont tous les enfants âgés de moins de 16 ans et les jeunes âgés de 16 à 24 ans n'exerçant aucune activité rémunérée qui vivent sous le même toit d'au moins l'un de leurs deux parents. Les couples en cohabitation, qui représentent un autre type de modèle familial en plein essor, ne sont plus comptabilisés comme parents seuls, du moins dans la plupart des pays.
- *Participation à des associations bénévoles* : Les données présentées ici sont issues des enquêtes *World Values Surveys* menées en 1981, 1990 et 1999. Cette enquête prend en compte une liste d'associations bénévoles telles que des associations caritatives, des organismes religieux, des groupes éducatifs et artistiques, des groupes militant en faveur des droits de l'homme, des associations sportives (certaines modifications étant toutefois apportées d'une année sur l'autre). Les participants sont invités à répondre à la question : « Faites-vous partie de l'un de ces types d'associations bénévoles ? Si oui, le(s)quel(s) ? ».
- *Valeurs traditionnelles vs. laïques-rationnelles et valeurs de survie vs. d'expression de soi* : Ces deux dimensions expliquent plus de 70 % de la variance transnationale relevée dans l'analyse factorielle de dix indicateurs – et il existe une forte corrélation entre chacune de ces dimensions et d'autres évolutions majeures (*World Values Survey*).
- *Dimension de valeurs traditionnelles vs. laïques-rationnelles* : Celle-ci reflète le contraste entre les sociétés dans lesquelles la religion occupe une place centrale et les autres sociétés. Cette dimension est étroitement liée à un large panel d'autres évolutions. Les sociétés à orientation traditionnelle mettent l'accent sur l'importance des liens parents-enfants et le respect dû à l'autorité, ainsi que sur les normes absolues et les valeurs familiales traditionnelles ; elles s'opposent en revanche

au divorce, à l'avortement, à l'euthanasie et au suicide. Ces sociétés sont fières de leur identité nationale, et adoptent une approche nationaliste. Les sociétés fondées sur des valeurs laïques-rationnelles ont quant à elles une position opposée sur l'ensemble de ces questions.

- *Dimension de valeurs de survie vs. d'expression de soi* : Cette dimension reflète l'ampleur du glissement des priorités : autrefois presque exclusivement axées sur la sécurité économique et physique, celles-ci mettent davantage l'accent sur les valeurs subjectives que sont le bien-être, l'expression de soi et la qualité de vie. Les valeurs liées à l'expression de soi accordent la priorité à la protection de l'environnement, à la tolérance vis-à-vis de la diversité et à la demande accrue de participation aux processus décisionnels économiques et politiques.

Chapitre 9

Une prospérité durable ?

- CROISSANCE DE LA PROSPÉRITÉ, HAUSSE DE LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE
- CREUSEMENT DES INÉGALITÉS
- MODES DE VIE ET RISQUES SANITAIRES

La quasi-totalité des pays de l'OCDE a vu sa prospérité augmenter au cours du XX^e siècle, notamment après la Seconde Guerre mondiale. L'amélioration du confort matériel a de nombreuses conséquences positives – mais pas uniquement.

Ainsi, la hausse de la consommation énergétique entraîne une baisse des ressources et davantage de pollution. Bien que, dans l'ensemble, la prospérité ait augmenté, cette évolution a été bien plus positive pour certains que pour d'autres. L'essor de la consommation et l'évolution des modes de vie se traduisent par de nouveaux risques sanitaires, parmi lesquels l'obésité.

Voici les trois principaux axes de réflexion :

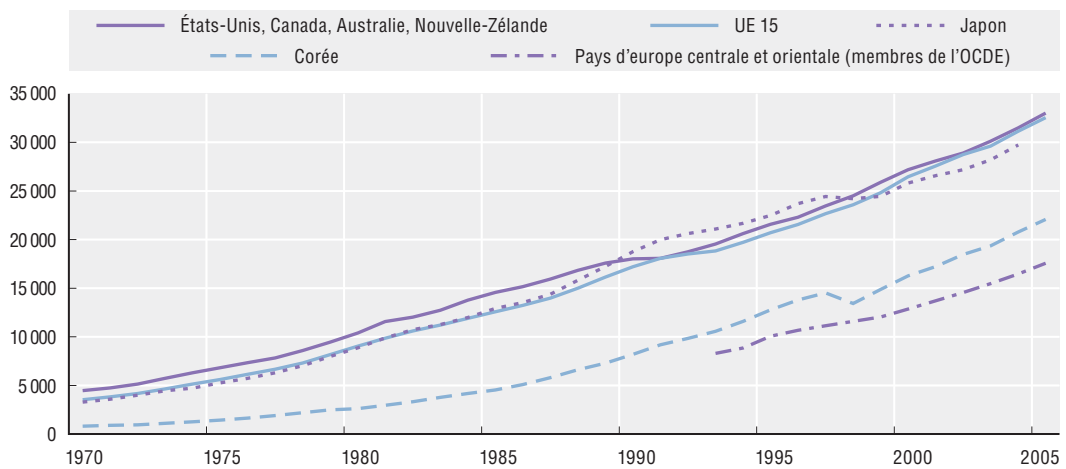
- croissance de la prospérité et augmentation de la consommation énergétique ;
- creusement des inégalités et persistance de la pauvreté ;
- modes de vie et risques sanitaires.

CROISSANCE DE LA PROSPÉRITÉ, HAUSSE DE LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

La croissance économique enregistrée dans la zone OCDE s'est traduite, pour la majeure partie des populations concernées, par une amélioration des conditions de vie. Par ailleurs, en Asie et, dans une moindre mesure, en Amérique du Sud, les pays en développement ont été nombreux à connaître une amélioration des conditions de vie, avec toutefois des écarts considérables d'un pays à l'autre, voire à l'échelon infranational. Cette abondance nouvelle s'accompagne d'une hausse de la consommation, ce qui conduit à s'interroger sur la viabilité de nos pratiques collectives actuelles (tant en termes de volumes consommés que de modes de vie). Si elle permet d'allouer davantage de fonds à l'éducation, cette prospérité peut également se traduire par une tendance à considérer l'éducation comme un bien privé, et non un bien public.

Graphique 9.1. Une prospérité croissante

PIB par habitant dans certains groupes de pays de l'OCDE de 1970 à 2005 (en USD, prix courants et PPA)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405713314704>

Source : OCDE (2007), *Panorama des statistiques de l'OCDE*.

Déjà riches, les pays de l'OCDE ne cessent de s'enrichir (comme en témoigne la hausse de leur PIB par habitant). On observe ainsi, ces 35 dernières années, une évolution très semblable de la prospérité aux États-Unis, au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Union européenne (UE des 15) et au Japon. À l'heure actuelle, la Corée réduit rapidement, en termes relatifs, l'écart qui la sépare de ces pays (en 1970, l'UE des 15 était 4.5 fois plus riche que la Corée, contre 1.5 fois seulement en 2005). Les pays de l'OCDE issus de l'ex-bloc communiste (pays d'Europe centrale et orientale : Hongrie, Pologne, République tchèque et République slovaque) ont quant à eux vu leur prospérité plus que doubler ces dix dernières années.

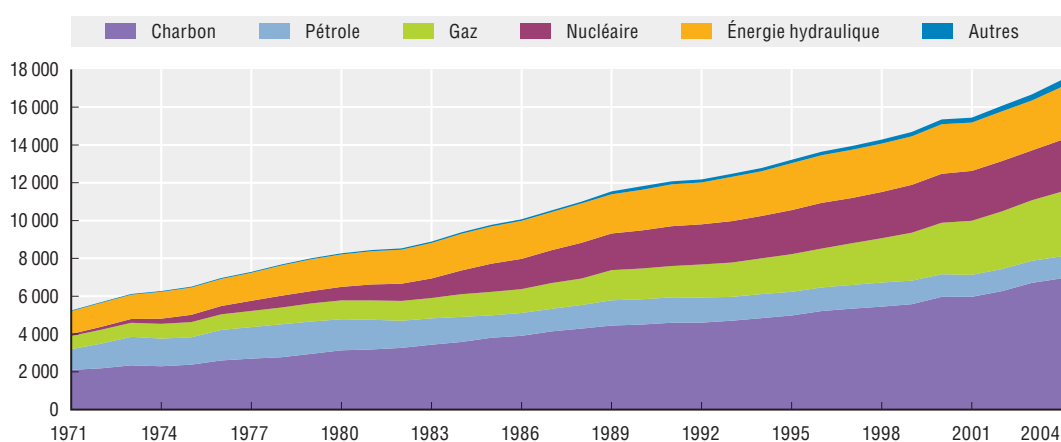
Cette hausse du niveau de richesses a eu un impact majeur sur les pratiques, les valeurs et les mentalités. Certains parlent de « post-matérialisme », soulignant le fait qu'à mesure que les gens se libèrent des contraintes les plus immédiates engendrées par les besoins matériels, ils accordent davantage d'importance au développement et à la liberté personnels. Le chapitre précédent, consacré à l'évolution de la société, a montré que les individus mettaient désormais plus l'accent sur l'expression de soi.

Le graphique ci-dessous met en évidence l'augmentation colossale de la consommation énergétique observée ces trente dernières années ou plus. De seulement 5 500 TWh en 1971, la production mondiale a plus que triplé en trente ans, atteignant 17 450 TWh en 2004 ; selon les prévisions actuelles de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), cette production devrait presque doubler d'ici à 2030, pour atteindre 33 750 TWh. La prospérité s'accompagne de ce qui s'apparente à

un désir insatiable de consommer toujours plus, ce qui amène à s'interroger sur la viabilité de nos pratiques, dans un monde aux ressources limitées et de plus en plus peuplé. L'une des solutions dont nous disposons pour éviter de réduire drastiquement notre consommation énergétique consiste à abandonner progressivement les énergies fossiles en faveur des sources d'énergie renouvelables. La production hydroélectrique a augmenté en termes absolus, mais a chuté en termes relatifs, passant de 23 % de la production totale d'électricité en 1971 à 16 % en 2004, les autres sources alternatives étant encore marginales (en dépit d'une hausse de 300 % de 0.7 à 2.1 % sur la période). Combustible le plus polluant, le charbon est encore la première source d'énergie utilisée pour alimenter les centrales : il s'est en effet maintenu de façon quasi-constante à 40 % du total sur l'ensemble de la période 1971-2004.

Graphique 9.2. Hausse de la consommation énergétique (électricité), la majeure partie des besoins étant encore couverts par des centrales au charbon

Production mondiale d'électricité par type d'énergie, en térawatt-heure (TWh)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405726484818>

Note : 1 térawatt-heure équivaut à 1 milliard (1 000 millions) de kilowatt-heure (le KWh étant l'unité utilisée par les fournisseurs d'électricité pour facturer l'électricité aux consommateurs privés).

Source : OCDE (2007), *Panorama des statistiques de l'OCDE*.

Quelles implications pour l'éducation ?

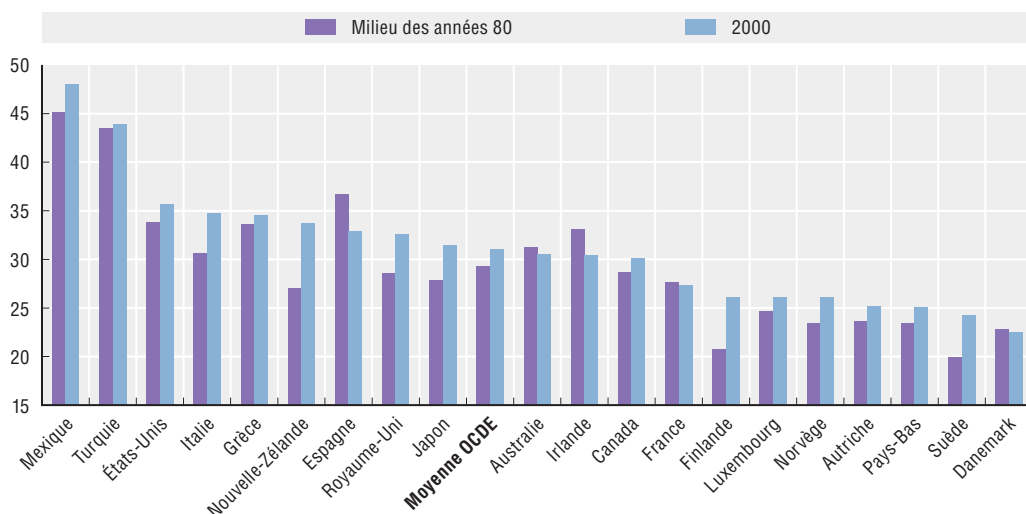
- Dans quelle mesure les jeunes parviennent-ils à concilier leur vie en tant qu'élèves et en tant que consommateurs ? La consommation offrant souvent une satisfaction immédiate, en quoi la montée en puissance du consumérisme affecte-t-elle l'apprentissage, dont les bienfaits sont quant à eux tangibles à plus long terme ?
- La prospérité accrue se traduit-elle par une évolution des mentalités vis-à-vis de l'éducation ? Celle-ci est-elle désormais considérée davantage comme un bien de consommation courante que comme un service public ?
- En quoi l'école contribue-t-elle à faire de nos enfants des citoyens responsables, dotés d'une conscience civique et rompus à des pratiques de consommation durables ? Est-ce, d'ailleurs, le rôle de l'école et des professeurs ?

CREUSEMENT DES INÉGALITÉS

La prospérité économique ne profite pas à tous de la même manière. La part du PIB qui revient aux individus sous la forme des salaires a diminué alors même que les bénéfices atteignaient des niveaux record. Cela crée les conditions propices à un creusement des inégalités, même dans les pays riches de l'OCDE, dès lors que le statut des travailleurs peu qualifiés devient plus précaire que jamais, tandis que prospèrent les personnes à revenus élevés, les mieux placées dans ce contexte. La tendance générale observée depuis le milieu des années 80 penche du côté d'un creusement des inégalités, bien que certains pays soient épargnés. Les évolutions enregistrées d'avant 1914 à nos jours concernant la position des personnes percevant les revenus les plus élevés font apparaître une inversion de la tendance à l'égalisation qui avait perduré jusque dans les années 70. Les inégalités socio-économiques façonnent, dans une large mesure, l'environnement dans lequel évoluent les écoles, le milieu d'origine des élèves ayant une influence déterminante sur leur réussite scolaire.

Graphique 9.3. Tendance à la hausse des inégalités de revenus

Coefficients de Gini pour certains pays de l'OCDE au milieu des années 80 et en 2000



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405733787855>

Source : OCDE (2007), *Panorama des statistiques de l'OCDE*.

Les inégalités n'ont cessé de s'intensifier dans la plupart des pays de l'OCDE durant les quinze années qui ont précédé l'an 2000. Les coefficients de Gini offrent une mesure instantanée des inégalités (0 correspondant à une égalité parfaite, la hausse des inégalités est exprimée de 1 à 100 selon l'intensité). Sur les 20 pays pour lesquels nous pouvons procéder à des comparaisons, 16 ont ainsi enregistré un creusement des inégalités. Les pays d'Europe du Nord comptent, de loin, parmi les plus égalitaires, tandis que le Mexique, la Turquie, les États-Unis et l'Italie sont les plus inégalitaires.

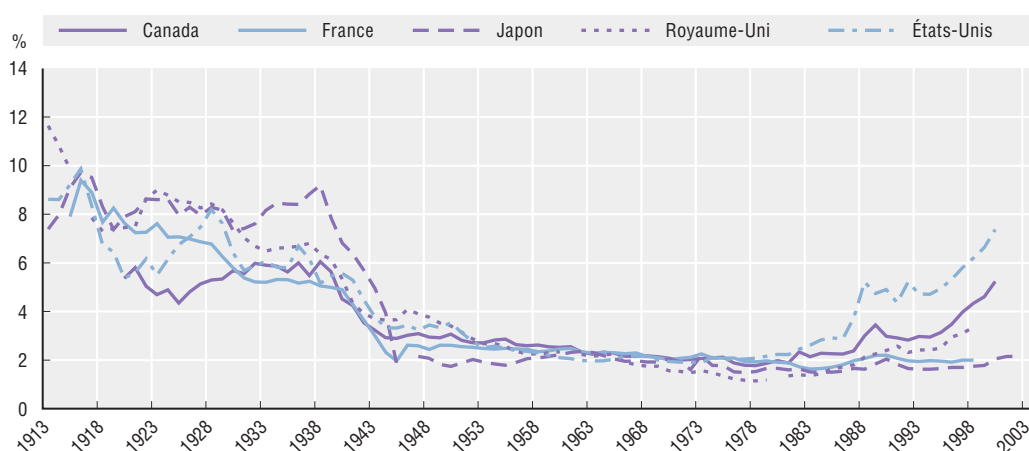
D'autres comparaisons mettent davantage en évidence les inégalités. Le graphique ci-dessous représente ainsi l'évolution à long terme de la part des 0.1 % de revenus les plus élevés parmi l'ensemble de la population. Avant la Seconde Guerre mondiale, le millième le plus aisé gagnait 4 à 8 % des revenus totaux (en d'autres termes, sa part des revenus était 40 à 80 fois supérieure au pourcentage de la population qu'il représentait). Cette part a nettement chuté après la Seconde Guerre mondiale, atteignant un niveau de près de 2 % des revenus totaux dans les années 60 et 70.

Durant les années 80, la part des revenus totaux perçue par le millième le plus aisé de la population rémunérée a commencé à reprendre de l'ampleur au Canada, au Royaume-Uni, mais surtout aux États-Unis : son avantage comparatif a alors regagné le niveau des années 20 et 30. Cette reprise ne concerne cependant pas tous les pays, la France et le Japon stagnent à 2 %.

De toute évidence, la pauvreté affecte bien plus de personnes que les privilèges dont jouit le millième dont il est question ci-dessus. Toutefois, la situation de l'élite contribue dans une large mesure à façonner les mentalités et la culture de l'ensemble de la population, de même que la place accordée aux objectifs sociaux de vaste portée que sont l'équité et la justice.

Graphique 9.4. Les très riches continuent de s'enrichir

Part des 0.1 % de revenus les plus élevés dans 5 pays



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405742502403>

Source : OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi*.

Quelles implications pour l'éducation ?

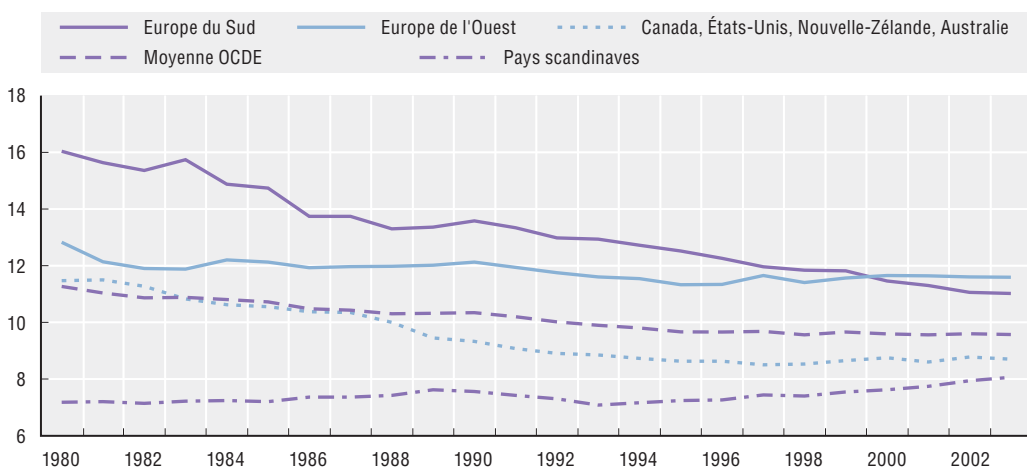
- L'éducation peut certes stimuler la mobilité sociale par le biais des opportunités offertes par la connaissance, mais elle peut également avoir pour effet de reproduire les inégalités lorsque l'accès à l'éducation est réservé à une élite. L'éducation peut-elle servir tous les intérêts, de façon à ne pas renforcer les inégalités ?
- Les inégalités sont-elles une caractéristique inévitable ou même souhaitable de la société ? Comment lutter contre les inégalités sans porter atteinte au droit légitime dont disposent les parents de choisir ce qu'il y a de mieux pour leur(s) enfant(s) ?
- Une approche plus personnalisée vis-à-vis de l'éducation favorise-t-elle inévitablement ceux qui possèdent le plus de ressources culturelles ?

MODES DE VIE ET RISQUES SANITAIRES

Dans l'ensemble, la prospérité accrue a eu des effets positifs sur la santé des habitants des pays de l'OCDE. L'espérance de vie a atteint un niveau sans précédent, et en règle générale, les gens sont en meilleure santé, grâce à certains facteurs tels que l'amélioration du niveau de vie et de l'hygiène, et la généralisation de l'accès aux vaccins et aux antibiotiques. Mais cette prospérité s'accompagne de nouveaux risques sanitaires liés, pour la plupart, aux pratiques et aux habitudes mêmes des gens. Trois types d'habitudes liées au mode de vie et ayant des effets notoires sur la santé sont abordés ici : la consommation d'alcool, le tabagisme et les régimes alimentaires déséquilibrés. La situation globale est mitigée. La recherche a démontré l'existence d'une corrélation positive entre le niveau d'éducation et l'adoption de pratiques saines, bien que ces liens soient complexes. Les mauvaises pratiques en matière de santé représentent, de toute évidence, une série de nouveaux défis pour l'école.

Graphique 9.5. Convergence de la consommation d'alcool à l'échelon international

Consommation d'alcool (en litres) dans plusieurs groupes de pays de l'OCDE
(par habitant de plus de 15 ans)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405746468008>

Source : OCDE (2005), *Panorama de la santé*.

Ces vingt dernières années, la consommation d'alcool a progressivement chuté dans de nombreux pays de l'OCDE, bien que cette baisse ait ralenti dernièrement. La baisse la plus notable a été enregistrée dans les pays d'Europe du Sud, qui arrivaient auparavant en tête de la consommation d'alcool. Celle-ci a également fortement chuté aux États-Unis, au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Toutefois, cette tendance n'est pas commune à l'ensemble de la zone OCDE : les pays scandinaves par exemple (à l'exception du Danemark), l'Irlande et le Royaume-Uni vont ainsi à contre-courant de l'évolution générale, bien que la consommation d'alcool des pays scandinaves soit encore inférieure à celle observée dans de nombreux autres ensembles de pays.

Le tabagisme est lui aussi en perte de vitesse, bien que des écarts considérables persistent entre les pays. Il reste, dans les pays de l'OCDE, le risque sanitaire le plus facile à éviter. Ces moyennes masquent des tendances inquiétantes concernant certaines sections de la population, notamment celles qui évoluent au plus près de la sphère éducative. Ainsi, le pourcentage de jeunes femmes qui fument ne cesse de croître, tandis que la consommation régulière d'alcool chez les jeunes âgés de 15 ans a nettement augmenté ces dix dernières années dans de nombreux pays, les hausses les plus notables étant enregistrées chez les jeunes filles.

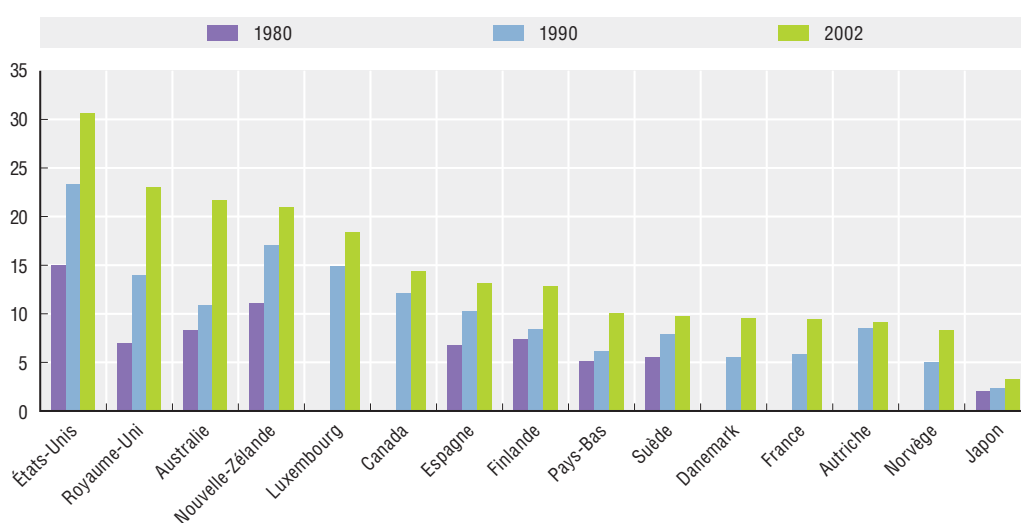
L'obésité des enfants et des adultes est désormais l'un des grands problèmes de santé publique auxquels sont confrontés de nombreux pays de l'OCDE. On sait qu'elle constitue un facteur de risque associé à plusieurs grands problèmes de santé publique, notamment l'hypertension, le diabète, les maladies cardiovasculaires, l'asthme, l'arthrite et certains cancers. Bien que nous soyons, en

moyenne, plus gros qu'il y a vingt ans, on observe encore de très larges écarts d'un pays à l'autre : plus d'1 personne sur 5 a un indice de masse corporelle supérieur à 30 aux États-Unis (où ce ratio atteint près d'1 personne sur 3), au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande, contre seulement 1 personne sur 10 – voire moins – aux Pays-Bas, en Suède, au Danemark, en France, en Autriche et en Norvège, cette proportion étant négligeable au Japon.

La montée en puissance de l'obésité met en évidence un important déséquilibre entre les habitudes alimentaires et l'activité physique. Sur l'ensemble de la zone OCDE, on estime que l'apport calorique journalier a augmenté de 450 calories par personne au cours des trente dernières années du XX^e siècle, la consommation de sucre ayant quant à elle enregistré une hausse de près de 25 % depuis le début des années 60.

Graphique 9.6. Montée en puissance de l'obésité

Pourcentage de personnes ayant un indice de masse corporelle supérieur à 30



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/405761427742>

Note : Dans la plupart des pays, le pourcentage de personnes en excès pondéral et de personnes obèses est estimé d'après les données communiquées par les intéressés ; ce n'est toutefois pas le cas en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et aux États-Unis, où ce chiffre est calculé d'après des mesures réelles.

Source : OCDE (2005), *Panorama de la santé*.

Quelles implications pour l'éducation ?

- Les programmes scolaires assurent-ils un juste équilibre entre la nécessité de contribuer au développement physique et émotionnel des élèves et celle de veiller à leur développement cognitif ? Ces objectifs sont-ils contradictoires ou au contraire complémentaires, comme le veut l'adage « un esprit sain dans un corps sain » ?
- Les cantines des écoles servent-elles des repas équilibrés ? Les emplois du temps scolaires prévoient-ils suffisamment d'activités sportives ? De quel(s) autre(s) moyen(s) les établissements scolaires disposent-ils pour améliorer la santé de leurs élèves, sans toutefois surcharger les programmes ?
- Bien que le tabagisme et la consommation d'alcool soient généralement en baisse, ils n'en restent pas moins deux grands problèmes de société, notamment chez les jeunes. Dans quelle mesure l'école doit-elle, parallèlement au rôle des familles et des parents, contribuer à sensibiliser les jeunes aux dangers que présente ce type de pratiques ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Publications de l'OCDE utilisées

- OCDE (2005), *Panorama de la santé*, Édition 2005, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama des statistiques de l'OCDE*, Édition 2007, Éditions de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi*, Édition 2007, Éditions de l'OCDE, Paris.

Site Internet en rapport avec ce thème

- Les Indicateurs clés de la santé – base de données en ligne de l'OMS : www.who.int/whosis/database/core/core_select.cfm.

Projet du CERI en rapport avec ce thème

- Les retombées sociales de l'éducation : www.oecd.org/edu/socialoutcomes.

Définitions et indicateurs

- *Coefficient de Gini* : Mesure courante du degré d'inégalité salariale qui varie de 0 dans le cas d'une « égalité totale » (chaque part de la population perçoit la même part du revenu total) à 100 dans le cas d'une « inégalité totale » (la totalité des revenus va à la part de la population qui perçoit les revenus les plus élevés). Le revenu des ménages est ajusté pour tenir compte du nombre de personnes que compte chaque ménage.
- *Consommation d'alcool* : Définie par les ventes annuelles d'alcool pur en litres par personne âgée de 15 ans ou plus. La méthode employée pour convertir les boissons alcoolisées en alcool pur peut varier d'un pays à l'autre.
- *Obésité* : Basée sur l'indice de masse corporelle (IMC), un nombre qui évalue le statut pondéral d'un individu par rapport à sa taille (poids/taille², le poids étant exprimé en kilogrammes et la taille en mètres). D'après la classification actuelle de l'OMS, les individus dont l'IMC se situe entre 25 et 30 sont considérés comme étant en surcharge pondérale et ceux dont l'IMC est supérieur à 30 comme obèses.

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(96 2008 08 2 P) ISBN 978-92-64-04663-4 – n° 56260 2008

Les grandes mutations qui transforment l'éducation

ÉDITION 2008

Quel est l'impact du vieillissement de nos sociétés sur l'éducation ? Et quid du rôle croissant joué par Internet dans notre vie : quelles conséquences peut-il avoir sur l'éducation ? La progression de l'obésité doit-elle être prise en compte par les écoles ?

Cet ouvrage vise à aider les acteurs du domaine de l'éducation – décideurs politiques, dirigeants et praticiens – à réfléchir sur ces développements et à promouvoir la réflexion stratégique à long terme en matière d'éducation. Il répond à un besoin fondamental : les responsables politiques et les professionnels de l'éducation ne disposent bien souvent que d'informations anecdotiques ou locales sur les grandes mutations qui transforment l'éducation ; trop souvent, ils manquent de données robustes.

Ce volume observe 26 grandes tendances dans le contexte de l'éducation, regroupées en 9 thématiques. Chaque tendance est présentée sur une double page comprenant une brève introduction, deux graphiques accompagnés d'un texte explicatif, et trois questions clés sur les effets de la tendance sur l'avenir de l'éducation. Pour chaque graphique, un lien dynamique (*StatLink*) dirige le lecteur vers une page Internet où les données correspondantes sont disponibles en format Excel®.

Les 9 thématiques sont :

- Le vieillissement des sociétés de l'OCDE.
- Les grands défis mondiaux.
- Le nouveau visage de l'économie mondiale.
- L'évolution du monde du travail et de l'emploi.
- La société de l'apprentissage.
- Les TIC : la nouvelle génération.
- Les citoyens et l'État.
- Liens sociaux et valeurs sociales.
- Une prospérité durable ?

Pour en savoir plus sur l'avenir de l'éducation : www.oecd.org/edu/future/sft.

Le texte complet de cet ouvrage est disponible en ligne à l'adresse suivante :
www.sourceocde.org/enseignement/9789264046634

Les utilisateurs ayant accès à tous les ouvrages en ligne de l'OCDE peuvent également y accéder via :
www.sourceocde.org/9789264046634

SourceOCDE est une bibliothèque en ligne qui a reçu plusieurs récompenses. Elle contient les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'OCDE. Pour plus d'informations sur ce service ou pour obtenir un accès temporaire gratuit, veuillez contacter votre bibliothécaire ou SourceOECD@oecd.org.